

491266

ACADÉMIE ROUMAINE

Revue

ROUMAINE D'HISTOIRE

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Tome L

2011

N^{OS} 1-2

Janvier-Juin

BCU CLUJ-NAPOCA
NT. INV. 157/2012



EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE

Revue fondée par ANDREI OȚETEA

Paraît sous l'égide de la

**SECTION DES SCIENCES HISTORIQUES ET D'ARCHÉOLOGIE
DE L'ACADÉMIE ROUMAINE**

Comité de rédaction

Dan BERINDEI, membre de l'Académie Roumaine – *rédacteur en chef*; Florin CONSTANTINIU, membre de l'Académie Roumaine, Dinu C. GIURESCU, membre de l'Académie Roumaine, Alexandru ZUB, membre de l'Académie

Comité consultatif

Karl Otmar Freiherr von ARETIN (München), Jean-Paul BLED (Paris), Keith HITCHINS (Illinois), Jacques LE GOFF (Paris)

Rédaction éditoriale: Monica STANCIU, Ana BOROȘ

Informatique éditoriale: Jindiceanu MAGDA

La REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE a quatre numéros par an.

Toute commande sera adressée à: RCU Cluj / Central University Library Cluj

EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE, Calea 13 Septembrie nr. 13, Sector 5, București, România, 050711, Tel. 4021-318 81 06, 4021-318 81 46; Fax 4021-318 24 44
E-mail: edacad@ear.ro

ORION PRESS IMPEX 2000 S.R.L., P.O. Box 77-19, sector 3, București, România, Tel./Fax 4021-610 67 65, 4021-210 67 87; E-mail: office@orionpress.ro

S.C. MANPRES DISTRIBUTION S.R.L., Piața Presei Libere, nr. 1, Corp B, Etaj 3, Cam. 301-302, sector 1, București, Tel.: 4021 314 63 39, fax: 4021 314 63 39, E-mail: abonamente@manpres.ro, office@manpres.ro, www.manpres.ro

Les manuscrits, les livres et les revues proposés en échange, ainsi que toute correspondance seront envoyés à la rédaction: 010071 București, 125 Calea Victoriei, tél. (40-21) 212 86 29.

© 2012, EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE

www.ear.ro

ISSN 0556-8072

491266

TOME L
N^{os} 1–2
Janvier–Juin
2011



R E V U E
ROUMAINE
D'HISTOIRE

SOMMAIRE

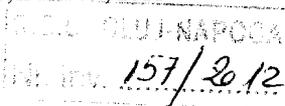
RELATIONS FRANCO-ROUMAINES AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

DAN BERINDEI, <i>Bucarest – le Petit Paris</i>	3
ION BULEI, <i>L'influence française en Roumanie et la réaction contre cette influence (1870–1900)</i>	13
GEORGIANA VĂTĂJELU-MEDREA, <i>Les échanges culturels – une constante des relations franco-roumaines (1870–1914)</i>	23
ALEXANDRU MAMINA, <i>L'affaire Dreyfus et le Mémorandum : opinion et culture politique en France et en Roumanie vers 1900</i>	45
JEAN-PAUL BLED, <i>François-Ferdinand et la Roumanie</i>	49
AUDE AIT KACI ALI, <i>Carol I^{er} et les Guerres Balkaniques</i>	55
JEAN-NOËL GRANDHOMME, <i>La France et la Roumanie dans la crise de juillet 1914</i>	67
ANNE-MARIE CASSOLY, <i>Berthelot et les lieux de mémoire des victimes roumaines de la Grande Guerre en Alsace</i>	87

Comptes rendus et notes de lecture

NICOLAE MIHAI, <i>Revoluție și mentalitate în Țara Românească (1821–1848). O istorie culturală a evenimentului politic (Révolution et mentalité en Valachie, 1821–1848. Une histoire culturelle de l'événement politique)</i> , Craiova, Editions Aius, 2010, 358 p. (<i>Dan Berindei</i>)	97
IOAN-AUREL POP et ION CĂRJĂ, <i>Un italian la București : Luigi Cazzavillan (1852–1903)</i> (Un italien à Bucarest: Luigi Cazzavillan, 1852–1903), Cluj-Napoca, Centrul de Studii Transilvane și Vicenza, Istituto per la ricerche di storia sociale e religiosa, 2011, 216 p. (<i>D.B.</i>)	98
<i>Pagini din diplomația României</i> (Pages de l'histoire de Roumanie), parus par les soins de ION M. ANGHIEL, LUCIAN PETRESCU ET VALERIU TUDOR, Iași, Junimea, 2011, 581 p. (<i>D.B.</i>)	98
NICOLAE IORGA, <i>Discursuri parlamentare (1907–1917)</i> (Discours parlementaires, 1907–1917), Chișinău, Mesagerul, 2011, 846 p. (<i>D.B.</i>)	99

Rev. Roum. d'Hist., L, 1–2, p. 1–100, Bucarest, 2011



CORNEL SIGMIREAN et CORNELIU CEZAR SIGMIREAN, <i>România și Ungaria în fața Conferinței de Pace de la Paris</i> (La Roumanie et la Hongrie devant la Conférence de la Paix de Paris), Târgu Mureș, Editions de l'Université „Petru Maior”, 2010, 295 p. (D.B.).....	99
VIRGINIA MIRCEA, <i>Noua dimensiune a terorismului internațional</i> (La nouvelle dimension du terrorisme international), Bucarest, Editions Cadran Politic, 2010, 328 p. (D.B.).....	100

BUCAREST – LE PETIT PARIS

DAN BERINDEI

de l'Académie Roumaine

Bucarest se trouve à 2495 km de Paris¹. Comment est-on arrivé à la dénomination de Petit Paris et celle-ci se justifie-t-elle ? Il paraît toutefois que des explications peuvent être trouvées. C'est que j'essaie par ma communication.

Bucarest avait une existence d'environ quatre siècles en tant que ville avant de recevoir ce surnom². Il s'était développé en dépit de sa situation géographique, qui le mettait en danger du côté du Danube dont le sépare une soixantaine de kilomètres et que les forêts et les marécages ne le protégeaient que relativement et s'était imposé en tant que principale résidence princière et ensuite, à partir de 1659, en tant que capitale de la Valachie. D'ailleurs, cela avait eu lieu selon le désir des Turcs vu sa proximité du grand fleuve et donc la possibilité du contrôle.

Si son rôle militaire était à ce moment-là réduit, il se développa autour la cour princière et les résidences des boyards en réunissant une population de plus en plus nombreuse de citoyens, surtout des artisans et des commerçants et devint un intermédiaire important pour les liens commerciaux entre l'Orient et l'Europe. Un diplomate suédois, de passage par Bucarest, remarquait en 1632 le grand nombre des habitants de la ville qui donnait l'impression que «tous les Valaques s'y étaient rassemblés là-bas»³. Toujours lui remarquait encore que «toutes les rues et les places de la ville étaient pleines de marchandises chères que les négociants italiens, grecs, arméniens et turcs avaient exposées afin de les vendre»⁴.

Pendant la période phanariote ces fonctions de la ville s'accrochèrent. En tout cas, vers la fin de cette période, les voyageurs étrangers fournissent des chiffres concernant sa population de 60 000 à 100 000 habitants, tandis que Buda et Pest ensemble comptaient, en 1787, 50 829 habitants et Braşov, la plus grande ville transylvaine à ce moment, 17 792 habitants⁵.

¹ Frédéric Damé, *Bucarest en 1906*, Bucarest, 1908, p. 123.

² Voir Dan Berindei, *Oraşul Bucureşti, reşedinţă şi capitală a Ţării Româneşti* (La ville de Bucarest, résidence et capitale de la Valachie), Bucarest, 1963.

³ «Arhiva pentru filologie şi istorie», I (1967), no 1, p. 13.

⁴ *Ibidem*.

⁵ Gusztáv Thirring, *Magyarország népssége II. József Korában* (La population de la Hongrie pendant le règne de Joseph II), Budapest, 1938, apud le compte rendu de David Prodan in „Anuarul Institutului de Istorie Naţională”, Cluj, X (1945), p. 409.

Dès la période du Règlement organique et du gouvernement du général Paul Kisseleff, Bucarest vécut un processus de modernisation, accéléré du point de vue urbanistique par le grand incendie de 1847, tout en gardant certains traits dominants. N'ayant pas des murs d'enceinte, l'étendue de Bucarest était très grande, ce qui permettait aussi des activités agricoles à une partie de ses habitants et d'un autre côté expliquait que l'une des caractéristiques de la ville était le grand nombre de jardins et l'étendue de l'espace verte. Un autre trait était le grand nombre des églises et des monastères. La vue d'ensemble de la ville contemplée de loin donnait, dans les années vingt du XIX^e siècle, selon le consul prussien Kreuchely, l'impression «d'une forêt souriante» mais si on s'approchait cette impression positive disparaissait, vu l'état des rues, ainsi que le contraste entre la pauvreté et l'opulence⁶.

Cependant, le processus de modernisation avait commencé à produire ses effets. A cela s'était ajouté la nouvelle fonction de capitale de Roumanie que Bucarest avait reçu dès 1859 et surtout dès 1862 quand avait eu lieu l'unification politique et administrative des deux principautés et le rythme de développement du pays, tant pendant le règne du prince Cuza et ensuite au cours du long règne du prince et à partir de 1881 du roi Carol. Le statut d'indépendance obtenu et confirmé par les grandes puissances, ainsi que la longue période de paix favorisèrent alors une véritable transformation de Bucarest et c'est ainsi qu'on arrivera au Petit Paris!

Toutefois, le problème doit être envisagé dans ses dimensions réelles. Dans son ensemble, Bucarest contribuait vers la fin du XIX^e siècle à produire l'impression évoquait jadis par Kreuchely, mais pour ce qui est du Petit Paris il s'agit surtout du centre de la ville et en premier lieu du Podul Mogoșoaiei, devenu après l'indépendance Calea Victoriei. Frédéric Damé, le Français qui s'est établi à Bucarest où il a vécu pendant des décennies et où il est mort, signale cet état de choses en 1908. «Bucarest, écrivait-il, offre un immense contraste entre son centre à l'euro péenne et ses faubourgs aux allures encore primitives»⁷.

Après Constantinople, Bucarest représentait du point de vue démographique, mais aussi économique et culturel la plus importante ville de la zone ayant appartenu ou qui s'était trouvé sous la suzeraineté ottomane. Son étendue était celle d'une grande capitale, tenant compte cependant aussi du caractère de son développement, de l'étendue de l'espace verte et aussi des terrains vagues. En 1906 il s'agissait de 5500 ha, par rapport à Vienne 5700 ha et Paris 4850 ha⁸. Quant à la population, évidemment les chiffres sont bien inférieures par rapport aux autres capitales des pays du centre et de l'occident de l'Europe; Bucarest comptait, en 1878, 177 646 habitants, mais en 1903 il était arrivé à 289 184, pour atteindre, en

⁶ Apud Constantin Moisil, *Bucureștii vechi. Schiță istorică și urbanistică*, Bucarest, 1932, p. 35-37.

⁷ Frédéric Damé, *op.cit.*, p. 353.

⁸ *Ibidem*, p. 125.

1914, 362 452 habitants, tandis qu'en 1906 Paris comptait 2 714 999 et Vienne 1 660 000 habitants⁹. Toujours alors, Leipzig avait 422 000 habitants sur une étendue de 2900 ha et Milan 484 000 sur 2800 ha¹⁰. Cependant, Damé avait bien raison quand il écrivait à ce propos: «Cette étendue, hors de proportion avec le chiffre de la population, a été une des causes principales qui ont empêché la transformation rapide de Bucarest en une ville moderne»¹¹.

A part le développement du commerce, l'industrie fit aussi des progrès, entre autres la fonderie de Lemaître, surtout après l'adoption de la loi visant la protection de l'industrie de 1887. En 1902, un bilan significatif des entreprises industrielles roumaines montre que des 367 entreprises situées dans l'ancienne Valachie, la moitié (178) se trouvaient à Bucarest¹². Toute une série de banques furent constituées, stimulées par la création en 1880 de la Banque Nationale de Roumanie. On peut mentionner du plus importantes: Banque Agricole, Banque Générale Roumaine, Banque d'Escompte, Banque de Crédit, Banque Marmorosch Blank, Banque Roumaine, et en 1914 la Banque Franco-Roumaine¹³.

Les mutations qui ont eu lieu à Bucarest furent toutefois extraordinaires, tenant compte des moyens et du laps de temps. Si on faisait une comparaison avec notre époque, ces 21 ans à partir de 1989, où on travaille avec tant de machines, elle serait à l'avantage des décennies de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Damé s'exprime aussi à ce sujet, lors de son bilan de 1908, en écrivant : «On s'étonne qu'avec les maigres ressources de son budget, la mairie est arrivé à faire les embellissements qui ont été réalisés depuis quarante ans»¹⁴.

En ce qui concerne les dotations édilitaires, le bilan est plus que positif. On avait construit un réseau d'alimentation en eau, des bassins d'accumulation, une usine et les grandes pompes de Grozăvești. Au début du XX^e siècle, on assurait 170 litres par habitant, chiffre supérieur à ceux de Lyon ou Toulouse, mais inférieur à celui de Paris¹⁵. La rectification du cours de la Dâmbovița, réalisée entre 1880 et 1883, l'entrepreneur des travaux étant le Français A. Boisquerin¹⁶, mit fin aux inondations périodiques d'une partie de la ville. On avait aussi procédé progressivement à la systématisation des rues, à leur alignement et surtout à l'ouverture des boulevards Carol, Ferdinand et Pake, l'axe est-ouest, en procédant

⁹ *Ibidem*, p. 125; Constantin C. Giurescu, *Istoria Bucureștilor din cele mai vechi timpuri până în zilele noastre* (Histoire de Bucarest depuis les plus anciens temps jusqu'à nos jours), Bucarest, 1986, p. 170.

¹⁰ Frédéric Damé, *op.cit.*, p. 125.

¹¹ *Ibidem*, p. 124.

¹² Constantin C. Giurescu, *op.cit.*, p. 291.

¹³ *Ibidem*, p. 168–170.

¹⁴ Frédéric Damé, *op.cit.*, p. 127.

¹⁵ *Ibidem*, p. 238.

¹⁶ Constantin C. Giurescu, *op.cit.*, p. 157.

ensuite à la construction des boulevards de l'axe nord-sud, ce qui a conduit aussi, hélas, à la démolition de la tour Colțea¹⁷.

Une autre réalisation importante avait été la rapide dotation du centre en premier lieu du pavage en pierres roulées et pierres cubiques, qui furent assurées par la carrière de Turcoaia à partir de 1885¹⁸. Le bilan de 1906 est édifiant : 15 boulevards, 29 rues principales, 60 chaussées et 615 rues secondaires, pavés d'une manière ou d'une autre. En tout, 4 534 180 m.c. par rapport à 1 553 220 non pavés¹⁹, donc seulement un quart de la totalité ! On doit encore ajouter qu'un tiers des rues, dont évidemment le centre, étaient aussi soumises à l'arrosage, certaines même deux fois par jour²⁰.

Pour ce qui fut de l'allumage public on constate un progrès rapide. Si en 1855 la ville bénéficiait de 777 lampes publiques, le bilan qu'on pouvait dresser en 1906 était significatif : 3969 becs à gaz, 3113 lampes à pétrole, 1018 lampes à l'huile minéral, ainsi que 151 lampes électriques et 66 arcs incadescents²¹. Bucarest avait été, d'ailleurs, l'une des premières villes européennes qui employa le pétrole en tant que moyen d'éclairage²². Le transport public fut marqué en 1890 par l'introduction du tramway, d'abord le tramway à cheval et ensuite, progressivement, le tramway électrique. Le bilan de 1906 (après 15 années d'existence): 75 km de lignes, 138 wagons, plus de 1000 chevaux, ainsi que 8 huit wagons électriques²³.

Le progrès se reflétait surtout dans les constructions. Les édifices sont construits au centre de la ville et en premier lieu sur la Calea Victoriei. Le Palais royal fut reconstruit par l'architecte français Paul Gottereau; les travaux prirent fin en 1883. Une année auparavant avait été réalisé le bâtiment du «Moniteur officiel» (aujourd'hui le siège central des Archives nationales), auprès du jardin de Cișmigiu. En 1886 fut édifié l'Athénée Roumain. Le Palais des Postes (aujourd'hui le Musée d'Histoire) en 1900 et la Caisse des Dépôts en 1901, tous les deux situés sur la Calea Victoriei, auxquels allait s'ajouter au début du XX^e siècle le Cercle Militaire – dont le deux derniers furent édifiés en étant démolies deux anciens monastères – s'y ajoutèrent. On ne doit pas oublier les deux gares, celles de Filaret et la Gare du Nord, entrées en fonction en 1869 et 1870²⁴, ainsi que les Halles; la Halle centrale, réalisée par l'entrepreneur français Godillot en 1872, celle de la place Amzei et la Halle Traian de 1896 qui assuraient l'approvisionnement de la population²⁵; un abattoir avait aussi été construit par l'ingénieur français Alfred Nerthon²⁶. Le Palais

¹⁷ Frédéric Damé, *op.cit.*, p. 115.

¹⁸ *Ibidem*, p. 250, 252.

¹⁹ *Ibidem*, p. 253.

²⁰ *Ibidem*, p. 256.

²¹ Dan Berindei, *op.cit.*, p. 256; Frédéric Damé, *op.cit.*, p. 298.

²² *Ibidem*, p. 294.

²³ *Ibidem*, p. 309.

²⁴ *Ibidem*, p. 114.

²⁵ *Ibidem*, p. 273–274.

²⁶ *Ibidem*, p. 265.

de Justice, réalisé au-delà de la Dâmbovița et qui, vu ses dimensions, selon André Bellesort, pouvait contenir les plaidants et les avocats des cinq parties du monde²⁷, mais aussi l'édifice du Ministère de l'Agriculture et des Domaines, construit par l'architecte Louis Blanc au début du XX^e siècle, ainsi que la Faculté de Médecine construite en 1903 et le Musée de Science Naturelle et l'Institut de Géologie en 1906 doivent être aussi mentionnées.

Aux édifices s'ajoutaient des maisons imposantes des gens aisés, certains des véritables palais. Le Palais Cantacuzène (aujourd'hui le Musée G. Enescu), le palais du prince Grégoire Sturdza, malheureusement démoli après un demi-siècle, dans la Piața Victoriei, la maison Monteoru, celle du colonel Macca, celle d'Alexandre Florescu, ainsi que celle de l'industriel Assan (aujourd'hui la Maison des Hommes de science), ainsi que les «délicieuses villas», mentionnées par Damé près de la Chaussée²⁸, nous offrent l'image d'un ensemble de constructions qui ont conduit, entre autres, à la dénomination de Petit Paris.

Evidemment qu'on doit y ajouter aussi les hôtels, certains datant de la même période, le meilleur exemple étant l'hôtel Boulevard, mais on doit encore ajouter l'hôtel Hugues, situé à la place de l'actuel Continental, toujours sur la Calea Victoriei, où a habité le prince Napoléon en 1867, lors de sa visite bucarestoise ou l'hôtel de France, construit en 1882 toujours sur la Calea Victoriei ou aussi l'hôtel Athénée Palace, pour lequel on a utilisé le béton armé et dont l'architecte fut Théophile Bradeau²⁹. Par ailleurs, même les hôtels qui ne portaient pas une dénomination évoquant la France, avaient en général des dénominations en français (Hôtel de Pesth, Hôtel des Princes, Hôtel de Vienne, Hôtel de l'Europe, Hôtel de Londres, Bellevue³⁰. Enfin il est nécessaire de mentionner la construction, réalisée d'une manière opérative en 1905–1906, du Parc Carol sur l'ancien Champ de la Liberté de 1848, où on a inclu aussi un marécage assaini³¹.

A cet grand et efficace effort constructif qui a évidemment transformé surtout l'aspect du centre de la ville, s'ajoutait le mode de vie de ce Bucarest de la Belle Epoque. Cet aspect rapprochait Bucarest de Paris. On y trouvait des restaurants, certains ayant un niveau parisien et même parfois du personnel venu de Paris, un grand nombre de cafés, certains de haut niveau comme Fialkowski, Capsa ou Boulevard et évidemment des confiseurs. Capsa pouvait mettre à la disposition de ses clients 36 espèces de confitures. On doit ajouter que les prix de produits même de luxe étaient accessibles et sont attractifs jusqu'à nos jours : 32 fr. le kilo d'œufs d'esturgeon (caviar), des dindons 14–16 fr. la paire, le grand esturgeon 2 fr. le kilo, cent écrevisses 3–8 fr et même des huîtres d'Ostende 3 fr. la douzaine et des

²⁷ *Ibidem*, p. 170.

²⁸ *Ibidem*, p. 375.

²⁹ George Costescu, *Bucureștii Vechiului Regat* (Bucarest de l'ancien Royaume), Bucarest, 1944, p. 77; Constantin C. Giurescu, *op.cit.*, p. 165–166.

³⁰ Constantin C. Giurescu, *op.cit.*, p. 314.

³¹ Frédéric Damé, *op.cit.*, p. 110.

homards ou des langoustes à 10 fr. la pièce³². D'ailleurs en 1881 s'était déroulé à Bucarest à trois reprises un original duel gastronomique entre Constantin Izvoranu et le ministre plénipotentiaire d'Espagne, Don Aladro, qui avait eu lieu au restaurant Hugues. Parmi les mets : huîtres d'Ostende, caviar frais, homard frais sauce remoulade, faisans de Bohême truffés, salade à la revanche, charlotte Pompadour !³³ A juste raison, Victor Bilciurescu en évoquant la ville de son enfance écrivait: «opulence et bon marché comme dans les contes de fées»³⁴. Evidemment que pas tout le monde pouvait se permettre de tels menus, mais en tout cas chacun se débrouillait d'une façon ou d'une autre. Enfin, on ne doit pas oublier qu'à partir de 1875 on voyageait en 21 heures jusqu'à Vienne et en 52 heures jusqu'à Paris³⁵.

L'essor de la ville, devenue capitale d'un pays plus grand et où habitaient les bénéficiaires des richesses qui ont assuré à la Roumanie ce considérable bond en avant, en premier lieu les grains et ensuite le pétrole, fut puissant. Bucarest était prospère. On construit et pas seulement les grands possédants, mais aussi les citoyens moyens. «...toutes ces rues sont aujourd'hui bordées de maisons neuves, en général de petits hôtels particuliers», écrivait Damé après avoir donné une liste de rues du centre, en mentionnant qu'«on n'y voit pas de ces vieilles maisonnettes»³⁶. Les étrangers sont frappés par le grand nombre de constructions et surtout par leur nouveauté. D'ailleurs, quand on regarde les photos de l'époque on est impressionné même par les édifices qui existent encore, mais qui de nos jours ont été marqués par le temps. Dans ces années-là, ils donnaient l'impression du frais et du nouveau et en plus ils bénéficiaient d'un espace plus large et d'un cadre de verdure plus prononcé. Le niveau de hauteur des maisons de la ville se modifia aussi: entre 1885 et 1906 furent construites 15 000 maisons, dont 2000 à deux étages, mais aussi 400 à trois étages et 65 à quatre étages³⁷.

L'activité industrielle et artisanale et surtout commerciale était intense. «Chaque jour, remarque Damé, on voit une nouvelle maison de commerce s'installer, une ancienne s'agrandir»³⁸. On est aussi surpris par le nombre et la diversité des professions de ces Bucarestois d'il y a un siècle: 986 avocats, 345 médecins, 350 ingénieurs et 116 architectes, mais aussi 35 banquiers et 205 journalistes. On constate des professeurs et des instituteurs, des libraires, des relieurs et des bouquinistes, ainsi que des photographes. Un grand nombre, des centaines, de tailleurs et de cordonniers, des hôteliers, des restaurateurs, des

³² *Ibidem*, p. 287–291.

³³ Constantin Bacalbaşa, *Bucureştii de altă dată* (Bucarest d'antan), Bucarest, 1927, vol. I, p. 275–276.

³⁴ Victor Bilciurescu, *Bucureşti şi bucareşteni de ieri şi de azi* (Bucarest et Bucarestois d'hier et d'aujourd'hui), Bucarest, 1945, p. 13.

³⁵ Frédéric Damé, *op.cit.*, p. 510.

³⁶ *Ibidem*, p. 354.

³⁷ *Ibidem*, p. 133.

³⁸ *Ibidem*, p. 354.

cabaretiers et des confiseurs. Il existe aussi des commissionnaires – 246 ! Les bijoutiers, les orfèvres, les argenteurs, évidemment les horlogers, mais aussi 15 ébénistes n'y manquent pas. Les marchands de parapluies et les fabricants de bonnets de fourrure sont aussi présents³⁹. Mais au-delà de cette énumération de professions et de chiffres on devine la vie d'une grande ville européenne alignée à son époque !

La modernisation de la Roumanie s'est accomplie pendant le XIX^e sous l'influence dominante de la France et la langue française a été en bonne mesure son véhicule. Les «bonjouristes», formés sous le plan spirituel en France et en premier lieu à Paris, mais aussi les Français venus en Roumanie, une partie s'y établissant, ont contribué à cela. Le modèle français a mis son empreinte sur le processus qui s'est déroulé en Moldavie et en Valachie et ensuite en Roumanie. D'un côté, il correspondait au mental roumain et d'un autre c'était évident qu'on avait préféré ce modèle d'une puissance lointaine à ceux des puissances voisines et dangereuses dans le devenir des Roumains. D'ailleurs, la France se manifestait à l'époque en tant que protecteur des desiderata des Roumains qui n'étaient pas opposés à ses propres intérêts. C'était ainsi qu'était né aussi le Petit Paris !

Il existait une «uliță franțuzească» qui aboutissait dans la Calea Victoriei⁴⁰; on allait lui donner le nom du prince et ensuite du roi Carol. La rue Doamnei s'appelait Paris⁴¹. La majorité des monuments édifiés furent réalisés par des sculpteurs français (le monument du prince Michel le Brave, le monument de Jean Brătianu ou celui d'Eugen Stătescu dans le Palais de Justice). Les architectes français – Galleron, Gottereau – et aussi des horticulteurs – Lacroix, Farauto – y étaient présents⁴². Depuis la période du Règlement organique furent publiés des journaux en langue française, la majorité par des Français, parmi lesquels se détachent Ulysse de Marsillac et Frédéric Damé. Les libéraux publièrent même un journal officieux, l'«Indépendance Roumaine». Les chroniques mondaines de Mihai Văcărescu (Claymoor), rédigées en français firent fureur dans la grande société bucarestoise pendant un quart de siècle⁴³.

Les bals réjouissaient la ville et ses différentes catégories de citoyens. Les plus importants étaient ceux du Palais royal et les plus chic ceux qui avaient lieu dans le Palais Suțu où chez la famille Oteteleşeanu ou chez Philippe Lenș (Linche). Les costumes français pour les bals costumés étaient très appréciés, ceux de personnages comme Jean de Nivelles, Louis XI, le capitaine Fracasse etc⁴⁴. Les jardins d'été, où avaient lieu aussi des spectacles, attiraient en masse les bucarestois et étaient des lieux de réjouissance. Dans les jardins publics, fréquentés

³⁹ *Ibidem*, p. 159–161.

⁴⁰ *Ibidem*, p. 103.

⁴¹ Constantin Bacalbașa, *op.cit.*, vol. I, p. 56.

⁴² George Costescu, *op.cit.*, p. 159.

⁴³ Constantin Bacalbașa, *op.cit.*, ediția a II-a, vol. III, p. 60–61.

⁴⁴ *Ibidem*, vol. I, p. 255.

également par le public, jouaient aussi des orchestres ou des fanfares, en exécutant avec priorité des pièces en vogue à Paris.

Au Théâtre National on jouait des pièces de Racine, Corneille, Molière, mais aussi Victor Hugo (Ruy Blas) et Victorien Sardou⁴⁵. Les artistes français venaient souvent en tournées à Bucarest se réjouissant d'une réception particulière; ce fut aussi le cas de Sarah Bernardt, de Mounet Sully, de Bary⁴⁶, mais furent aussi présentes des artistes du Moulin Ruge ou d'Olympia⁴⁷. Lors d'un tel spectacle, l'événement provoquait les dames bucarestoises. «Tout Bucarest élégant – écrivait en 1904, Bacalbasa lors d'une tournée de Sarah Bernardt – est debout. Les dames de l'élite, font toutes les sacrifices pour qu'elles y participent le plus élégamment possible et plus richement avec leurs bijoux ou celles...empruntées». «Il s'agit, continuait-il, d'une véritable frénésie. La francomanie pathologique d'une partie des femmes de Roumanie pousse ces femmes à des dépenses ruineuses et ridicules»⁴⁸. Dans les théâtres et dans les jardins d'été, où se déroulait une intense vie de nuit, on jouait des pièces boulevardières parisiennes, des comédies et des opérettes françaises.

On constate aussi un intérêt accentué quant aux aspects culturels français. En 1912, le poète Jean Richepin visite Bucarest, où il donne des conférences à l'Athénée et il se rend à l'Académie Roumaine, «où une grande partie de l'élite bucarestoise remplit jusque à la dernière place de la salle de séance». Dans son discours, Richepin confessa qu'il s'était senti pendant sa visite en Roumanie «comme chez lui» «dans cette Roumanie...où on parle tant et si bien la langue française»⁴⁹. D'ailleurs, la même année, en novembre, le grand duc Nicolas fit une visite à Bucarest, où il s'acheta des livres français, «Roustan, mamelouk de Napoléon» et «Le drame de Varenne» de Gustave Lenôtre⁵⁰.

Un autre phénomène bucarestois de l'époque c'est que la haute société s'impliquait dans les activités même de bienfaisance en soutenant des spectacles, où jouaient es membres, en français. En 1887, lors d'une soirée chez Madame Zoe Slătineanu, «tout était français, écrivait Bacalbaşa, rien de roumain, pas une chanson, un monologue, une poésie, une dance ou un mets». Le menu, rédigé en français, était aussi significatif; entre autres, pâtés de foie gras de Strasbourg, filet de bœuf Chateaubriand, ni le homard ne manquait pas⁵¹. «C'était un temps, notait toujours Bacalbaşa en 1889, quand toute une société ne mettait pas les pieds dans les théâtres roumains, mais adorait le théâtre français»⁵². Quand, en 1892, Sarah

⁴⁵ George Costescu, *op.cit.*, p. 249–250; *ibidem*, vol. IV, p. 95.

⁴⁶ *Ibidem*, p. 255; Constantin Bacalbaşa, *op.cit.*, ediția II-a, vol. III, p. 142.

⁴⁷ George Costescu, *op.cit.*, p. 387.

⁴⁸ Constantin Bacalbaşa, *op.cit.*, ediția II-a, vol. III, p. 86.

⁴⁹ *Ibidem*, vol. IV, p. 49.

⁵⁰ *Ibidem*, vol. IV, p. 95.

⁵¹ *Ibidem*, vol. II, p. 48–49.

⁵² *Ibidem*, p. 110.

Bernhardt joua sur la scène du Théâtre National de Bucarest, tout la haute société fut présente, et Bacalbaşa soutient que certaines dames «ont hypothéqué les maisons afin de pouvoir s'acheter des diamants, des toilettes et payer leur loge»; il ajoutait encore qu'«il a eu des dames qui préféraient n'avoir rien à manger pendant un mois que ne pas être présentes à la représentation de Sarah Bernhardt». «C'est une folie originale des femmes roumaines appartenant à une certaine société, commentait-il encore, pour lesquelles Paris et les Français sont le début et la fin de la sagesse et du bonheur»⁵³. Même les demi-mondaines si elles arrivaient de France remportaient un succès général, comme ce fut le cas en 1896 avec Irma de Montigny, vedette du bal de la société de bienfaisance «Obolul»⁵⁴.

Cette situation allait provoquer en 1906 la réaction des étudiants, stimulée en bonne mesure par N. Iorga, qui se transforma dans un mouvement de rue. «L'amour pour la langue française, commentait Bacalbaşa, était pour la haute société une véritable maladie; à ne pas bien parler le roumain représentait dans ce milieu une chose chic, mais à ne pas parler le français c'était une grande honte»⁵⁵. D'une manière significative, le grand savant Bogdan P. Hasdeu envoya un télégramme, considérant que ce qui s'était passé avait représenté une réaction à la française et que «les Français auraient fait la même chose»⁵⁶. D'ailleurs, ce ne fut qu'un incident transitoire ! En 1907, le menu – rédigé en français et abondant – du banquet du premier Congrès international du pétrole qui eut lieu avec la participation de représentants de 20 pays à l'Athénée Palace, en offre la preuve. Ce banquet se déroula dans le nouveau Parc Carol et le menu rédigé en français confirme que rien n'avait été changé à la suite de la démonstration des étudiants !

Dans maints hôtels portant des dénominations françaises on y trouvait des journaux étrangers, mais en premier lieu, les journaux français⁵⁷. Il existait aussi des restaurants français, par exemple le restaurant Thierry dans le jardin de Cişmigiu⁵⁸. Les hôtels Bulevard et Capşa utilisaient des cuisiniers français et en 1882 l'hôtel Hugues engagea Trompette, ancien cuisinier de Gambetta⁵⁹, tandis que le restaurant Frascatti utilisait Gilet, ancien cuisinier chef du Palais⁶⁰. «On y entre sans souci, disait-on à Bucarest, on en sort sans ses sous»⁶¹. La maison Capşa envoyait son personnel pour des stages de quelques mois à Paris. Lors de l'Exposition de Paris de 1889, par échange de bonnes procédés, fut organisé un restaurant roumain où on vendait des mititei («saucisses à la roumaine») ⁶².

⁵³ *Ibidem*, p. 149–150.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 200.

⁵⁵ *Ibidem*, vol. III, p. 117.

⁵⁶ *Ibidem*, p. 130.

⁵⁷ Constantin C. Giurescu, *op.cit.*, p. 314.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 329.

⁵⁹ *Ibidem*.

⁶⁰ Victor Bilciurescu, *op.cit.*, p. 66.

⁶¹ Constantin Bacalbaşa, *op.cit.*, vol. I, p. 284.

⁶² *Ibidem*, p. 330.

Les magasins étaient calqués sur ceux parisiens et massés surtout sur la Calea Victoriei ou à sa proximité. Leurs propriétaires étaient en général des Français ou des Allemands. Selon Bacalbaşa, «les plus grands magasins vendant des articles de mode étaient roumains ou français. Il mentionne aussi en premier lieu les magasins» Aux villes de France» et «Ville de Lyon»⁶³. Furent ouverts aussi des magasins généraux (Louvre, Universel, Magasin général, etc)⁶⁴, où on trouvait une marchandise variée et de qualité et qui étaient toujours très agglomérés⁶⁵. Auprès du Palais royal, fonctionnait le grand magasin «Aux quatre saisons».

Bucarest – constatait André Bellesort – avait un aspect «joyeux» et il avait raison ! Mais ce qui contribua à ce transfert de vie parisienne furent surtout les femmes, les premières intéressées de cette marchandise «parisienne» et qui étaient les clientes fidèles des magasins ouverts surtout sur la Calea Victoriei aussi par des Français ou des Françaises, comme c'était le cas par exemple d'un magasin situé auprès du Palais, où trois Françaises renommées pour leur beauté vendaient des gants⁶⁶. Les ateliers comme «La ville de Paris» de Madame Paul, ensuite Madame Martin, situé sur la Calea Victoriei, offraient aux dames des confections parisiennes. Maints voyageurs s'expriment d'une manière admirative concernant l'adaptation réussie des dames roumaines à la mode parisienne.

Dans son ensemble, Bucarest, comme le remarquait Ed. Marbeau en 1879, avait pour un Français «une physionomie spéciale»⁶⁷. Le soir surtout la ville s'animait et dans les jardins d'été on pouvait entendre la musique des opérettes qui remportaient du succès à Paris⁶⁸. D'ailleurs, la sympathie pour la France et les manifestations s'intensifièrent au début du XX^e siècle et cela se concrétisa en octobre 1909 à l'occasion de la démonstration de vol faite par Blériot à Bucarest à laquelle allaient participer 100 000 personnes et quand eurent lieu des «ovations en délir»⁶⁹. La grande guerre allait mettre fin d'une certaine façon à l'existence de ce Petit Paris de la Belle Epoque !

⁶³ *Ibidem*, vol. I, p. 70.

⁶⁴ Constantin C. Giurescu, *op.cit.*, p. 167.

⁶⁵ Victor Bilciurescu, *op.cit.*, p. 205–206.

⁶⁶ George Costescu, *op.cit.*, p. 96.

⁶⁷ *Ibidem*, p. 112.

⁶⁸ *Ibidem*, p. 113.

⁶⁹ Constantin Bacalbaşa, *op.cit.*, vol. III, p. 239.

L'INFLUENCE FRANÇAISE EN ROUMANIE ET LA REACTION CONTRE CETTE INFLUENCE (1870–1900)

ION BULEI

Vers la fin du 19^e siècle, l'influence française en Roumanie avait atteint son apogée. Bucarest avait pris un visible aspect parisien. Et non seulement Bucarest, mais aussi Craiova, Constanta, Iasi ... suivaient la même route. Les deux axes principaux de Bucarest nord-sud, est-ouest rappelaient la *grande Croisée* de Haussmann ou la *grande Croisée* du projet de restauration de Paris médiévale d'E. Hénard. Le centre médiéval à Bucarest aussi est divisé, pris en possession et introduit dans le nouveau réseau des rues, de l'est à l'ouest et du nord au sud. Le premier axe avait été coupé par Pake Protopoescu, le second par N. Filipescu, tous les deux maires jusqu'à la fin du 19^e siècle. Les bâtiments situés sur les deux axes n'étaient de loin aussi grands que ceux de Paris, mais ils s'élançaient vers les hauteurs. La perspective non plus ne ressemblait pas à celle de Paris, mais elle était, évidemment, de nature européenne, ce qui était, peut-être, mieux. L'empereur Franz Josef, visitant Bucarest en 1896 se déclare enchanté de Calea Victoriei (La Voie de la Victoire). «N'étant pas rectiligne, mais ayant des courbes tous les 20 à 30 mètres, elle a toujours une autre perspective, un autre aspect, ce qui tient mon œil sous le charme d'une perspective différente, tandis que les boulevards (parisiens, *n.n.*, *I.B.*) dès que l'on y pénètre on imagine toute leur physionomie qui, n'ayant aucune variation d'aspect, devient monotone, n'offrant plus d'intérêt». C'est ce qu'il disait à la reine Elisabeth dans le carrosse qui les transportait vers le Palais royal, probablement, pour lui faire plaisir. L'imitation de Paris est visible aussi dans l'aspect des Halles centrales de la Place Bibescu et les Halles Amzei élevées en 1872 et qui, par leur construction, en briques, charpente en fer et verre, imitaient les Halles de Paris. Toujours en 1872, l'architecte français Alfred Berthon construit l'Abattoir. Un aspect parisien a aussi le Jardin de Cismigiu qui, même s'il est projeté par l'Autrichien Wilhelm Mayer et, décoré du paysagiste allemand Fr. Rebhuhn, rappelle le Jardin des Plantes de Paris. L'aspect du Parc Carol est encore plus rapproché du modèle français, étant décoré en 1906 par E. Redont, celui qui avait fait aussi le Parc Bibescu, de Craiova. Les plans de construction des palais les plus renommés de Bucarest sont faits soit par des architectes français, soit par des architectes roumains, ayant étudié les Beaux-Arts. L'Athénée roumain est construit en 1888 par l'architecte français Galleron, la Banque nationale, en 1895, d'après les plans du même Galleron, et de Cassier Bernard, la Bibliothèque centrale universitaire, l'aile du côté de l'Hôtel Continental est l'œuvre de Paul Gottereau.

C'est toujours lui qui construit le Palais de la C.E.C. (la Caisse d'épargne, ndr), entre 1896–1900, l'imposant bâtiment avec son arcade soutenue par quatre colonnes et avec sa coupole monumentale. Un autre architecte français, Albert Ballu, qui avait construit aussi l'Hôtel de Ville de Paris, élève entre 1890–1895, le Palais de Justice, (dont les travaux furent achevés par l'architecte Ion Mincu). Louis Blanc construit entre 1894–1896 le Palais du Ministère de l'Agriculture, le même architecte qui, en 1898, fait construire la Cour des Comptes et, entre 1900–1902, le palais de la Faculté de Médecine. Le Palais royal de Bucarest est reconstruit entre 1882–1885 toujours par un architecte français, le même Paul Gottereau, qui refait aussi le Palais de Cotroceni. Et il y a de nombreux hôtels et bâtiments privés, toujours l'œuvre des Français ou des Roumains formés en France. Le style architectural est, naturellement, français: Renaissance, néoclassique, éclectique. Même les statues de Mihai Viteazul, I.C. Bratianu, Lascar Catargiu, Al. Lahovari, Take Ionescu, ... sont des œuvres de: C. Belleuse, Er. Dubois, A. Mercier. Les grands magasins, la mode des vitrines de Calea Victoriei sont comme à Paris. Cependant, nous sommes dans un Petit Paris.

Et l'influence française ne s'arrêtait pas à la rue, aux bâtiments qui s'élançaient vers le ciel poussiéreux de Bucarest. Cette influence est encore plus prégnante si l'on cherche à pénétrer de l'extérieur vers l'intérieur. La décoration, le mobilier s'ils n'étaient pas venus de Vienne, étaient toujours français. Les bibliothèques étaient remplies de livres français, les conversations avec les invités, notamment des dames, portaient généralement sur des sujets de mode, de littérature française ou des souvenirs de récents déplacements à Paris, les vêtements suivaient la mode française, on parlait en bonne mesure la langue de Voltaire... En politique on pensait et on parlait français. 101 ministres sur tous les 141 ministres ayant fonctionné dans l'Ancienne Roumanie, entre 1866–1916 avait fait leurs études en France ou en français¹. Le français était la langue parlée par le roi Carol au cours des audiences, y compris avec ses ministres (il parlait français y compris avec les politiciens qui avaient étudié dans l'empire austro-hongrois ou en Allemagne, comme P.P. Carp ou D. Sturdza, avec qui il pouvait parler allemand (avec T. Maiorescu, il parlait parfois en allemand). Et tout le long de son règne, de 48 ans, ce fut comme cela. Au cours du Conseil de Couronne de Sinaia, en 1914, la langue utilisée au moment de prendre la décision concernant le sort du pays durant ces moments difficiles fut le français. Les politiciens roumains également utilisent le français pour leur correspondance, bien qu'ils eussent pu utiliser l'allemand, comme l'ont fait D.A. Sturdza avec P.P. Carp ou T. Maiorescu avec D. Sturdza.

¹ Voir en détail, avec d'autres éléments définitoires le livre de Ion Bulei, Ion Mamina, *Gouvernements et Gouvernants (1866–1916)*, Silex, Bucarest, 1996.

Les diplomates roumains accrédités à l'étranger envoient leurs rapports en français (ils le feront jusqu'en 1925), parce que les ministres auxquels ils s'adressaient à Bucarest voulaient savoir aussi précisément que possible ce qu'ils avaient discuté avec les différents politiciens des pays de résidence (les discussions étaient toujours en français). Ce fut, au moins, de cette manière que justifiait Titu Maiorescu l'utilisation du français par des diplomates, en 1913, au cours d'une discussion au sein du Parlement, répondant à l'historien N. Iorga, qui avait demandé que les rapports des diplomates soient rédigés en roumain. N'importe qui voulait lire un journal en français pouvait l'acheter aux kiosques de journaux de ces années-là, fin du 19^e siècle : «L'Indépendance roumaine», «Bucarest artistique», «L'Art roumain», «Le Pays», «Le Littérateur», «Le Peuple roumain», «La lanterne moderne», où il y avait des articles signés Claymoore (Mihai Văcărescu), «Le Bucarest mondain», «La Bourse de Bucarest»... Ou bien, on pouvait aller à une librairie française (par exemple, les dernières années du 19^e siècle, à la librairie G. Ioanid / A. Spirescu ou chez Socecu, à Bucarest, chez Dimitrie Daniel, à Iasi, chez Ig. Haimann, à Sinaia, ou bien on pouvait lire la presse française dans l'un des hôtels du style français du centre de la Capitale, Hugues, par exemple, entièrement français (les repas, étaient préparés le plus souvent par des cuisiniers français, le cuisinier s'appelait Trompette). Au Théâtre national le plus grand nombre de pièces étaient jouées en français vers la fin du siècle ou bien elles faisaient partie du répertoire du théâtre français ou il y avait des acteurs français...²

Selon les calculs de Constant Manuca³, les mots d'origine française du roumain, les emprunts uniquement français, ou dans lesquels le français reste la première langue de référence, représentent quelque 39% du vocabulaire, avec une fréquence de près de 20%. C'est-à-dire, dans le langage courant, un mot sur cinq en moyenne est d'origine française (par comparaison, les emprunts allemands en roumain ne représentent, selon la même statistique, que 0,98% du vocabulaire et 0,28% de la fréquence). Le modèle français s'impose aussi dans l'assistance sociale, tout comme l'on constate dans la loi d'organisation des communes urbaines de 1894 ou de l'activité théorique et pratique de Constantin Severeanu et du dr. Iacob Felix⁴. Le droit privé roumain est codifié spécialement sur la filière française, le droit administratif également (en première phase, ultérieurement étant préféré le modèle anglo-saxon), le code civil est toujours français (ayant 300 articles de moins que le code français, reprenant aussi des dispositions des lois

² Voir en détail Sultana Craia, *Francophonie et francophilie en Roumanie*, Bucarest, 2006.

³ Constant Maneca, *Lexicologie statistique romaine*, Bucarest, 1978.

⁴ Ljgia Livadă-Cadeschi, *Philantropie et assistance sociale. Des influences françaises dans l'espace social roumain, dans le Modèle français et les expériences de la modernisation. Roumanie, XIX^e et XX^e siècle*, avant-propos et coordination de l'édition, Florin Țurcanu, ICR, Bucarest 2006, p. 58 et la suivante.

roumaines antérieures)⁵. L'influence française se manifeste aussi d'une manière dominatrice également dans l'administration locale⁶.

1. Mais est-ce que le modèle français était seulement la vocation de l'élite ou bien aussi celle des masses (entendant par masses, en terme restreint, ce qu'il signifiait à la fin du 19^e siècle, respectivement, la totalité de ceux qui savaient écrire ou lire et de ceux qui payaient un impôt à l'Etat, autrement dit, la totalité de ceux qui allaient voter dans le régime censitaire).

L'influence française se manifestait, il est certain, au niveau de l'élite. On pourrait dire que les masses suivent le modèle de leurs élites dirigeantes. Et, si dans la Roumanie de cette époque-là les élites étaient sous l'influence française, les masses elles aussi l'étaient. L'affirmation, même si elle a une certaine dose de vérité est un peu trop superficielle. Ce que l'on peut constater plutôt c'est que par le biais des journaux français, par les livres français, par les différents spectacles en français, par l'utilisation fréquente de cette langue dans la vie sociale, politique et culturelle moderne, notamment par son apprentissage à l'école, l'influence française dépassait le cadre restreint de la « bonne société ». Dans l'Ancien Royaume de Roumanie le français était obligatoire durant toutes les années de lycée, 7 à 8 ans, fait reconfirmé à la fin du 19^e siècle par la Loi de l'enseignement secondaire de Spiru Haret, de 1898). Par conséquent, le français était plus ou moins appris par tous les jeunes qui suivaient les cours des lycées, non seulement l'élite, dans le sens restreint du mot. Vers la fin du 19^e siècle, l'influence française passe de l'aristocratie vers la bourgeoisie. La première, tout comme elle cède la suprématie économique, cède aussi la suprématie culturelle et politique. En fait, le processus s'avance des deux directions. Evidemment, pour la couche supérieure de la société, on pouvait apprendre le français y compris à la maison ou en étudiant en France. En 1898, le jeune intellectuel roumain Pompiliu Eliade publiait sa thèse de doctorat consacrée à l'origine de l'influence française sur l'esprit public en Roumanie⁷. Il croyait que le moment où il écrivait son livre était « le moment où l'on n'est ni trop près ni trop loin du sujet de son étude; où l'on entend, pour ainsi dire, encore le bruit des armes, sans voir les combattants. La génération qui nous précède ne pouvait guère distinguer les traits caractéristiques de l'esprit roumain, ni émettre un jugement impartial sur l'influence française; la génération qui nous suivra sera en présence de l'esprit roumain tout formé et ne pourra plus peindre sur le vif une influence qui aura cessé de se faire pleinement sentir»⁸. Jugeant ainsi, à

⁵ Radu Carp, *L'influence du Code Civil français: le système de droit roumain dans une approche comparée*, en *ibidem*, page 208 et la suivante.

⁶ Andrei Florin Sora, *L'institution préfectorale roumaine (XIX^e siècle–1916): un modèle français?*, en *ibidem*, p. 220 et suivante.

⁷ Pompiliu Eliade, *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie: Les origines*, Ernest Leroix Editeur, 1898.

⁸ *Ibidem*, p. 8.

cette époque-là – fin du 19^e siècle, l'homme de lettres appréciait que l'influence française en Roumanie avait été et était encore considérable.

Pratiquement, selon Eliade, avant sa manifestation, le peuple roumain n'avait même pas eu de vie historique ni intellectuelle. Un autre intellectuel d'orientation libérale, Eugène Lovinescu, se référant au 19^e siècle ne faisait pas d'appréciations différentes, ce qui permettait au philosophe C. Rădulescu – Motru de considérer avec beaucoup d'ironie une telle exagération du facteur externe. « Voilà donc comment est né cet enfant ... qui veut devenir dans le temps la civilisation roumaine ! Enfant naturel dans tout le sens du mot. Son père adoptif, l'enthousiaste Ion C. Brătianu l'avait trouvé sur le bord de la Seine, l'a soigné durant sa vie, le protégeant contre les dangers de la réaction et ensuite l'a confié au Parti Libéral qui l'a adopté pour l'éternité ». Et Motru d'ajouter : « A la formation de la civilisation, selon Lovinescu, le fond spirituel du peuple roumain n'a aucune contribution ... Nous en savons qu'il s'est formé en fonction de la direction du vent. Tant que le vent souffle de l'est, tout va mal et la civilisation roumaine en pâtit. Quant le vent souffle de l'ouest tout va bien. Cette fatalité de décision a détruit définitivement toute velléité d'autodétermination du peuple roumain, qui est un être purement passif et imitateur »⁹.

2. En jugeant les choses à une époque historique différente de celle où Pompiliu Eliade avait écrit, on constate que durant les dernières décennies du 19^e siècle, l'influence française vit sa dernière période d'intense manifestation. On constate à la fois que cette influence avait commencé à devenir aussi un objet de polémique. Les effets n'étaient pas considérés uniquement positifs – comme on observe chez Pompiliu Eliade ou Eugen Lovinescu. Pour d'autres intellectuels, cette influence, confondue avec l'influence de l'Occident dans l'ensemble, avait été profondément nuisible car elle avait conduit à l'imitation en culture, détruisant la création originale et, par le changement du mode de vie, respectivement, par la modernisation, elle a contribué à une massive augmentation de l'exploitation de la plus grande partie de la population. Le premier aspect est mis en évidence avec intelligence et effet, par le courant Junimea, par le développement de la théorie des formes sans fond et le placement de la critique à la base de la culture. Les Occidentaux voyaient la Roumanie à travers le prisme des préjugés. Les Roumains contemporains la voyaient changée seulement à la surface, une forme sans fond. C'est ainsi que le junimisme – un courant de pensée configuré autour de la revue «Convorbiri literare», l'avait peinte, courant qui connaissait à la fin du siècle un final de gloire. Ce second aspect préoccupe la plupart des intellectuels, le grand poète Eminescu en premier lieu¹⁰. Sur la toile de fond d'une croissance du

⁹ Ion Bulei, *Le système politique de la Roumanie moderne. Le Parti Conservateur*, Bucarest, 1987, p. 474-475.

¹⁰ « On a donné au peuple des formes vides d'une civilisation étrangère, sans le moindre contenu et ses joies » écrivait Eminescu, accusant la « couche superposée », comme il nomme l'élite, pour avoir produit un déséquilibre très dangereux dans la société roumaine avec cet import incontrôlé

sentiment national, spécifique à l'Europe, à la veille de la première guerre mondiale, le discours ardent de l'historien Nicolae Iorga entraîne en 1906 des centaines d'étudiants dans les rues de Bucarest à la défense de la langue roumaine contre la cohorte des francisés déracinés, retranchés au sein des classes dirigeantes du pays. Il est à observer quand même que dans l'espace roumain, la résistance contre la modernisation n'a pas revêtu la forme d'hostilité, d'une résistance évidente. Les Roumains n'ont pas un Aksakov, un Somiakov, pour opposer à l'individualisme occidental un collectivisme à l'instar de celui russe, séculier. Ils n'ont pas eu un antioccidental comme Dostoïevski, pour qui la Russie ne devait pas s'eupéaniser, car elle avait sa place entre l'Asie et l'Europe. Ils n'ont pas eu un Danielevski, qui, dans son livre de 1869, « La Russie et L'Europe », substituait la Russie à l'Europe, ou un réactionnaire en politique comme Pobedonosev. Les Roumains n'ont pas eu en littérature un Andrei Belai, qui dans un poème de 1908, intitulé Petersburg, versait le sang des Tatares sur l'Occident. Andrei Blok appelait les Scythes venir contre Europe, et V. Briusov en 1905, invoquait « le féroce Hun »¹¹. Le traditionalisme des Roumains ne prend pas des formes idéologiques actives, en politique ils ne sont antimodernistes que sur le plan sentimental.

Selon les diplomates étrangers à Bucarest, la contestation de l'influence française qui commence à se manifester à la fin du 19^e siècle était due à la croissance de l'influence allemande. Dans l'espace de la Transylvanie, de Bucovine, de Banat, l'influence allemande – autrichienne était aussi forte que celle française dans le Vieux Royaume (Valachie et Moldavie). Par comparaison, dans le premier cas, l'allemand était obligatoire au lycée, et le français facultatif,

de formes. Eminescu avait même observé l'existence de deux couches distinctes dans la société roumaine: une couche inférieure et une autre supérieure, la dernière étant trop sous l'influence de la civilisation occidentale/française et qui n'a pas trouvé la meilleure voie d'intégrer cette influence dans la culture nationale. (H.R. Patapieviçi, *Politice*, Bucuresti, 1996, p. 87). N. Iorga va prendre très tôt une attitude violente contre l'aliénation. La littérature de cette époque exprime d'une manière convaincante l'état de transition du moment : la nostalgie des temps plus tranquilles, des situations plus claires, l'inadaptation, la libération de vices, de l'arrivisme. Surtout la bourgeoisie qui se formait jouissait de l'attention pas du tout bienveillante des créateurs littéraires de ce temps-la. C'était une classe fausse, n'ayant pas de place dans la société roumaine de l'époque. Ce qu'Alecsandri esquissait, Caragiale fustigeait. Un monde plein de Farfuridi, Tipătești, Cațavenci, Bibici, Mițe de Ploiești, illustre d'une manière véridique la caricature du nouveau type sociologique, auquel Caragiale n'oppose pas le vieux, mais il le présente comme il le voit, déformé, dépoétisé, strident. Les notions de «peuple souverain», «égalité», «vote universel», «souveraineté » par leur déformation politicienne, – fruit du libéralisme appliqué à la vie publique – arrive à être dans l'œuvre du corrosif satirique, une farce de proportions...Par d'autres moyens, et sans « l'objectivité » de Caragiale, le nouveau type sociologique, le type bourgeois, est illustré par Duiliu Zamfirescu, Emil Gîrleanu, Mihail Sadoveanu, I. Al. Brătescu-Voinești, dans les œuvres où ce nouveau type, le bourgeois, création de l'influence française, est opposé à celui de «boyard » un inadapté au matérialisme de la vie moderne qui regarde avec mépris mais digne le parvenu bourgeois. La réaction était plutôt contre la manière de présenter le nouveau, que contre le nouveau lui-même.

¹¹ D. Tschizewski, *Storia dello spirito russo*, Firenze, 1965, p. 251 et la suivante.

exactement à l'inverse de la situation au Royaume. Néanmoins, on ne peut pas tirer la conclusion simpliste qu'il y avait une élite germanophile en Transylvanie, Bucovine et Banat, et un autre francophile au reste. En fait, les deux influences s'entrecroisaient et une étude de la culture transylvaine à la fin du 19^e siècle constatait «avec surprise» la profondeur de l'influence française dans cet espace où l'allemand était la principale langue de culture, d'autant plus que cette influence s'appuyait sur les nombreuses traductions de la littérature française, la conscience de la solidarité latine et le modèle de développement de la culture dans le Royaume qui donne le ton général de la culture roumaine¹². Par ailleurs, au fur et à mesure que la force d'expansion de l'Allemagne augmentait, son influence, non seulement en Transylvanie ou en Bucovine, ne cessait de s'accroître. Le contexte était configuré par un taux d'environ 40–50% du commerce de la Roumanie avec les empires allemand et austro-hongrois et par la situation par le biais de laquelle la Roumanie était politiquement liée aux pays allemands depuis 1883. En visite à Paris, en 1900, en sa qualité de Ministre des Affaires Etrangères, Al. Marghiloman disait qu'entre la Roumanie et la France il fallait établir aussi vite que possible, des contacts politiques car «nous n'avons aucun intérêt à mettre tous nos œufs dans le même panier»¹³.

Il est également vrai qu'après la création de l'alliance franco-russe en 1891–1892, la situation de la Roumanie commence à être reconsidérée (non pas de manière fortuite, tous les concours pour les postes diplomatiques avaient parmi d'autres sujets, l'alliance franco-russe et ses effets). L'influence allemande est de plus en plus forte y compris dans le Vieux Royaume, dans des domaines comme l'histoire, la philosophie, la géographie, les spécialistes formés en Allemagne étant plus nombreux que ceux formés en France. Cependant, la plupart des enseignants universitaires continuent de provenir de l'école française (5/1 en 1892, le même qu'en 1864, mais seulement 2/1 en 1914!)¹⁴. En 1914, il y avait 330 étudiants roumains à Paris, la seconde nation proportionnellement, après les Russes. C'était réjouissant de savoir qu'il y avait 3147 étudiants à l'Université de Bucarest, cette année-là. Ce ne fut pas la croissance de l'influence allemande qui explique la réaction envers l'influence française, elle a favorisé certaines attitudes d'opposition au modèle français, mais la réaction envers ce modèle peut être expliquée notamment par la croissance du poids du facteur local, dans un prononcé besoin de légitimation.

La réaction contre les influences étrangères n'apparaît pas dans la société roumaine de ces dernières décennies du 19^e siècle au niveau des masses, mais à

¹² Andrei Radu, *La culture française chez les Roumains de Transylvanie jusqu'à l'Union*, Cluj, 1982 p. 77–82.

¹³ Archives Nationales Centrales, microfilms France, rôle 58, c. 47.

¹⁴ A voir Lucian Boia, *Le modèle français et les expériences de la modernisation. La Roumanie, les XIX^e et XX^e siècles*, p. 9.

celui des élites intellectuelles. Elle a une valeur culturelle. A la tendance intégratrice s'oppose celle spécificatrice. Celle-ci avait accompagné la modernisation dès le début. On a assimilé avec une certaine mesure des modèles étrangers, français en spécial, mesure qui, une fois dépassée, fut corrigée par la réalité existante. La tendance intégratrice elle-même représente un élément essentiel de la spécification. Une fois le moment du début écoulé, la tendance intégratrice et celle spécificatrice deviennent divergentes, ce qui explique l'existence chez nous des courants littéraires et historiques à l'instar de «des formes sans fond» de Maiorescu et, plus tard, le samanatorisme, poporanisme, gandirisme, évolutionnisme organique et passéiste de N. Iorga. Leur présence confère valeur à la culture et à l'idéologie roumaines. Car, indubitablement, une grande partie de la culture roumaine en effet, la meilleure partie de la culture roumaine, la culture classique, se revendique de cet esprit de réaction.

L'impression que la société roumaine se développe au 19^e siècle le visage tourné vers Paris est évidente dans les deux hypostases, autant dans celle de réception par toutes les voies, de l'influence de la civilisation française et celle d'affirmation de sa propre identité et de contestation des excès des influences étrangères. Tout le procès s'est déroulé après un schéma vérifié aussi ailleurs: l'influence française a joué un rôle essentiel au début de la modernisation de la société (l'imitation est une suggestion reçue au moment opportune) ; grâce à cette influence, cette société a évolué et, plus tard, son besoin de se légitimer a réagi contre elle-même. A vrai dire, l'influence étrangère ne détruit pas le spécifique. Cette réaction est essentielle. Alors, les cultures réceptrices de modèles deviennent intéressantes. Le même processus a eu lieu concernant la civilisation et culture des Roumains. C'est pourquoi, il est très incitant pour le chercheur d'étudier la fin du 19^e siècle.

«Constatant qu'à Bucarest, il y a des boulevards, jardins, larges bâtiments, le Français voit ici un Paris plus petit. Et malgré tout cela, l'impression est déduite d'un faux raisonnement»¹⁵. L'illustre homme de lettres G. Călinescu le disait. Le fait que le style architectonique est en bonne partie inspiré de Paris ne signifie pas que les Roumains ont oublié le style brancovan du dix-huitième siècle dans la construction de leur villes, d'autant plus que l'intellectuel roumain qui savait et parlait une langue étrangère et s'offrait à donner des explications dans cette langue aux voyageurs d'autres pays ne signifiait pas que les Roumains n'aiment pas leur langue. Finalement, si l'on cite de nouveau George Călinescu, « le gris pluvieux de Paris, le baroque raffiné, l'agglomération typique des milliers de gouttières au-dessus des mansardes, n'ont rien à faire avec la candeur...de Bucarest, ville de poussière de Baragan, avec de blancs acacias et de blanches églises»¹⁶.

¹⁵ G. Călinescu, *Histoire de la littérature roumaine. Des origines jusqu'à présent*, revue et complétée seconde édition, Bucarest, 1994, p. 973.

¹⁶ *Ibidem*, p. 973.

L'architecture de la ville est dominée par l'éclectisme d'origine française, mais aussi par un mélange de Jugendstyle, art nouveau et éléments d'église, caractéristiques d'un style roumain. L'atmosphère à Bucarest ou dans toute autre ville de Roumanie à la fin du 19^e siècle et au début du vingtième était différente de celle d'une ville allemande ou française, une atmosphère de contrastes, dont quelques-uns saisissants, une ville où madame Heathcote¹⁷ trouvait du caviar bon marché et en abondance, mais pas d'eau pour se laver, où elle voyait se déplacer des trams à cheval ou chariots chargés de foin, beaucoup de voitures à cheval, une sorte de boudoirs publiques, où l'on voyait des gitans assis sur les trottoirs ou au bord de la rivière Dambovita, une espèce de « fossé puante », elle constatait qu'il y avait un mélange de beaucoup de langues, de variété de costumes, avec trop de couleurs, garçons demi-nus annonçant la vente des journaux français ou allemands, une ville particulièrement pécheresse, où tout geste semblait chargé d'appels païens, une ville où un touriste comme Schabeddin Bey rencontrait des Allemands et Hongrois dans les industries, des Grecs en affaires, des Aroumains conduisant des restaurants et des auberges, des Bulgares sur les champs, des Juifs aux finances, et des Roumains au restaurant, au théâtre ou dans des bureaux gouvernementaux, mais même à ces moments-là, seulement entre onze et treize heures ou entre cinq et sept heures de l'après-midi. John Reed, de Metropolitan Magazine qui vient en Roumanie au début du vingtième siècle, trouve la capitale comme un amalgame de cafés-bars, kiosques, peintres futuristes, une académie qui fait des dictionnaires, des prostituées, des journaux grivoises, des officiers vêtus d'uniformes en couleurs pastel, des femmes trop maquillées, un lieu où l'on faisait trop de politique, mais prise comme une affaire personnelle... Il semblait que Reed était parti avec le préjugé de ce que l'Orient signifiait pour un Occidental et il l'a même constaté sur place¹⁸.

En fait, chez les Roumains, comme c'est le cas de tant de peuples, le modèle occidental de la modernisation n'a pas été repris tout simplement, sans contribution du facteur local. Les étapes classiques de l'évolution moderne ont été comprimées ou même annulées. En Occident, la modernisation a pris plus de temps, ce qui a permis de sédimentations et maturations durant plusieurs générations. Chez les Roumains, comme chez d'autres peuples de cette zone de l'Europe, ou même d'ailleurs, la vitesse du passage d'une étape à une autre n'a pas laissé le temps pour de telles sédimentations. Ce fut cette situation qui a déterminé en bonne mesure la manière dont a été perçue la modernité, comme une succession de « formes sans fond ». Des recherches historiques et sociologiques plus récentes offrent une autre image du développement de la civilisation, supposant l'acculturation, donc non pas un transfert pur et simple de l'homme « civilisé » chez le « barbare », chez le « retardataire », chez le « non civilisé », du modèle chez l'Imitateur, sans que

¹⁷ Dudley Heathcote, *My Wanderings in the Balkans*, London.

¹⁸ Kurt Treptow, *John Reed en Roumanie*, 1915, Iasi, 1999, p. 17-21.

celui-ci n'ait aucune contribution (études de René Wellek, Robert Clements, Gerhard Kaiser, ou bien Ulrich Weisstein, Lucien Febvre, Marc Bloch, Braudel, Tudor Vianu, Al. Dima, Ad. Marino...). L'hégémonie excessive du modèle classique a été dépassé, l'élément récepteur a commencé à être mieux étudié et mis en valeur et le concept de l'intense communication entre les cultures a acquis une circulation qui ne cesse de croître¹⁹.

Au cours des dernières décennies du 19^e siècle avait lieu le processus de l'imitation de formes occidentales, en espèce, françaises et l'esprit critique réactif commençait à se manifester d'une manière plus prégnante, comme ce fut le cas lors du processus Hallier, de Bucarest, en mars, 1900. Hallier, l'ingénieur français qui avait conclu un contrat avec l'Etat roumain pour la construction du port de Constanta, venait d'échouer financièrement et les banques françaises qui avaient participé à l'emprunt contracté par l'Etat roumain en 1899 par un groupe de banques allemandes et françaises avaient accepté de participer à la résolution amiable de « l'affaire Hallier » mais uniquement par la voie de l'arbitrage, c'est-à-dire, non pas la voie des tribunaux roumains, mais celle d'un tribunal international. Le processus est une confrontation entre 8 avocats roumains et français connus, tous, Roumains et Français, formés à l'école française, dont Raymond Poincaré, le futur Président de la France. Mécontent des incessantes vociférations de la salle du tribunal, Poincaré s'exclame: « Nous sommes aux portes de l'Orient, où tout est pris à la légère» (~~paroles répétées en fin de compte jusqu'à la~~ satiété à tort ou à travers). Gh. Panu, l'avocat de l'Etat roumain proteste, estimant vexantes ces paroles. Poincaré cherche une explication, et Gh. Panu de rétorquer: «C'est avec plaisir que je prends acte des rétractations et des excuses de M. Poincaré». «Un Français ne demande jamais d'excuses», riposte avec infatuation Poincaré. «Faschoda», «Faschoda»²⁰, on entend les cris des participants au procès, rappelant à tout le monde l'incident Marchand-Kitchener. En un certain sens la critique du professeur faite par ceux qui avaient été ses élèves.

¹⁹ Al. Duțu, *Interculturalité et modernisation culturelle dans le sud-est européen*, dans «Revue roumaine d'histoire», 1981, p. 689–693.

²⁰ Ion Bulei, *Le monde roumain à 1900*, seconde édition, Bucarest, p. 172.

LES ECHANGES CULTURELS – UNE CONSTANTE DES RELATIONS FRANCO-ROUMAINES (1870–1914)

GEORGIANA VĂTĂJELU-MEDREA

Les bornes chronologiques proposées ici soulèvent la question de l'interdépendance et de la relative autonomie des vecteurs politiques et culturels dans le cas des relations franco-roumaines. A la suite de la défaite française lors de la guerre franco-prussienne, l'on pourrait supposer que cette mise en sommeil des intérêts de la France en Europe Orientale soit à l'origine d'une léthargie des initiatives de médiation. Or, il s'avère que l'enthousiasme des élites roumaines pour la civilisation française correspond à la volonté de rayonnement manifestée par la France à partir des années 1900 notamment ; que pendant les moments de crise, cette affinité contribue à la revitalisation des intérêts communs.

BCU Cluj / L'ENSEIGNEMENT Library Cluj

Si pendant la première moitié du XIX^e siècle le français partage encore avec le grec la préférence des érudits dans les Principautés Roumaines, cette langue s'y distingue déjà par le symbole démocratique dont elle est le vecteur, sur le fonds des idéaux patriotiques roumains qui visent la modernisation et l'union nationale. Les élites accordent une importance croissante à sa diffusion. La loi adoptée en 1893 poursuit l'harmonisation du système de l'enseignement public entamée par celle de 1864 ; ces réformes renforcent la position de la langue française dans les programmes scolaires : c'est la seule langue étrangère étudiée pendant la totalité du cycle secondaire, soit pendant huit années¹. En outre, la popularité des écoles privées repose en bonne partie sur leur offre d'éducation à *la française*². Parmi

¹ L'allemand suit en deuxième position, en étant enseigné à partir de la deuxième année du cycle secondaire. L'étude de l'anglais est prévue à partir de la cinquième année ; l'italien est appris uniquement dans certaines écoles. Constantin C. Giurescu, (sous la direction de), *Istoria învățământului din România*, Bucarest, Editura Didactică și Pedagogică, 1971.

² En 1875, cinq écoles françaises pour jeunes filles, sont répertoriées à Iași; ces *instituts* portent généralement le nom de leurs directeurs français : Joye Clavel, Léo Grandjean. D'ailleurs, en 1880, parmi les cent trois Français résidant à Iași, 33 sont enseignants. – Felicia Dumas, Olivier Dumas, *Enseignement du français et pensions français à Iași*, in Alexandru Zub, Dimitrie Ivănescu, *Franța, model cultural și politic*, Junimea, Iași, 2003, p. 117–127.

celles-ci se distinguent les instituts de Notre-Dame-de-Sion, implantés à Iași³ (1866), à Galați (1867) et à Bucarest (1899), car ils se maintiennent jusqu'en 1948⁴. Des voyageurs étrangers tels Adolphe d'Avril, Léo Clarétie ou Angelo de Gubernatis attestent la facilité de communiquer en français, aussi bien dans les grandes villes que dans les bourgades et même à la campagne.

Jusqu'en 1877, le cours de littérature française de l'Université de Bucarest est donné par Ulysse de Marsillac ; journaliste et philoroumain ardent, celui-ci poursuivait au sein de la jeune institution (1864) le cours de littérature française qu'il donnait à partir de 1853. Cet enseignement est continué par Gianluigi Frollo, dans le cadre de la chaire d'histoire de la littérature néo-latine ; enfin, en 1900, Pompiliu Eliade, fraîchement émoulu de l'Ecole Normale Supérieure, est nommé titulaire du séminaire de langue française. Ce disciple de Ferdinand Brunetière venait de publier sa thèse portant sur *L'Influence française sur l'esprit public en Roumanie* à Paris (1898), en donnant ainsi un ouvrage fondamental en la matière.

Français et Roumains se succèdent à la chaire spécifique de l'Université de Iași également ; notons la présence de Victor Chaliol (1868–1875), de S. G. Vârgolici, un ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure qui y enseigne jusqu'en 1887, enfin, de Charles Drouhet de 1910 à 1915, année où il est détaché à Bucarest.

Le parcours proposé aux étudiants est propre à chacune des universités ; en 1866, celui-ci passe de deux à trois ans ; l'examen de licence de langue et littérature française est introduit en 1908⁵. Réciproquement, les liens personnels des savants, ainsi que l'intérêt naissant pour la civilisation roumaine sont à l'origine de la création d'un cours de roumain à l'Ecole Nationale de Langues Orientales de Paris, inauguré en 1875 par Emile Picot⁶. L'Académie Roumaine met en exergue l'activité scientifique que les savants français consacrent au pays : Emile Picot est élu membre d'honneur, Mario Roques membre correspondant. D'ailleurs, parmi les 71 membres d'honneur étrangers élus entre 1879 et 1918, la majorité sont Français (22) et Allemands (19)⁷, ils appartiennent aux deux cultures phare sollicitées par les élites roumaines dans leur parcours de formation.

³ Les Sœurs de Notre-Dame de Sion est la première congrégation française à s'implanter en Moldavie. Elles sont appelées à Iași par Mgr. Joseph Salandari, le Supérieur des frères mineurs conventuels de Saint Antoine. Nommé visiteur apostolique de la Moldavie en 1864, celui-ci souhaite obtenir l'aide des sœurs pour accomplir les œuvres de charité à Iași et à Galatz. La Mère Supérieure Générale obtient, le 12 juin 1865, sur la demande de Mgr. Salandari, l'agrément du Préfet de la Propagande de Rome pour l'ouverture de cette école à Iași.

⁴ Une étude est consacrée dès 1999 à cette fondation, par Jean-Noël Granhomme – *Histoire d'une communauté de religieuses françaises en Roumanie : les sœurs de Notre-Dame de Sion à Galați*, in *Etudes danubiennes*, tome XV, n° 2, 2^e semestre 1999, p. 79–103.

⁵ Adina Berciu-Draghicescu, Ovidiu Bozgan, *O istorie a Universității din București (1864–2004)*, București, Editura Universității București, 2004.

⁶ Dan Berindei, *Legături și convergențe istorice româno-franceze*, in «Revista de Istorie», XXXII (1979), nr. 3, p. 405–428.

⁷ Dan Berindei, *Istoria Academiei Române (1866–2006), 140 de ani de existență*, Bucarest, Editura Academiei Române, 2006 p. 135.

Les jeunes enseignants qui prennent le relai dans les années 1900 appartiennent à la troisième vague d'étudiants roumains formés à l'étranger. Nombreux sont ceux qui recherchent les lumières parisiennes : au début de 1863, par exemple, plus de cinq cents y poursuivent des études universitaires et quatre cents autres des études secondaires⁸. Selon leur nombre, les étudiants roumains occupent souvent la deuxième position parmi les étudiants étrangers en France : en 1893/1894, les 189 Roumains représentent 11,25%, après les Russes (374, soit 22,26%). A la suite du développement de l'enseignement supérieur roumain, ces pourcentages baissent légèrement, pour arriver à 8,44% en 1905/1906 et à 7,41% en 1913/1914⁹.

Ils cherchent à se spécialiser en droit et en médecine notamment – en 1890, à la Faculté de médecine de Paris, au sein de la *colonie étrangère*, 7 étudiants sur 10 sont roumains. Plus généralement, les disciplines choisies sont des plus variées – en 1889/1890, les Roumains représentent 14,5% des étudiants étrangers de la Faculté de Lettres de Paris, en se situant en deuxième position après les Russes (20%) ; une situation similaire peut-être constatée pour la Faculté de Sciences de Paris, où ils représentent 24% des étudiants étrangers en 1889/1890. De 1861 à 1914, 74 Roumains réussissent leurs études à l'Ecole des Ponts et Chaussées, où ils sont les plus nombreux des étrangers en provenance de l'Europe Orientale¹⁰. Ils empruntent donc constamment la voie des universités françaises, indépendamment des aléas de la politique. En dépit du traité qui attache la Roumanie à la sphère d'influence des Puissances Centrales (1883), les généraux roumains présentent régulièrement au ministre français de la Guerre des demandes d'officiers désireux de suivre une formation en France ; certains sont inscrits en cycle de formation complet à Saint-Cyr, à l'Ecole Polytechnique ou à l'Ecole navale, d'autres viennent pour des stages. Jean Nouzille remarquait que ces officiers faisaient bonne impression, leur éducation et leur culture française étant appréciées ; réciproquement, par leur position sociale et leurs fonctions, ils favorisent les relations entre ces deux pays¹¹.

Vers la fin du XIX^e siècle, leur séjour vise avec plus de persévérance l'obtention d'un diplôme qui leur permette d'exercer, une fois de retour en Roumanie, une profession libérale ou d'avancer plus rapidement dans l'administration¹². Selon Elena Siupiu, entre 1827 et 1894, cent Roumains environ obtiennent leur doctorat à Paris¹³. Dan Berindei observe :

⁸ Dan Berindei, *Paris et Vienne, centres de formation des cadres intellectuels roumains au XIX^e siècle*, in «Etudes danubiennes», tome 5, n^o 2, 2^e semestre 1989, p. 72–82.

⁹ Lucian Năstasă, *Itinerarii spre lumea savantă. Tineri în spațiul românesc la studii în străinătate (1864–1944)*, Cluj-Napoca, Limes, 2006, p. 130–133.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Jean Nouzille, *Formarea ofițerilor români în Franța între anii 1870 și 1914*, in «Revista Română de Studii internaționale», XXVII, nos 5–6, p. 379–386.

¹² «Dotée de qualités professionnelles particulières et notamment de l'esprit européen dans laquelle elle a été instruite par la fréquentation des différentes universités, cette élite devait évoluer

« Il suffit de tenir compte que dans leur immense majorité les hommes politiques, les ministres en premier lieu, des dernières décennies du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, se sont formés dans les universités étrangères et que, il faut le dire, Paris joua à cet égard un rôle primordial¹⁴. »

En effet, si l'attraction exercée par les institutions françaises d'enseignement supérieur est forte, cela n'exclue pas l'option pour une spécialisation en Allemagne ou en Autriche-Hongrie; il est vrai que les jeunes gens de Bucovine et de Transylvanie représentent alors le groupe le plus consistant. C'est le cas pour la Société des étudiants roumains de Vienne, par exemple, qui compte jusqu'en 1918 plus de deux mille membres¹⁵.

LA RÉCEPTION DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE

La littérature roumaine a évolué en étroite relation avec le développement de la nation, dont elle se propose d'illustrer l'esprit. La circulation du livre français constitue un vecteur important de diffusion culturelle. Après 1860, les bibliothèques universitaires et académiques notamment effectuent des échanges de livres avec l'Institut de France et les sociétés savantes, ce qui contribue à l'enrichissement des fonds français de ces institutions. Les représentants de l'Ecole transylvaine s'approprient le message des Lumières qui contribue à raffermir leur projet de libération nationale. Timotei Cipariu, le créateur de la bibliothèque privée la plus importante de Transylvanie – 6 à 7000 tomes en 1887 –, possède une riche collection de livres français¹⁶.

Par la priorité accordée à la traduction pendant la première moitié du XIX^e siècle, les écrivains ont réussi à intégrer le romantisme, tant du point de vue de son esthétique que social. La statistique des traductions publiées dans les périodiques, dressée par Lucian Boia pour la période comprise entre 1859 et 1918 montre clairement la priorité accordée à la littérature française en matière d'histoire et de critique littéraire (1463 titres français, 539 titres allemands), de théâtre (688 titres français, 134 titres allemands) et de prose (5438 titres français, 1001 titres

vers la politique, s'insinuer dans la structure de la classe politique et dans le système institutionnel, les remodelant de l'intérieur, de façon à modifier leur aspect, leur nature, voire leur essence même. Elle a exercé une action novatrice, conforme à sa vocation et au savoir gagné par l'étude des modèles européens. » Elena Siupiur, *Les intellectuels roumains au XIX^e siècle et la réorganisation de la classe politique et du système institutionnel*, in «Revue roumaine d'histoire», XXXIV, nos 1–2, 1995, p. 93–94.

¹³ Elena Siupiur, *Intelctuali, clase politice moderne în Sud-Estul european. Secolul XIX*, Bucuresti, Domino, 2004.

¹⁴ Dan Berindei, *Paris et Vienne, centres de formation des cadres intellectuels roumains au XIX^e siècle*, in «Etudes danubiennes», tome 5, n° 2, 2^e semestre 1989 p. 82.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Nicolae Liu, *Cartea și biblioteca în istoria apropierei româno-franceze*, in Gabriel Strempl *la 80 de ani ... o viață închinată cărții*, Satu-Mare, 2006.

allemands), l'écart étant plus réduit pour la poésie (1726 titres français, 1576 titres roumains)¹⁷.

A partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle et jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, tout en maintenant cette ouverture remarquable vers les littératures occidentales et plus spécifiquement vers la littérature française – les romanciers réalistes, les poètes parnassiens et symbolistes trouvent en Roumanie leurs défenseurs¹⁸ –, les gens de lettres adoptent une distanciation critique qui est à l'origine des premiers mouvements spécifiques à cette jeune littérature ; c'est le cas des courants de pensée de *Junimea*, et, plus tard, du *poporanism* et du *sămăntorism*, à travers lesquels la spécificité de la culture roumaine est illustrée par l'inspiration de la vie paysanne, des coutumes et de l'univers rural.

Ces écoles littéraires traditionnalistes ne se prononçaient pas contre la réception des littératures étrangères, bien au contraire, c'est le cosmopolitisme excessif qui était banni. Le critique littéraire Titu Maiorescu, professeur des universités et homme politique conservateur, le chef de *Junimea*, lance avec succès sa protestation contre les formes sans fond, en exigeant que l'inspiration suscitée par les modèles étrangers soit en adéquation avec les besoins de la société et de la culture roumaines. Le snobisme attire systématiquement les foudres du tonitruant Nicolae Iorga, qui écrivait en 1899 :

« Comme ils ne fréquentent pas nos écoles, comme ils ne lisent pas nos livres, ils ne daignent pas écouter nos conférenciers, venir dans nos théâtres, ils resteront toujours en Roumanie une colonie étrangère d'origine plutôt roumaine. Et s'ils n'emportaient pas avec eux les richesses du pays, qu'ils n'ont pas produits, il serait à désirer que leurs longues absences à l'étranger devinssent une absence perpétuelle¹⁹... »

L'attitude critique sévère adoptée par *Junimea* exprime essentiellement la nécessité d'une hiérarchisation des valeurs et cet aspect, mis systématiquement en évidence sur la scène littéraire à partir des années soixante-dix, constitue en quelque sorte une façon de modérer l'enthousiasme de la génération romantique des années trente, en stimulant ainsi l'affirmation des classiques roumains. En fait, les créateurs véritables ne se laissent pas tenter par l'imitation facile. Ainsi, dans l'espace d'un siècle, cette littérature réussit à produire des mouvements esthétiques similaires à ceux des littératures occidentales, alors même qu'elle parvient à définir

¹⁷ Lucian Boia, *La Roumanie, un pays à la frontière de l'Europe*, Paris, Les Belles Lettres, 2003, p. 261.

¹⁸ Selon Zoe Dumitrescu-Buşulenga : « la pénétration de la culture française se produisit à tous les niveaux de la créativité, au fur et à mesure que Paris devenait pour les Roumains le haut lieu formatif, modérateur de l'intellect et de l'esprit. Plus ou moins grands, les écrivains y allèrent et continuèrent à la faire, accusant une transition sensible du romantisme hugolien, lamartinien et mussetien au Parnasse et au symbolisme. » Zoe Dumitrescu-Buşulenga, *Les relations franco-roumaines*, in «Academica», 3^e année, n° 9 (33), juillet 1993, p. 12.

¹⁹ Nicolae Iorga, *Opinions sincères. La vie intellectuelle des Roumains en 1899*, Bucarest, 1899, p. 19.

des priorités nationales. En poésie, ce dernier quart de siècle voit l'apparition de Mihai Eminescu (1850–1889), un poète dont le génie protéiforme, comparable à celui de Victor Hugo, porte l'expression de la spécificité roumaine au plus haut point. C'est également le moment Caragiale, l'auteur dramatique roumain accompli par excellence.

D'autre part, les affinités entre les écrivains français et roumains s'avèrent particulièrement constructifs ; citons seulement l'exemple de l'accueil du poète-diplomate Vasile Alecsandri parmi les félibres ; celui-ci est plus particulièrement fêté lors des rencontres de Montpellier en 1878, lorsqu'il remporte le prix de composition avec *Le chant du latin* ; dans l'esprit des félibres, il s'agissait non seulement d'établir un maillage européen des écrivains appartenant aux cultures d'origine latine, mais d'élargir la sphère des relations à la politique et à l'économie, sous la forme d'une confédération des pays latins.

En somme, la position adoptée par Eugen Simion à l'égard des liens entre ces deux littératures peut être élargie à l'ensemble des relations culturelles franco-roumaines :

« Tout examen rétrospectif nous indiquera que, lors de la naissance des grands courants littéraires roumains (romantisme, symbolisme, modernité littéraire roumaine etc.), le modèle français a été présent. [...] La France, pays de la liberté de l'esprit, à l'intelligence de ne pas dire, quand elle s'offre (et elle s'offre toujours) en tant que modèle : **fais comme moi, copie-moi, imite moi...** C'est plutôt autre chose qu'elle demande, à savoir : **regarde, observe et apprends à penser librement, modifie les formes, car, en changeant de formes on change, avec le temps, le contenu des formes (ou les formes du contenu), voici un modèle vérifié, tu peux l'imiter, mais tu n'en tireras que ce que ton talent mettra**²⁰ ... »

LES ÉCRIVAINS ROUMAINS DE LANGUE FRANÇAISE

La mesure ultime de l'intériorisation de cette culture est donnée par l'affirmation des écrivains roumains de langue française. Ce penchant peut être remarqué d'abord dans les grandes familles, où il n'est pas rare que les jeunes gens choisissent de s'exprimer en français pour rédiger leur correspondance et leurs essais littéraires. Hélène Vacaresco, Marthe Bibesco et Anna de Noailles, trois femmes célèbres par leur position sociale et par leur talent littéraire, constituent des exemples édificateurs.

²⁰ A cet égard, Eugen Simion remarque : « je ne parlerai pas d'**imitation**, ni d'**influence**, mais plutôt des rapports, infiniment plus subtils et plus profonds, entre modèles culturels », en estimant que ce modèle « a fonctionné presque sans interruption dans la littérature roumaine jusqu'en 1941 » – *loc.cit.*, p. 22.

Leur lien avec la France est puissant. Réfugiée dans le monde des lettres parisiennes²¹ pour dépasser l'épisode malheureux de ses fiançailles avec le prince Ferdinand, rompues pour des raisons politiques, Hélène Vacaresco choisit pour maîtres en poésie Sully Prudhomme et José Maria de Heredia. Le titre de son premier recueil en français, *Chants d'Aurore*²², publié à Paris en 1886, lui est conseillé par Hippolyte Taine. Sur la recommandation de Leconte de Lisle, Hélène Vacaresco reçoit le prix Archon Despérouses (1886) de l'Académie Française ; la prestigieuse institution la récompense encore en 1900 avec le prix Lucien Fabre.

Marthe Bibesco, fille de Jean Lahovary et d'Emma Mavrocordato, arrive à Paris pour la première fois à l'âge de six ans, son père étant nommé attaché diplomatique près la Légation de Roumanie. Elle revendique le français en héritage²³. Elle témoigne devoir le courage de débiter en littérature à l'impulsion de Maurice Barrès. Parmi les nombreuses rencontres littéraires lors des séjours parisiens annuels entreprises avant la Première Guerre mondiale, notons encore celle de Marcel Proust ; une profonde amitié s'établit alors entre la Princesse Bibesco et l'abbé Mugnier, le confesseur très érudit de Tout-Paris, dans le sillage de laquelle elle se convertirait au catholicisme²⁴.

Fille du prince roumain Grégoire Brancovan²⁵ et de Ralouka Musurus²⁶, Anna de Noailles est née à Paris ; vers 1885, le salon Brancovan y compte parmi les plus recherchés. Par son mariage avec Mathieu de Noailles, en 1899, elle entre dans l'une des plus anciennes familles de France. Avant la Première Guerre mondiale, Anna de Noailles a déjà un nom dans le monde littéraire parisien.

²¹ Elle rédige son premier poème en français, *Plus vite*, en 1881, à Bucarest.

²² Il comprend quarante six poèmes, écrits dans la période 1883–1885, dont les deux premiers sont dédiés à la France et à la Roumanie.

²³ « Notre famille a été nourrie de lettres françaises. Dès l'enfance, les esprits étaient imprégnés du génie de votre langue », *Pourquoi j'écris ? De peur d'oublier la vie. Ainsi parla ... La Princesse Bibesco*, paroles recueillies par Georges R.-Manue, Editions Nilson, Paris, 1930, p. 23.

²⁴ « La base, l'essence même et le bouquet de notre commerce d'esprit, furent les *Mémoires d'outre tombe*. Ce livre généreux sera notre guide, notre code secret, notre botanique, notre géographie, notre dictionnaire des passions, notre grille à déchiffrer le temps. » – Princesse Bibesco, *La vie d'une amitié. Ma correspondance avec l'abbé Mugnier 1911–1944*, Plon, Paris, 1951, tome I^{er}, p. 65. Marthe Bibesco dit avoir fait la connaissance de l'abbé Mugnier en 1907, chez la comtesse X..., identifiée par Ghislain de Diesbach en la personne de la comtesse de Murat. Marthe Bibesco est une des trois nièces de choix de l'abbé, avec Valentine de Lamartine et la comtesse François de Castries.

²⁵ Grégoire Brancovan (1828–1886) – né Bibesco, fils de Georges-Démètre Bibesco et de Zoé Mavrocordato. Sa mère fut adoptée par le dernier Brancovan et c'est ainsi que son fils aîné reçut le nom de Brancovan. Il est éduqué en France, sous les armes de laquelle il sert sous le Second Empire, lors de la campagne de Mexique et pendant la guerre de 1870.

²⁶ Ralouka Musurus est la fille de Musurus Pacha (1807–1871), qui fut ministre plénipotentiaire de la Turquie à Londres. Il participa à la Conférence de Paris en 1859 et à la Conférence de Londres en 1871. Il s'est également fait connaître en tant que traducteur de Dante en grec ancien.

Toutes trois appartiennent à une même génération ; leur parcours initial n'est pas sans similitudes ; elles se différencient néanmoins par la façon dont elles affirment leur origine roumaine et leurs affinités françaises. Le fait est connu qu'Anna de Noailles s'enorgueillit de n'avoir pratiquement pas quitté le territoire français ; on lui reprochera toujours quelque part de faire peu acte de sa *roumanité*. Partageant son quartier général entre Mogoșoaia, Posada et l'Île Saint-Louis, Marthe Bibesco voyage ; c'est un esprit indépendant, elle assume néanmoins un rôle de médiatrice par amour pour son peuple – c'est le cas d'*Isvor, le pays des saules* –, mais aussi pour combler, à ses heures perdues, un appétit de fée cérébrale. Enfin, Hélène Vacaresco, très attachée à la mission culturelle que lui assignent ses ancêtres, c'est l'*ambassadrice* ; elle vit pour et par le rôle de représenter sa culture, en français. Son investissement est récompensé après la Première Guerre mondiale, lorsqu'une série de missions officielles commence avec sa nomination en tant que membre de la délégation de la Roumanie à la Conférence de la Paix à Paris.

A plus d'un titre, ces itinéraires apparaissent comme emblématiques pour la question des écrivains roumains de langue française ; qu'il s'agisse du devoir de représenter leur culture d'origine, de l'ambition de se construire une identité artistique en une langue étrangère ou de la tentation d'être fusionnels avec leur culture d'accueil, l'entreprise de médiation intrinsèque à leur démarche prend toujours les allures d'une passion.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

LE THÉÂTRE

L'étude quantitative du répertoire est révélatrice de l'importance que revêt le théâtre français en Roumanie. Ion Peretz, l'un des directeurs du Théâtre National de Bucarest dans l'entre-deux-guerres, fournit des données à ce sujet. Selon lui, depuis 1877 et jusqu'en 1937, les pièces françaises représentent 60 % du répertoire étranger joué en Roumanie. Le public aime avant tout les pièces du boulevard. Le succès de ces dernières est si grand avant la Première Guerre mondiale que les auteurs dramatiques roumains ont du mal à attirer l'attention des spectateurs. A la défense du public, il faut préciser que ces auteurs responsables du répertoire original se montrent plutôt cosmopolites au départ, avec l'objectif de synchronisation avec les courants européens ; ils ne manifestent que sur le tard, et sous l'influence des mouvements littéraires traditionnalistes du début du XX^e siècle, le souci de puiser leur inspiration dans les réalités roumaines.

A titre de comparaison, le répertoire allemand, qui représente, d'après Ion Peretz, 20% du répertoire global illustré à la même époque, est visible notamment à partir de 1880/1881, et le répertoire anglais, qui représente 8% des pièces étrangères représentées, peut être mentionné à partir de 1884/1885. Il s'agit surtout d'intégrer les grands auteurs, comme Schiller ou Shakespeare. Le répertoire italien est estimé à 4%, et le répertoire scandinave à 2%. Ce dernier est suivi du répertoire

russe et grec, à hauteur de 1 %, mis en scène respectivement à partir de 1895/1896 et 1889/1890. Les trois dernières littératures évoquées sont : hongroise, avec 0,80% du répertoire étranger, introduite en 1908/1909, et espagnole, avec un pourcentage de 0,40%, jouée à partir de 1877/1878. En outre, le répertoire français ne cesse d'amplifier sa sphère de diffusion. Les compagnies françaises en tournée contribuent à cet engouement, et leurs représentations – à Iași, à Bucarest mais aussi dans de grandes villes provinciales – témoignent de la connaissance de la langue française dans le pays.

De plus, les artistes français continuent à être présents dans ce pays pendant toute la période qui précède la Première Guerre mondiale : Sarah Bernhardt donne des spectacles en 1881, 1883, 1904 et 1908 à Iași et Bucarest. Les frères Constantin et Ernest Coquelin s'y font connaître respectivement en 1887 et 1892 et en 1895. En 1894, Antoine y représente Ibsen. La première interprète de Nora à Bucarest n'est autre que Réjane, en 1897. Mounet-Sully, accompagné de l'actrice Segond-Weber de l'Odéon, s'y produit en 1894, et en 1899. Suzanne Reichenberg, spécialiste des rôles d'ingénue classique et moderne vient en Roumanie en 1896. Lugné-Poe et Suzanne Desprès y sont applaudis chaque année de 1906 à 1909, en 1911 et en 1915²⁷. Pendant la saison 1911/1912, une pléiade de grands acteurs : Suzanne Desprès, Marthe Régnier, Silvain et Louise Silvain, Le Bargy se sont succédés sur les scènes bucarestoises. En 1913/1914, le public de la capitale roumaine a l'occasion d'assister à quatre des pièces de Sacha Guitry, jouées par l'auteur même, accompagnés de sa troupe et notamment de Charlotte Lysès²⁸. Dans cette atmosphère d'échanges soutenus, la réussite des acteurs roumains à la Comédie Française à partir de 1915, tout en restant exceptionnelle, n'est guère étonnante.

LA MUSIQUE

Les transformations notables qui ont lieu dans le domaine musical au XIX^e siècle sont entreprises dans même contexte de modernisation et d'affirmation nationale : la musique roumaine s'approprie les diverses formes de la musique classique occidentale, sans pour autant abandonner le développement du folklore, ni l'apport des influences byzantines, slavonnes ou grecques.

La fondation des Conservatoires de Iași et de Bucarest (1864), celle de la Société Philharmonique Roumaine (1868) ainsi que l'inauguration de l'Athénée roumain (1888), institution destinée à accueillir les concerts symphoniques, constituent autant de repères et de signes qu'une activité musicale suivie se

²⁷ Anca Costa-Foru, *Actori români – societari la Comedia Franceză*, București, Fundația Culturală Camil Petrescu – revista «Teatrul azi» (supliment), 2006, p. 7–9.

²⁸ Bobby, *Statisticile Rampei. Turneele străine de pe vremuri. De la 1911 până la 1915*, in «Rampa Nouă Ilustrată», 7^e année, n° 1564, 14 janvier 1923, p. 4.

crystallise. La première troupe professionnelle d'opéra est constituée en 1885 et le premier opéra original, écrit selon le modèle du grand opéra français, est créé en 1900²⁹.

La diffusion de la musique occidentale se fait tout d'abord par les artistes étrangers en tournée. Les ensembles français de vaudeville et d'opérette côtoient dans un paysage lyrique éclectique les troupes italiennes d'opéra et d'opéra bouffe, ainsi que les différentes compagnies allemandes et russes. Des saisons régulières d'opéra sont organisées tout d'abord à Cluj, mais aussi à Bucarest, Iași et Craiova³⁰. Les œuvres des compositeurs italiens : Rossini, Donizetti, Bellini, Chérubin, Verdi et français : Gounod, Bizet, Massenet, Offenbach, Meyerbeer, Delibes sont les plus jouées.

A partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'expérience française tient une place importante dans le parcours de la plupart des animateurs de la vie musicale roumaine.

Après leur séjour de formation à Paris, certains musiciens, tel Theodor T. Burada³¹, Titus Cerne³² et George Stephănescu³³, le fondateur de la première troupe roumaine d'opéra, se consacrent principalement à l'enseignement supérieur. Disciple de Vincent d'Indy, le compositeur Dumitru Kiriac³⁴ fonde la société chorale *Carmen* (1901), et s'affirme, tout comme Constantin Brăiloiu³⁵ et Dimitrie Cuclin³⁶ en infatigable défenseur du folklore.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

²⁹ *Petru Rareș*, un opéra à sujet historique écrit par le compositeur Eduard Caudella en collaboration avec Theobald Rehbaum, qui signe le livret, est créé le 1^{er} novembre 1900 à Bucarest. Mihai Cosma, *Opera în România privită în context european*, București, Editura Muzicală, 2001.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Theodor T. Burada (1839–1923) – historiographe, ethnographe, violoniste. Il commence les études musicales avec Paul Hette et Alexandre Flechtenmacher à Iași, et les poursuit au Conservatoire de Paris (1861–1865) avec Henri Reber, Louis Clapisson et Delphin Allard. Membre de la société chorale Armand Chevė. Vasile Tomesco, *Histoire des relations musicales entre la France et la Roumanie, Première partie. Des origines au commencement du XX^e siècle*, Bucarest, Editura Muzicală a Uniunii Compozitorilor din R.S.R., 1973 et Viorel Cosma, *Muzicieni români. Lexicon*, Bucarest, Editura Muzicală a Uniunii Compozitorilor, 1970.

³² Titus Cerne (1859–1910) – après une formation au Conservatoire de Paris (1886–1889), où il étudie avec Bourgault-Ducoudray, Jules Duprato et Ernest Guiraud, ce compositeur enseigne l'harmonie au Conservatoire de Iași selon la méthode de Reber. *Ibid.*

³³ Gheorghe Stephănescu (1843–1925) – ce compositeur d'opérettes commence ses études avec Edouard Wachmann au Conservatoire de Bucarest et il les poursuit au Conservatoire Impérial de Musique de Paris (1867–1871) avec Henry Reber, Daniel François Auber, Ambroise Thomas, Enrocco delle Sedie et Antoine François Marmontel ; collègue de Jules Massenet. *Ibid.*

³⁴ Dumitru Kiriac (1866–1928) – ce compositeur étudie au Conservatoire de Bucarest (1880–1885) et au Conservatoire National de Musique de Paris (1892–1897) avec Théodore Dubois, Emile Pessard, Louis Albert Bourgault Ducoudray, Charles-Marie Widor, et à la *Schola Cantorum* avec Vincent d'Indy. Collègue de Maurice Ravel. Viorel Cosma, *op. cit.*, p. 266.

³⁵ Constantin Brăiloiu (1893–1958) – ethnologue, musicologue, compositeur. Formation : Bucarest (1901–1907), Vienne (1907–1909), Vevey et Lausanne (1909–1911). A Paris (1912–1914) il étudie avec André Gédalge. Secrétaire de la Société des Compositeurs Roumains (1920–1943), fondateur et directeur de l'Archive de Folklore (1928–1943) de cette société, professeur et recteur de

En outre, les artistes roumains présentent leurs créations dans les milieux parisiens. Après Eufrosina Vlasto Popesco (1821–1900), égérie de Meyerbeer et proche de Napoléon III, c'est Elena Theodorini (1857–1925) qui s'y fait entendre. Admirée par Massenet, elle interprète ses œuvres, ainsi que celles de Gounod et de Bizet à Paris (1885), mais aussi à Scala, Londres, Bruxelles et Saint-Pétersbourg. Remarquée par Gounod, Hariclea Hartulari-Darclée (1860–1939) succède à Patti à l'Opéra de Paris, où elle crée plusieurs rôles, en rencontrant un succès comparable à celui de Melba. Charles Gounod s'intéresse au folklore roumain, qui lui inspire une *Danse roumaine pour piano pédalier et orchestre*. Lors des Expositions Universelles de Paris, en 1867, et surtout en 1889, le public parisien découvre avec délectation la musique roumaine, « ce curieux mélange d'orientalisme et de mysticisme grégorien³⁷ ».

Au début du XX^e siècle, tout en suivant les tendances parisiennes, les compositeurs roumains s'attachent à illustrer la spécificité de la musique roumaine. Ils choisissent de l'exprimer par des rhapsodies, des suites et des variations, qui sont autant de formes jugées propres à la transposition de thèmes folkloriques nationaux. Cette démarche, qu'empruntent par ailleurs toutes les jeunes écoles musicales européennes, est suivie attentivement par les professeurs parisiens qui donnent à ces compositeurs l'occasion de se produire en public.

Sans conteste, cette jeune musique est portée au plus haut par le musicien complet, exceptionnel qu'est Georges Enesco³⁸. Dès la première audition de son

l'Académie de Musique religieuse de Bucarest (1929–1935). *Ibid.*, p. 75–76.

³⁶ Dimitrie Cuclin (1885–1978) – compositeur, musicologue, écrivain, il participe à travers ses conférences à la diffusion de la musique roumaine dans le monde. Elève de D. G. Kiriac, Alfonso Castaldi, Robert Klenck, Dimitrie Dinicu et Constantin Dumitrescu au Conservatoire de Bucarest (1903–1907), il étudie ensuite au Conservatoire National de Musique de Paris (1907) avec Charles Marie-Widor et à la Schola Cantorum (1908–1914) avec Vincent d'Indy et Auguste Sérieyx. Professeur au Conservatoire de Bucarest (1918–1948). *Ibid.*, p. 148–149.

³⁷ L'expression est de Pierre-Daniel Templier, biographe d'Erik Satie – in Vasile Tomescu, *op. cit.*, p. 414.

³⁸ Georges Enesco (7/19 août 1881, Liveni – 5 mai 1955, Paris) – compositeur, violoniste, chef d'orchestre. Il étudie au Conservatoire de Vienne (1888–1894) avec Sigismund Bachrich et Joseph Hellmesberger – Junior (violon), Ernst Ludwig (piano), Robert Fuchs (harmonie, contrepoint, composition), Adolphe Prosnitz (histoire de la musique), Joseph Hellmesberger (musique de chambre). Au Conservatoire National de Musique de Paris (1895–1899), il travaille avec Martin Pierre Joseph Marsick et José White (violon), Ambroise Thomas et Théodore Dubois (harmonie), André Gédalge (contrepoint), Jules Massenet et Gabriel Fauré (composition). Violoniste concertiste de renommée mondiale (1892–1950), chef de l'Orchestre Philharmonique de Bucarest (1898–1906), fondateur et chef du Trio instrumental de Paris (1902), du quartet Georges Enesco de Paris (1904), chef de l'Orchestre du ministère de l'Instruction Publique (1906–1920), chef de l'Orchestre symphonique Georges Enesco d'Iași (1918–1920), membre de l'Académie Roumaine (1932), président de la Société des compositeurs roumains (1920–1948), membre correspondant de l'Académie des Beaux-Arts de Paris (1929), membre de l'Institut de France (1936), professeur d'interprétation musicale à l'École Normale de Musique de Paris, à l'Académie musicale Chigiana de Sienne, et à Mannes Music School d'Illinois, professeur de composition à Harvard. Créateur du prix de composition Georges Enesco (1912). Viorel Cosma, *op. cit.*, p. 188.

Poème roumain, dirigée par lui-même aux Concerts Colonne le 6 février 1898, le public parisien reconnaît et confirme ce jeune maître âgé seulement de quinze ans et demi. Le compositeur est apprécié des plus grands interprètes et chefs d'orchestre de son temps ; il est de surcroît un excellent médiateur : grâce à son rayonnement personnel, lors des manifestations les plus prestigieuses, il fait le lien entre les deux cultures française et roumaine.

LES BEAUX-ARTS

LA PEINTURE

C'est au contact avec les écoles occidentales que la peinture roumaine moderne s'affirme pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les Ecoles des Beaux-Arts de Bucarest et de Iași fonctionnent selon le modèle français. Pendant un cycle d'études de cinq ans, les étudiants ont à leur disposition des sections de peinture, sculpture, architecture, gravure et calligraphie. Ils apprennent auprès de maîtres formés à l'école française. Theodor Aman (1831–1891), l'un des fondateurs de l'Ecole des Beaux-Arts de Bucarest, avait étudié avec Michel Martin Drolling et François-Edouard Picot, à partir de 1850. Pendant les huit ans de son séjour parisien, il s'est passionné pour les compositions historiques et la technique de l'eau-forte. Admis au Salon (1853, 1856), il avait participé à l'Exposition universelle de 1855 avec *La Bataille d'Alma*. D'autres professeurs de Bucarest sont formés à Paris : Constantin I. Stăncescu (1837–1909) avait travaillé dans l'atelier de Charles Marc Gabriel Gleyre ; George Demetrescu-Mirea (1854–1934) fut l'élève de Carolus Duran et d'Henri Lehman.

Nicolae Grigorescu (1838–1907), l'un des artistes qui a le plus marqué l'histoire de l'art roumain, étudia avec Charles Marc Gabriel Gleyre lors de son arrivée à Paris en 1861. Une année plus tard, il réussit son examen à l'Ecole des Beaux-Arts, où il côtoya Auguste Renoir. Pendant l'été de 1862, il se fit adopter par Millet, Rousseau, Daubigny et Diaz de la Peña, les peintres de Barbizon et de Fontainebleau. Il exposa au Salon en 1868 et en 1869. Son tableau *Branche avec fleur de pommier* fait partie des quatre tableaux acquis par Napoléon III, lors de sa visite à l'exposition des artistes de Barbizon (1868). De retour en Roumanie, il investit son expérience de l'impressionnisme dans la transposition de paysages idylliques empreints de lyrisme. Ștefan Luchian, un autre artiste roumain de premier plan, peintre des fleurs, tout aussi sensible au paysage que Grigorescu, avait travaillé, quant à lui, avec William-Adolphe Bouguereau et Tony Robert Fleury à l'Académie Julian.

La référence à l'art français est récurrente, tant chez les fondateurs, que chez les peintres formés à Paris à la Belle Epoque, tels Gheorghe Petrașcu, Theodor Pallady, Iosif Iser, Ștefan Dimitrescu, Nicolae Tonitza, Jean Al. Steriadi, Camil

Ressu, Francisc Șirato, Eustațiu Stoenescu, Ștefan Popescu. Certains se trouvent au cœur des groupes et des associations d'artistes comme *Tinerimea artistică* (La Jeunesse artistique)³⁹, créée en 1901. Leurs itinéraires, leur manière et leur sociabilité sont ponctués d'expériences franco-roumaines qui témoignent d'un climat artistique où les deux cultures sont intimement liées.

Gheorghe Petrașcu⁴⁰ suit les pas de Ștefan Luchian dans l'atelier de W.A. Bouguereau à l'Académie Julian (1898–1902). Comme Cecilia Cuțescu-Storck et Ștefan Popescu⁴¹, il s'inscrit dans la pléiade de peintres roumains passionnés de la Bretagne, une province révélée à la peinture roumaine dans le double sillage de Nicolae Grigorescu et de Lucien Simon. Il y fait un premier séjour dans les années 1900.

Que ce soit dans la Dobrogea ou en Bretagne, c'est le côté pittoresque d'un paysage simple et solaire qui fascine Iosif Iser⁴². Cet ancien étudiant des Académies Ranson, Humbert, disciple d'Othon Friez, ami de Picasso, Derain, Juan Gris et Marquet travaille dans un premier temps le dessin et la composition.

³⁹ *Tinerimea artistică* (1902–1948), association créée en 1901 par un groupe d'artistes parmi lesquels Luchian, Vermont, Ștefan Popescu, Frederic Storck, avec le but d'encourager les talents novateurs, tels Brancuși, Camil Ressu, Cecilia Cuțescu-Storck. Ses expositions se suivent de 1902 à 1947, sous le signe de l'exigence élitiste.

⁴⁰ Gheorghe Petrașcu (1872–1949) étudie à l'École des Beaux-Arts de Bucarest et à Munich ; à l'Académie Julian, il travaille également sous la direction de Gabriel Ferrier. Il fait des voyages d'études en Angleterre, Hollande, Égypte, France, Italie, Espagne. Ce peintre organise des expositions personnelles à Bucarest à partir de 1900 ; il commence à participer au Salon Officiel en 1933. Il participe aux Biennales de Venise en 1924, 1938, 1940, à l'Exposition d'art roumain classique et moderne à Paris (1925), à La Haye et Amsterdam (1930), à l'Exposition internationale de Paris en 1937. Enfin, en 1933 a lieu une rétrospective qui rend hommage à son activité. Musée National d'Art Moderne, *L'Art roumain du XIX^e siècle à nos jours*, 25 octobre – 4 décembre 1961.

⁴¹ Ștefan Popescu (1872–1948) étudie à l'Académie royale de Munich avec Nicolaus Gysis (1894–1899), pour s'acheminer vers Paris en 1900, où il travaille avec Lucien Simon et Eugène Carrière à l'École Nationale des Beaux-Arts de Paris. En 1906–1942, il expose régulièrement aux Salons officiels, à Paris, Athènes et Barcelone. Chevalier de la Légion d'Honneur (1925), membre d'honneur de l'Académie Roumaine (1935) Raluca Cristescu, in Amelia Pavel, *Pictura românească interbelică. Un capitol de artă europeană*, Bucarest, Meridiane, 1996, p. 120.

⁴² Iosif Iser (1881–1958), ce peintre élu à l'Académie Roumaine effectue ses études à Munich avec Azbe, U. Gysis, I. Herterich, Karl Maar (1889–1904). Voyages d'études en France (1908, 1920), mais aussi en Turquie (1919) et en Espagne (1930). A partir de 1904, il participe à de nombreuses expositions personnelles et collectives, aussi bien en Roumanie, qu'à l'étranger. Le public parisien a l'occasion de connaître son activité en 1928 et en 1932 ; il participe également à l'Exposition des peintres et graveurs indépendants (1930) ; il obtient le Grand Prix à l'Exposition internationale (1937). Musée National d'Art Moderne, *L'Art roumain du XIX^e siècle à nos jours*, 25 octobre – 4 décembre 1961.

Rodica Maniu Mützner⁴³, remarquable aquarelliste, est une ancienne élève des académies Julian, la Grande Chaumière et de l'École Nationale des Beaux-Arts, où elle avait travaillé avec Lucien Simon, Charles Cottet et Emile René Ménard ; elle débute à Paris en 1910 avec une exposition inspirée par les paysans de Bretagne. Samuel Mützner⁴⁴, son époux, partage cette prédilection pour le plein air, dans une perspective postimpressionniste acquise à Paris à l'Académie Julian (1903–1906) et à Giverny, avec Claude Monet (1908–1910).

Petit neveu de la princesse Marie Cantacuzène, épouse de Puvis de Chavannes, Theodor Pallady⁴⁵ demeure fidèle au modernisme de la première vague. Il est tout d'abord séduit par la manière symboliste, aussi bien à travers le modèle de Puvis de Chavannes que de Gustave Moreau, son professeur à l'École Nationale des Beaux-Arts de Paris, où il avait travaillé également avec Aman-Jean, Aimé Morot et Fernand Cormon. Camarade d'Albert Marquet, de Georges Rouault, d'André Rouveyre et d'Henri Matisse, Pallady vit une relation d'amitié durable et artistiquement féconde avec ce dernier.

Un bon nombre des peintres roumains formés dans les années 1900 sont réunis sous la bannière de Jean-Paul Laurens, dont ils ont suivi l'enseignement à l'Académie Julian ou à l'École Nationale des Beaux-Arts. Quelle que soit l'option stylistique qu'ils prennent par la suite, ces artistes exercent une influence de premier ordre dans le milieu artistique roumain de l'entre-deux-guerres, où ils enseignent à leur tour pour la plupart.

⁴³ Rodica Maniu Mützner (1890–1958) peintre, sœur du poète Adrian Maniu, elle commence l'apprentissage avec Nicolae Vermont, sur recommandation de Grigorescu. Elle commence à exposer en 1910, au Salon des Indépendants à Paris et au salon d'automne de la Jeunesse artistique. Une expérience munichoise suit en 1913 à son parcours parisien ; en 1923, elle épouse Samuel Mützner, auquel elle resterait « attachée spirituellement et affectivement » à vie. C'est également une aquarelliste « très appréciée ». M. E., *Rodica Maniu, in Peintres roumains en Bretagne (1880–1930). Peintures, dessins, gravures de la collection du musée national d'Art de Roumanie du 13 juin au 4 octobre 2009*, Quimper, Editions Palantines, 2009, p. 90–92.

⁴⁴ Samuel Mützner (1884–1959) avant d'arriver à Paris, il étudie à l'Académie des Beaux-Arts de Bucarest (1899), à l'Académie royale de Munich (1900) avec Karl Raupp, Anton Azbé et Simon Hollósy. Il expose au Salon d'automne, ainsi à la Société des artistes français. Raluca Cristescu, *loc. cit.*, p. 118.

⁴⁵ Theodor Pallady (1871–1949) – après avoir entamé une carrière d'ingénieur à l'École des Ponts et Chaussées à l'École Polytechniques de Bucarest (1886) et à Dresde (1887–1889), ville où il fréquente l'atelier d'Erwin Oehme, Pallady s'oriente résolument vers la peinture. A Paris, il étudie dans l'atelier d'Aman-Jean (1889–1891), à l'École Nationale des Beaux-Arts et avec Gustave Moreau (1891–1897). Pallady effectue plusieurs voyages en Italie. En 1928, il se rend en Espagne. Ce peintre participe successivement au Salon de Paris (1900), à Londres et à Paris (1902), au Salon National des Artistes Français (1912, 1913). A Paris, il est sollicité pour plusieurs expositions personnelles (1920, 1925, 1928). A partir de 1904, Pallady expose fréquemment en Roumanie. Titulaire du Prix national de la Peinture (1926). En 1956, Musée National d'art roumain lui consacre une exposition rétrospective. Musée National d'Art Moderne, *L'Art roumain du XIX^e siècle à nos jours*, 25 octobre – 4 décembre 1961.

Eustațiu Stoenescu⁴⁶ reste proche du style académique de ce maître par un penchant pour les compositions amples, comportant de nombreux personnages ; il se distingue ensuite par son talent de portraitiste. Invité à partager l'entourage personnel de Jean-Paul Laurens, qui l'associe à certaines de ses commandes, Stoenescu y fait la connaissance de Rodin, Frémiet, Bourdelle, du peintre Abel Besnard, mais aussi de Clemenceau, Foch et de son compatriote Edouard de Max.

Quant à Jean Alexandre Steriadi⁴⁷ et Nicolae Dărăscu⁴⁸, ils se distinguent parmi les représentants les plus réputés du postimpressionnisme roumain. Par la maîtrise des volumes et de la technique du clair-obscur⁴⁹, les débuts de Jean Steriadi, tout comme ceux de Camil Ressu⁵⁰ peuvent être placés dans le sillage de Lucien Simon⁵¹. Les échos de sa jeunesse parisienne, imprégnée par le souvenir de

⁴⁶ Eustațiu Stoenescu (1884–1957) sa première expérience picturale est éveillée par la rencontre avec le portraitiste A. V. Léopold Durand Duranjel ; il travaille tout d'abord à Paris avec Jean-Paul Laurens (1900 – 1911), pour s'y établir ensuite en 1920 ; il se distingue par ses portraits qui rendent le sujet en une vision solennelle et d'une manière laconique mais aussi par ses natures mortes, réalisées en tons subtils de gri. *Dicționar enciclopedic*, Bucarest, Editura Enciclopedică, 2006, tome 6, p. 543, Raluca Cristescu, in Amelia Pavel, *Pictura românească interbelică. Un capitol de artă europeană*, Bucarest, Meridiane, 1996, p. 125.

⁴⁷ Jean Alexandru Steriadi (1880–1956) – après ses études à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts de Bucarest (1896–1901), il continue sa formation à Munich (1901–1903) ; ce peintre commence son expérience parisienne à l'Académie Julian (1903 – 1906), pour continuer à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts (1903–1906). Il obtient la Médaille d'Or à l'Exposition Internationale de Munich (1913).

⁴⁸ Nicolae Dărăscu (1883–1959) – il étudie successivement à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts de Bucarest (1903–1906), à l'Académie Julian (1906–1907) et à Ecole Nationale des Beaux-Arts à Paris (1907–1910) avec Luc Olivier Merson. A partir de 1910, Dărăscu participe au Salon Officiel, à des manifestations collectives et organise des expositions personnelles. En 1910–1911 et 1919–1922, ce peintre voyage en France et en Italie ; le résultat de ce travail peut être admiré à Bucarest lors des expositions personnelles de 1910 et de 1922, qui mettent en relief le paysage méridional français. Divers tableaux peints en France sont présentés à l'Athénée Roumain en 1914, lors d'une exposition organisée en collaboration avec Ștefan Luchian. Titulaire du Prix national de peinture (1945), professeur à l'Institut d'Arts Plastiques Nicolae Grigorescu à Bucarest. Musée National d'Art Moderne, *L'Art roumain du XIX^e siècle à nos jours*, 25 octobre – 4 décembre 1961.

⁴⁹ Vasile Florea, Vasile Drăguț, Dan Grigorescu, Marin Mihalache, *Pictura românească în imagini*, Bucarest, Meridiane, 1976.

⁵⁰ Camil Ressu (1880–1962) – il s'arrête à étudier les chefs d'œuvres exposées aux musées à Munich en 1902, avant de s'établir à Paris, où il suit les cours de l'Académie Julian (1902–1908) ; peintre, graphiste, pédagogue, membre de l'Académie Roumaine (1955), professeur des universités. Il publie des dessins satyriques dans la presse et notamment dans le quotidien *Adevărul*. En 1910, il expose chez «Tinerimea artistică». Ses compositions et ses nus sont solidement construits, ils se distinguent par une chromatique sobre et ils témoignent d'une profonde gravité. *Dicționar enciclopedic*, Bucarest, Editura Enciclopedică, 2006, tome 6, p. 109.

⁵¹ Selon son propre témoignage : « J'ai été très heureux de faire la connaissance de Lucien Simon ; j'ai vu chez lui beaucoup de peintures, de dessins et de superbes aquarelles J'ai bien aimé deux copies d'après Velasquez et deux aquarelles d'après Boticelli. En tout cas, je ne laisserai pas passer cette admirable occasion de pouvoir me rapprocher d'un peintre aussi intéressant que lui. » D.C., Jean Al. Steriadi, in *Peintres roumains en Bretagne (1880–1930). Peintures, dessins, gravures de la collection du musée national d'Art de Roumanie du 13 juin au 4 octobre 2009*, Quimper, Editions Palantines, 2009, p. 71.

la vogue de peintres comme Pissaro, Manet et Renoir se font sentir dans son œuvre à travers une vision postimpressionniste originale.

Parmi ces artistes, certains privilégient l'expression de la dimension sociale et nationale de l'art, au service de laquelle ils mettent les moyens picturaux acquis pendant leur formation à l'étranger. C'est en France que Camil Ressu, ancien étudiant de Jean-Paul Laurens également, grand portraitiste, peintre humaniste, activement engagé dans l'illustration de la vie de petits gens dans les pages des journaux de gauche, saisit l'occasion de faire ses premières armes de dessinateur. Nicolae Tonitza, ancien étudiant des académies Ranson, La Grande Chaumière et Delecluze, l'un des graphistes les plus importants de l'époque, s'attache en ce sens plus particulièrement à l'étude des œuvres de Daumier. Aussi bien dans ses paysages que dans la notation brève et poétique qui marque le regard innocent de ses personnages, les critiques décèlent une certaine parenté d'esprit avec les nabis.

Les défenseurs de l'illustration de la spécificité nationale, concentrés sur le thème de la campagne et des paysans roumains, un sujet qui suppose le déploiement d'une technique solide des volumes et des perspectives, sont très attachés à l'art de la composition en la vision de Cézanne.

Le peintre Francisc Șirato, conservateur du Musée national d'art populaire (1917) et professeur à l'Académie des Beaux-Arts de Bucarest (1932), l'un des plus ardents chroniqueurs d'art de son temps, confesse avoir conservé deux repères essentiels : la conception de Cézanne et l'art populaire roumain, qui représentent pour lui deux manières différentes d'une même aspiration vers une construction logique⁵². Il partage cette préférence avec Ștefan Dimitrescu⁵³, le directeur de l'École des Beaux-Arts de Iași (1929), ancien élève de l'Académie de la Grande Chaumière (1912–1913) et de l'École Nationale des Beaux-Arts. Ion Theodorescu-Sion⁵⁴, membre fondateur de la société «Arta Română», dont l'évolution témoigne

⁵² Șirato considère, par exemple, que certains caractères de l'art roumain sont «incompatibles avec l'esthétique impressionniste», qui constitue «un frein, une condition impropre, dans tous les cas, essentiellement inadéquate pour réaliser – à partir d'elle – un art national». Selon Ioana Vlasiu : «Si l'interprétation classicisante de Cézanne fut, en Occident, une réaction et une réplique de l'avant-garde [...], chez les Roumains, le cézannisme en peinture eut un autre rôle, en fait celui de liquider un certain impressionnisme des épigones.» Ioana Vlasiu, *L'art roumain au XX^e siècle. La peinture roumaine des années 20 et les débats autour d'une tradition (II)*, «Revue roumaine d'histoire de l'art», tome XXI, 1984, p. 29–30.

⁵³ Ștefan Dimitrescu (1886–1933) peintre et dessinateur, il étudie d'abord à l'École des Beaux-Arts de Iași (1903–1908) avant de se rendre à Paris ; ses portraits et ses paysages sobres, expressives se distinguent par la construction solide des formes, par un chromatisme retenu, constitué de tons profonds, avec une thématique inspirée de la vie des paysans. *Dicționar enciclopedic*, Bucarest, Editura Enciclopedică, 1996, 2^e tome, p. 97.

⁵⁴ Ioan Theodorescu-Sion (1882–1939) – étudiant de Jean-Paul Laurens et Luc Olivier Merson à l'École Nationale des Beaux-Arts (1904–1907) ; en 1937–1938, il exerce la fonction de directeur des Arts au ministère de l'Instruction publique et des Arts ; ses natures mortes, des paysages et des compositions sont souvent inspirées du folklore roumain, aussi bien du point de vue de la thématique que du point de vue du style décoratif et du chromatisme en harmonie avec celui de l'art populaire.

de diverses influences : cubiste, symboliste, art nouveau, nabi et futuriste, qui étaient alors en vogue à Paris.

En effet, à l'esprit de ces artistes, l'impératif de l'art national et l'apprentissage des techniques picturales avec les maîtres européens ne sont nullement incompatibles, bien au contraire. Costin Petrescu (1871–1954), professeur à l'Ecole des Beaux-Arts de Bucarest, l'un des promoteurs du style décoratif néo-roumain témoignant de l'héritage byzantin avait achevé ses études à l'Académie Julian (1903–1904).

Loin d'être exhaustifs, ces exemples illustrent plusieurs tendances caractéristiques de cette jeune école. Tout d'abord, la prédilection pour les sujets historiques, un héritage de l'esthétique néo-classique et académique transposé dans un contexte roumain qui favorise l'affirmation enthousiaste de la conscience nationale. Les peintres se font un devoir d'illustrer le passé, ainsi que de magnifier les faits d'armes de la guerre d'indépendance. Ensuite, une propension aiguë à se tourner vers le plein air, vers le paysage, tel qu'il est redécouvert par les impressionnistes. Cette priorité, qui rejoint par des moyens modernes les préférences de l'art ancestral des paysans, correspond également à l'exigence éthique formulée par les critiques roumains des années 1900.

Enfin, les personnalités influentes du monde politique et culturel manifestent une préférence constante pour le modèle français, en s'engageant en tant que médiateurs et facilitateurs d'influence, tant en ce qui concerne l'organisation de l'enseignement artistique que pour ce qui est de l'orientation des boursiers. Avant la Première Guerre mondiale, la peinture roumaine présente un aspect éclectique qui illustre les tendances européennes les plus diverses, de l'impressionnisme à l'Art Nouveau et au futurisme. En moins d'un siècle, les premières générations de peintres roumains modernes manifestent une parfaite synchronie avec l'art occidental.

LA SCULPTURE

L'évolution de la sculpture semble présenter, à bien des égards, des similitudes avec celle de la peinture. C'est dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, et notamment par la création de la chaire spécifique de l'Ecole des Beaux-Arts de Bucarest, en 1865, que cet art acquiert en Roumanie un caractère de discipline à part entière. Pendant vingt ans, la responsabilité de cet enseignement est assumée par Karl Storck (1826–1887), un artiste d'origine allemande nourri des enseignements néoclassiques des écoles munichoise et parisienne ; indéniablement, Storck apporte une contribution notable au développement de la sculpture monumentale roumaine. Tout comme leur maître, ces sculpteurs fraîchement

émouls complètent leur formation dans les différentes écoles occidentales françaises, italiennes et allemandes. Les jeunes artistes roumains sont accueillis par des professeurs comme Emmanuel Frémiet, Ettore Ferrari et Raffaello Romanelli, des sculpteurs qui sont également sollicités pour des commandes en provenance de Roumanie. Ion Georgescu (1856–1898) et St. Ionescu Valbudea (1856–1918) sont parmi les premiers à avoir l'occasion de travailler à Paris, dans une atmosphère qui relève à la fois des tendances romantiques et néoclassiques.

Constantin Brancusi (1876–1957) et Dimitrie Paciurea (1873–1932) se distinguent par une conception particulièrement novatrice ; avec l'apparition de ces deux maîtres, la toute jeune école de sculpture roumaine acquiert au début du XX^e siècle une envergure internationale. Après avoir assimilé l'expérience de l'académisme parisien, Dimitrie Paciurea rentre à Bucarest, où il cristallise une approche moderne des formes et des volumes, teintée de nuances baroques, romantiques et impressionnistes. Constantin Brancusi s'établit dans la capitale française, mais il continue cependant à participer à la vie artistique bucarestoise. Comme Paciurea, il s'oriente au début vers un art figuratif ; lors de cette phase, il se fait remarquer par Rodin, qui lui propose de travailler avec lui à Meudon. Si Brancusi décline l'offre de ce maître pour lequel il a cependant beaucoup d'admiration, c'est sans doute parce qu'il entrevoit déjà une nouvelle période pendant laquelle il se détacherait des moyens d'expression acquis lors de sa période de formation. La participation de Brancusi à l'exposition de «Tinerimea artistică» (La jeunesse artistique) de 1910, avec *Cumînțenia pământului* (La sagesse de la terre) est considérée dans les termes d'une « prise de conscience du modernisme roumain⁵⁵ ». Le rayonnement de sa vision profondément personnelle marque une nouvelle étape dans l'évolution de la sculpture du XX^e siècle. La richesse et l'originalité de son univers le propulsent parmi les créateurs d'école, au premier plan des recherches esthétiques. Selon l'appréciation de Jean Arp « Mademoiselle Pogany est la féérique grand-mère de la sculpture abstraite »⁵⁶.

Ion Jalea et Milița Petrașcu se distinguent ensuite par le rôle qu'ils tiennent dans la vie artistique roumaine. Leur expérience parisienne commence avant la Première Guerre mondiale. Ancien étudiant de Valbudea et Paciurea, Ion Jalea (1887–1982) travaille à l'Académie Julian (1911, 1915–1916) et dans l'atelier d'Antoine Bourdelle (1915, 1919–1922). Son goût pour le réalisme classique et pour la sculpture monumentale oriente également son admiration vers des artistes comme Rodin, Rude, et Carpeau. La propension à la simplification des formes et des volumes, la prédilection pour les lignes courbes et les formes allongées, ainsi que la technique de la finition irrégulière ne constituent que quelques unes des

⁵⁵ Mariana Vida, *Ce este modernismul în România ?*, in *Ipostaze ale modernismului. Pictura în Bulgaria, Grecia, România 1910–1940*, Galeria Națională de Artă din Bulgaria, Fundația B. și M. Theodorakis pentru Arte și Muzică, Muzeul Național de Artă al României, 2009, p. 39–49.

⁵⁶ Christian Zervos, *Constantin Brancusi. Sculptures, peintures, fresques, dessins*, Paris, «Cahiers de l'Art», 1957, p. 30.

nuances qui relient son art à celui de Brancusi. L'influence considérable de Brancusi, avec qui elle travaille en 1912 et en 1924, la désigne parmi ses disciples, sans entamer pour autant l'originalité de cet artiste qui représente l'une des références essentielles de la sculpture roumaine féminine.

L'ARCHITECTURE

Jusqu'en 1897, année de création de l'École d'Architecture de Bucarest, les spécialistes se sont formés aux écoles occidentales, où ils acquièrent un goût classique ou romantique, en fonction de leurs préférences personnelles et des demandes d'un marché roumain éclectique. Comme dans le cas des peintres et des sculpteurs, les meilleurs continuent leur formation à Munich et à Paris. Ion Mincu (1851–1912) et Petre Antonescu (1873–1965), les initiateurs du style néo-roumain, qui comptent parmi les architectes roumains les plus réputés au début du XX^e siècle, reçoivent leur formation de spécialité à Paris. Tel est le cas de Nicolae Ghika-Budești (1869–1943), un fin connaisseur de l'architecture religieuse roumaine ; de retour en Roumanie en 1901, il rallie la perspective du développement de la spécificité nationale tracée par Ion Mincu⁵⁷.

Dans ce domaine, l'influence française se manifeste notamment pendant le dernier quart du XIX^e siècle, lorsque les autorités roumaines passent régulièrement leurs commandes auprès des différents représentants du style académique. C'est alors que Bucarest prend les allures qui lui valent d'être surnommé le « Petit Paris ». Les exemples abondent en ce sens : la Banque Nationale est construite en 1883–1885 selon les plans de Cassien Bernard et d'Albert Galleron ; le palais de l'Athénée, réalisé selon les projets de ce dernier, témoigne d'une inspiration néo-classique et éclectique que les spécialistes comparent à celle de Charles Garnier ; Albert Ballu élabore les plans du Palais de Justice (1890–1895) dans le style de la Renaissance française ; Louis Blanc projette le bâtiment du ministère de l'Agriculture (1896) dans ce même esprit. Ce dernier se voit confier également la construction de l'Institut de médecine et de pharmacie (1902). Enfin, Paul Gottreau fait bâtir le siège de la Caisse de dépôts et consignations selon les principes de l'académisme français de la fin du siècle. Cette tendance peut être également décelée dans le style de certains bâtiments construits par les disciples roumains de l'école française. C'est le cas du Palais de Justice de Craiova, érigé selon les plans de Ion N. Socolescu, ainsi que de la Poste Centrale construite par Alex Săvulescu en 1899. Le théâtre, l'Université et le Palais de la Culture de Cluj,

⁵⁷ Grigore Ionescu, *Histoire de l'architecture en Roumanie. De la préhistoire à nos jours*, Bucarest, Editura Academiei Republicii Socialiste România, 1972.

ainsi que les hôtels de ville d'Arad et d'Oradea sont conçus dans cette même perspective esthétique⁵⁸.

La jeune école d'architecture roumaine s'affirme donc au début du XX^e siècle en étroite relation avec l'enseignement prodigué par les professeurs de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts de Paris. Selon les données fournies par Marie-Laure Crossnier-Leconte⁵⁹, le nombre d'architectes roumains titulaires d'un diplôme délivré par le gouvernement français s'élève à soixante-quatorze ; la majeure partie d'entre eux est active dans le pays d'origine.

Le phénomène de migration étudiante connaît deux moments forts : 1858–1883 et 1924–1929, deux phases qui correspondent aux étapes de consolidation de l'Etat national. De même, il est assez fréquent que les architectes diplômés à Bucarest effectuent à titre personnel des voyages en France, afin de vivre l'expérience visuelle de son paysage architectural.

Si Bucarest fait partie des premières villes européennes à avoir adopté le modèle d'urbanisme haussmannien, le repère essentiel que représente la capitale parisienne est intégré après 1900 dans une perspective de synchronisation européenne⁶⁰.

L'esprit académique français trouve ainsi en Roumanie un terrain propice à son développement ; les édifices publics et les maisons d'habitation construits dans l'esprit de l'urbanisme post-haussmannien en témoignent. Certains, tels le Palais Administratif de Iași (1896–1926), œuvre de Ioan D. Berindei le « joyau monumental » de la ville⁶¹, relèvent de l'éclectisme académique. Plus généralement, le style de la Belle Epoque, gracieuse illustration d'un premier modernisme décliné en courbes fluides, bow-windows, auvents en métal et verre et motifs décoratifs végétaux⁶², enregistre un franc succès.

Plus généralement, on apprécie que dans les relations franco-roumaines, la transmission des acquis français est formatrice et non pas contraignante, que la culture émissive a aussi pour but d'accompagner l'épanouissement de la culture qui octroie la réception. L'exemple des architectes Dumitru Berindei (1832–1884) et Ioan D. Berindei, son fils, est en ce sens illustratif. Dumitru Berindei réussit ses études à l'Ecole des Beaux-Arts à Paris sous la direction de Labrousse ; il n'hésite pas de diversifier ses responsabilités, afin de mieux servir : en 1870–1871, il est nommé ministre de Travaux publics dans le cabinet Ion Ghika ; élu député, il est

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Marie-Laure Crossnier-Leconte, *L'enseignement de l'architecture en France et les élèves étrangers : le cas roumain*, «Revue roumaine d'histoire de l'Art», série Beaux-Arts, tomes 2016–2017, 1999/2000, p. 81–101.

⁶⁰ Andrei Bogdan Fezi, *Bucarest et l'influence française : entre modèle et archétype urbain, 1831–1921*, Paris, L'Harmattan, 2009.

⁶¹ Cridim, *id.*, p. 198.

⁶² Mihaela Criticos, Anamaria Zahariade, *Influences françaises dans l'architecture roumaine moderne (1800–1945)*, in *La mémoire des murs. Esprit français dans l'architecture*, Bucarest, Institutul Cultural Român, 2006, p. 156–192.

membre de différentes commissions ; en sa qualité de directeur de la conservation du patrimoine, il aide Tocilescu pour l'édification du musée national ; il fait également partie des fondateurs du Crédit Foncier Rural⁶³.

Trois ans après la mort de son père, Ioan D. Berindei prépare à Paris sous la direction de Duray le concours de l'École de Beaux-Arts, où il est reçu le premier. Cet architecte diplômé du gouvernement français s'investit à plusieurs titres dans l'aménagement de la ville de Bucarest : il initie les projets des parcs Ioanid, où il construit également plusieurs villas, mais aussi des parcs Bonaparte, Filipescu et Carol. On lui doit l'élargissement de Calea Victoriei. Il plaide pour l'adoption d'un plan de systématisation à la façon haussmannienne, qui prévoit le développement de la capitale pour cinquante ans. C'est un des promoteurs les plus créatifs de l'architecture française. Son interprétation stylistique, qui va vers la simplification des décorations, inspire à ses disciples le goût du XVIII^e siècle. Le palais Cantacuzino demeure l'une des plus belles créations architecturales de la capitale. Dans le parcours de Ioan D. Berindei, l'éducation française revêt également un sens patriotique. Interviewé au sujet du Palais de Justice et Administratif de Iași, il déclarait :

« Les monuments sont nos poèmes gravés en pierre, qui doivent perdurer et transmettre à la postérité les spécificités du moment où nous avons vécu et le fruit de notre travail. Pourquoi n'aurait-on pas, comme les autres pays, des édifices dont on serait fiers ? La ville de Iași le mérite amplement [...] Iași où, sans perdre l'espoir, nous avons écrit, après les moments de tempête, la page la plus brillante de notre passé millénaire : l'union nationale sous le règne de notre grand Roi⁶⁴. »

CONCLUSION

A la lumière de ces considérations, similaires aux conclusions partielles formulées ci-dessus pour les différents aspects de la vie culturelle, l'on peut affirmer que la francophilie et la francophonie roumaines, des vecteurs de patriotisme, constituent des éléments étroitement associés à la maturation d'une vie culturelle qui commence à épouser le rythme européen. Les Roumains gardent précieusement en mémoire la contribution essentielle de la France à la réussite de l'union nationale et cela joue dans l'entrée de la Roumanie en guerre dans le camp de l'Entente. Les liens culturels constituent donc le fondement solide de l'actualisation des relations politiques bilatérales. C'est en ce sens que le général Berthelot trace les perspectives des relations franco-roumaines en 1917 :

⁶³ Cridim, *Istoricul familiei Berindey*, in *Ilustrația română*, 14^e année, nos 115–118, septembre – décembre 1925, p. 193–198.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 198.

« La Roumanie est notre sœur latine, sœur de langue et sœur de race. La classe intellectuelle nous est généralement dévouée et le peuple nous est sympathique d'instinct, s'il ne l'est pas par affinité littéraire ou sociale. Il a fallu que l'attachement de cette nation pour nous fût bien profond pour qu'en dépit d'une dynastie germanique et d'une propagande effrénée, elle ait contraint son roi à rester neutre au début de la guerre et à intervenir plus tard à notre côté ; elle savait ce qu'elle risquait. Disposant actuellement de la première place dans le cœur de la race roumaine, nous devons en cultiver l'affection en nous mêlant davantage à sa vie propre, par des visites fréquentes de professeurs, d'industriels et de commerçants, par des échanges nombreux d'officiers, par l'ouverture toute grande de nos écoles, et de nos régiments, par le développement d'intérêts communs et de relations économiques, etc. C'est une œuvre qu'il faut commencer dès maintenant⁶⁵. »

BCU Cluj / Central University Library Cluj

⁶⁵ S.H.A.T., 17 N 540, rapport n° 12, 1^{er}/14 mai 1917, in Jean-Noël Grandhomme, Michel Roucaud, Thierry Sarmant, *La Roumanie dans la grande guerre et l'effondrement de l'armée russe*, édition critique des rapports du général Berthelot, chef de la Mission militaire française en Roumanie : 1916–1918, préface du général André Bach, Paris, Montréal, Budapest, L'Harmattan, 2000, p. 42. Jean-Noël Grandhomme est l'auteur de la thèse *Le général Berthelot et l'action de la France en Roumanie et en Russie méridionale (1916–1918)*, préparée sous la direction de Jean Nouzille et soutenue à Strasbourg en 1999.

L’AFFAIRE DREYFUS ET LE MÉMORANDUM: OPINION ET CULTURE POLITIQUE EN FRANCE ET EN ROUMANIE VERS 1900

ALEXANDRU MAMINA

Pour l’histoire sociale et politique d’un pays, les grandes affaires judiciaires, qui touchent profondément le sentiment public, portent une importance particulière. À cause de leur penchant symbolique et par le biais de l’opinion, les affaires judiciaires reflètent les valeurs, les représentations et les attitudes, donc les cultures politiques, efficaces dans la société. En observant puis l’évolution sur la moyenne où la longue durée, on peut voir aussi quelques tendances caractéristiques pour les régimes, à travers la relation entre les institutions et la conscience publique. C’est la manière d’enchaîner structurellement l’histoire culturelle et l’histoire institutionnelle, dans un démarche dont l’enjeu est ainsi informateur et méthodique à la fois.

Dans un tel démarche, un bon approche c’est l’approche comparatiste, qui offre une vision plus concluante sur les phénomènes et qui permet de vérifier les propos. Nous allons observer alors deux situations analogues à la fin du XIX^e siècle, c’est-à-dire les réactions publiques en France et en Roumanie concernant la condamnation d’Alfred Dreyfus, respectivement des dirigeants du Parti National Roumain de Transylvanie. Quant à la seconde, les liens franco-roumaines furent d’ailleurs bien marqués, par l’intervention de plusieurs journalistes et hommes politiques de l’Hexagone en faveur des Roumains.

Pour l’affaire Dreyfus, entre 1897–1900, ce n’est pas la peine d’insister sur les détails. Ce qu’on veut saisir ce sont les cultures politiques opposées durant les événements, qui ont donné son côté significatif. On voit tout d’abord la culture démocratique-normative de dreyfusards, autour de l’idée de Droit. C’était une culture qui valorisait notamment la justice, en tant qu’institution et principe également, parce que la justice attestait en dernière instance l’idéologie de la Révolution française et de la Troisième République, fondée sur le rationalisme, les Lumières et les droits de l’homme¹. Abattre le droit d’un seul par le maintien d’une erreur judiciaire menaçait, selon Georges Clemenceau, le droit de tous. Dans les

¹ Voir Maurice Agulhon, *La République, de Jules Ferry à François Mitterand. 1880 à nos jours*, Paris Hachette, 1990, p. 21.

articles de *L'Aurore*, il affirmait que le vrai patriotisme était en effet le patriotisme des dreyfusards, qui luttèrent pour la justice et contre la brutalité imbécile du sabre². Ce fut la culture politique des républicains et surtout des radicaux, partagée y compris par des socialistes comme Jean Jaurès et Alexandre Millerand, en temps que les opportunistes se laissaient bon gré mal gré à la remorque de la droite monarchiste. Le résultat de la bataille symbolique, dans le sillage de l'affaire, a été alors la marée radicale aux élections de 1902 et 1906. On observe, par conséquent, la prééminence de la culture démocratique-normative dans la société française.

À côté se trouve néanmoins la culture autoritaire-organique d'anti-dreyfusards, autour l'idée de Patrie, culture qui défie l'hégémonie de l'imaginaire républicain. C'est le répertoire de la droite monarchiste et du nouveau nationalisme barrésien, qui vient rajeunir le vieux légitimisme et le catholicisme paternaliste d'Albert de Mun. Il s'agissait d'une culture qui préférait la communauté à l'individu, l'autorité religieuse à la volonté positive et la tradition autochtone de « la terre et des morts » à l'universalisme normatif. En ces termes, l'armée incarna l'identité nationale, envers la justice qui représenta le normativisme artificiel et aliénant. En affirmant ces valeurs la droite cherchait de renverser le gouvernement républicain et la démocratie libérale, qu'Édouard Drumont en qualifia comme le joug de la grande finance d'Israël sur les serfs de la terre des Gaulois³. La droite échoua, mais les progrès de l'Action française vers la Grande Guerre ont prouvé que la démocratie libérale était déjà assez fort contestée.

Quelques années auparavant l'affaire Dreyfus, il y avait en Roumanie la question juridique et politique du Mémorandum. C'était le document adressé en 1892 à l'empereur François Joseph par les dirigeants du Parti National roumain de Transylvanie, en demandant l'autonomie de cette province incluse en Hongrie depuis 1867. Après l'apparition du Mémorandum dans la revue *Tribuna* (*La Tribune*), en 1893 les autorités hongroises ont ouvert un procès pour délit de presse, qui fut jugé finalement en mai 1894. Les leaders roumains ont été alors condamnés à plusieurs années de détention.

Dans ce contexte, entre 1892–1894 se développa en Roumanie une campagne pour leur soutien, menée surtout par la Ligue pour l'unité culturelle des Roumains. Celle-ci a obtenu y compris le support de différentes personnalités de l'Occident, dont les interventions ont été recueillies par le président de la Ligue, Vasile A. Urechia, dans le volume *Voci latine* (*Voix latines*). Parmi les Français on peut rappeler Henri Gaidoz – professeur au Collège de France –, Emile Flourens – ancien ministre des Affaires Étrangères – Georges Clemenceau – le futur dreyfusard – et même un journaliste monarchiste comme Frédéric Amouretti. Qu'on cite l'avis

² Voir, par exemple, Robert Gauthier (présentés par...), „Dreyfusards!”. *Souvenirs de Mathieu Dreyfus et autres inédits*, Collection Archives, 1965, p. 237.

³ Voir Paul Marin, *Dreyfus?*, Paris, Librairie Illustré, p. 75–76.

d'Emile Floarens, sous le titre *Un procès monstrueux*, édifiant pour les raisons des Français et des Roumains également : « Qualifier de délit le simple exercice du droit de pétition, du droit de plainte au roi, dans une monarchie représentative, en raison d'atteinte portées par les autorités locales aux droits des citoyens, c'est la négation la plus absolue qui se puisse imaginer de toutes les garanties constitutionnelles, de toutes les libertés. Proclamer crime de lèse-patrie la simple revendication du droit commun, de l'égalité devant la loi et du respect dû à la foi et aux traditions nationales, c'est violer la conscience humaine dans ce qu'elle a de plus respectable. Les Hongrois feront condamner les Roumains devant des juges aveuglés par les mêmes passions que le ministère public ; mais ils seront condamnés par l'opinion unanime de tous les peuples chez lesquels la justice et la liberté ne sont pas de mots dépourvus de sens »⁴. En mai 1894, on a organisé y compris un meeting à Sorbonne, sous la présidence d'Ernest Lavisse. En revanche, l'opinion publique de Roumanie a été extrêmement favorable à la France et à l'Italie aussi, les étudiants de Bucarest en manifestant leur sympathie devant les légations diplomatiques de ces pays⁵.

Quant à la culture politique de l'opinion roumaine, on constate en effet l'unanimité de l'option démocratique-normative. Tandis que les ministres sont restés plus réservés à cause de l'alliance entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie, tous les participants au mouvement ont pratiqué clairement un discours fondé sur l'idée du droit. Pour eux le droit consacrait la volonté légitime, qui résidait dans la majorité, notamment que maintenant le droit historique s'ajoutait au droit positif (comme l'a noté Henri Gaidoz aussi)⁶. Dans une adresse de juin 1893, remise par la Ligue à Ion Rațiu, le président du Parti National Roumain de Transylvanie, on disait que le problème était justement l'illégalité du gouvernement hongrois⁷. Cette adresse n'était pas signée, mais son esprit se rencontrait partout : chez l'opposition libérale (Dimitrie A. Sturdza, Vasile A. Urechia), chez les conservateurs au pouvoir (Take Ionescu, Nicolae Filipescu) où à l'Académie Roumaine ; il se retrouvait durant les assemblées et même dans les débats parlementaires. À l'occasion de la réponse au Message royal, en novembre 1893, le chef des libéraux, Dimitrie A. Sturdza, accusa la politique hongroise d'être injuste et barbare⁸. Conformément à la même culture politique, quelques années plus tard

⁴ Apud V. A. Urechia, *Voci latine. De la frați la frați, I-a culegere de adhesiuni a gintei latine la mișcarea națională din Transilvania și Banat*, Bucuresci, Stabilimentul Grafic I. V. Socecu, 1894, p. 88–89.

⁵ Voir 1918 *la români. Desăvârșirea unității național-statale a poporului român. Documente externe, 1879–1916*, Vol. I, București, Editura Științifică și Enciclopedică, 1983, p. 240.

⁶ Voir V. A. Urechia, *op. cit.*, p. 43–45.

⁷ Voir *Mișcarea memorandistă în documente (1885–1897)*, Cluj, Editura Dacia, 1973, p. 218–219.

⁸ Voir Vasile Netea, *Istoria Memorandului românilor din Transilvania și Banat*, Fundația

Émile Zola se dressa contre la condamnation illégale, au nom de l'honneur, de l'humanité, de la vérité et de la justice⁹.

On arrive alors à une question : comment s'explique cette unanimité, surtout à l'égard de la France où la culture de la droite nationaliste avait déjà visiblement surgi ? En Roumanie le nationalisme portait encore la marque du patriotisme civique, avec un côté de protectionnisme économique. Une formule organique et exclusiviste apparaîtra plutôt faiblement après 1900, pour éclater à peine entre les Deux Guerres. Ce fut en outre une situation en quelque sorte paradoxale, autant que le gouvernement de Roumanie était une monarchie censitaire assez loin de la démocratie républicaine française.

La réponse y est probablement juste dans cette situation paradoxale, qui correspond à la relation entre culture et institutions sur la moyenne et la longue durée. C'est-à-dire que l'extrême-droite épanouisse notamment après l'avènement de la démocratie, après l'institution du vote universel et des droits individuels, en tant que réaction aux défauts plus ou moins inhérents du régime démocratique (démagogie, corruption, instabilité politique etc.). Quand celui-ci représente un objectif à atteindre, il agisse comme un idéal imbu de l'espoir pour une bonne partie du peuple. À l'épreuve des faits l'idéal s'efface et le désenchantement nourrit l'antidémocratie. Il y a donc un parcours dialectique au niveau européen, dont la France avait pris son avance et la Roumanie y suivra, pour parvenir au vote universel et puis au nationalisme organique et exclusiviste après la Grande Guerre. Certes, les conditions, comme les expressions et les résultats de ce parcours, furent différents selon le pays (voir l'Allemagne ou l'Espagne face à la Grande Bretagne ou la Tchécoslovaquie). Ce n'est pas question de statuer une loi absolue, mais d'observer une évolution tendancielle, qui permet éventuellement d'expliquer d'une manière structurelle les événements.

La démocratie s'affirme à son tour particulièrement durant la bataille politique et symbolique pour le pouvoir. En France ce fut l'expérience de la Révolution, de l'affaire Dreyfus ou, plus tard, du Front Populaire. En Roumanie, bien que telle expérience resta plus faible qu'en France, on peut compter certaines épisodes comme l'année révolutionnaire 1848, le mouvement républicain de 1870–1871, ou l'agitation autour du Mémorandum. L'affaire a engendré la République radicale, en temps que le Mémorandum a animé la conscience publique au sens de l'idéologie démocratique qu'on institua plus tard. Quand l'esprit civique tombe dans lassitude et quand le contentement de soi commence, le gouvernement démocratique se vide de sa force morale et risque la faillite. C'est peut-être surprenant, mais pour qu'elle fleurisse, la démocratie a besoin de son complément négatif. L'affaire Dreyfus et le Mémorandum en prouvent.

regele Mihai I, (1947), p. 343–344.

⁹ Voir Émile Zola, *L'affaire Dreyfus, la vérité en marche*, Paris, Éditions Eugène Fasquelle, 1901, p. 55.

FRANÇOIS-FERDINAND ET LA ROUMANIE

JEAN-PAUL BLED

(Paris)

François-Ferdinand compte parmi les responsables de la Double Monarchie à avoir marqué une réelle sympathie pour la Roumanie. Il s'affirme un parti résolu de l'alliance roumaine dont il veut faire une pièce maîtresse de la diplomatie austro-hongroise. Encore en juin 1914, l'avenir de cette alliance figure parmi ses principaux sujets de préoccupation.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, un bref rappel est nécessaire. Le point de départ est le traité d'alliance qui lie depuis août 1883 la Roumanie à la Double Monarchie. Celle-ci a profité du sentiment d'amertume laissé chez les Roumains par la guerre de 1877/78. Si leur participation au conflit les a libérés des derniers liens qui les rattachaient à l'Empire ottoman, la Russie leur a imposé un échange de territoires qu'ils tiennent pour inique. En dédommagement des riches contrées de la Bessarabie méridionale, la Roumanie n'a reçu que le nord de la Dobroudja beaucoup moins fertile. Son ressentiment s'est encore accru de la crainte que lui inspire la création, à ses frontières, d'un Etat bulgare dont elle peut redouter qu'il ne soit un pion entre les mains de la Russie. La question de la Transylvanie où la majorité roumaine est soumise à l'autorité de la minorité hongroise ne suffit pas à dissuader le roi Carol I^{er}. Entre deux maux il faut choisir le moindre. Le souci de la sécurité primant, un traité d'alliance est signé, le 30 août 1883, avec la Double Monarchie. Celui-ci n'en comporte pas moins un grave facteur de fragilité. N'ignorant pas qu'il serait mal reçu par l'opinion, Carol a choisi de le garder secret. En d'autres termes, le traité ne tiendra durablement qu'à la condition que la question de la Transylvanie ne s'envenime pas. L'entente des deux Etats risquerait de ne pas résister à une aggravation du sort de la population roumaine en Transylvanie.

Plusieurs raisons se conjuguent pour expliquer cette sympathie marquée par François-Ferdinand à la Roumanie. La première est d'autant plus importante qu'elle est d'ordre personnel. Elle tient au mariage morganatique de François-Ferdinand avec la comtesse Sophie Chotek. Pour être autorisée à l'épouser, il a dû se résoudre à accepter que Sophie – tout comme les enfants à naître du mariage – ne serait pas admise au sein de la famille impériale. Pour marquer la différence, François-Joseph lui a accordé le titre de duchesse et non d'archiduchesse exclusivement réservé aux femmes de la famille impériale. Lors de visites en dehors de la Monarchie, les cours étrangères étaient supposées lui appliquer, comme à Vienne, un protocole en rapport avec son rang. Aussi tout prince qui, recevant le couple, ignorait cette obligation, était-il certain de s'attacher la gratitude et l'amitié de François-Ferdinand.

Or, précisément, le roi Carol a ce geste envers ses hôtes. En juillet 1909, François-Ferdinand et Sophie répondent à une invitation officielle du couple royal de Roumanie. François-Joseph aurait certes pu s'opposer à la participation de Sophie au voyage. Il s'en abstient de crainte d'offenser un prince allié de la Double Monarchie. Indépendamment de toute considération politique, François-Ferdinand retient de cette invitation qu'elle vaut reconnaissance officielle de la position de Sophie. Carol a d'ailleurs été très clair dans sa lettre : « Mon épouse et moi-même, nous nous réjouissons de faire enfin la connaissance de ta chère épouse que nous recevrons comme toi, cher cousin, les bras ouverts »¹. Le protocole roumain se comporte en conséquence. Ainsi, lors du dîner de gala, Sophie est assise à la droite du roi, une place qu'elle n'a jamais occupée à la Hofburg.

Sur un plan plus politique, l'intérêt porté par François-Ferdinand aux Roumains et à la Roumanie renvoie à soin hostile de fond envers la Hongrie. Celle-ci repose sur la conviction que tous les maux auxquels la Monarchie est confrontée trouvent leur origine en Hongrie. Quoi d'étonnant après cela qu'ils tiennent les Hongrois en détestation, une détestation dans laquelle on peut sans mal discerner un fil directeur de sa pensée et de sa politique ! « Le soi-disant « bon Hongrois » n'existe pas, martèle-t-il. Tout Hongrois, qu'il soit, ministre, prince, cardinal, bourgeois, métayer ou valet de ferme est un révolutionnaire et une canaille² ». Sur ce point, il est très proche du prince Felix Schwarzenberg qui assimilait naguère les Magyars à des rebelles et avait, en conséquence, entrepris en 1849 de les mater. Leurs intrigues avaient culminé dans le compromis de 1867 qu'ils avaient arraché à François-Joseph après le désastre de Sadowa et par lequel ils avaient porté un coup sévère à l'unité de la Monarchie. Après cette première étape, François-Ferdinand les soupçonne de travailler maintenant à l'établissement d'une simple union personnelle entre l'Autriche et la Hongrie.

A la lumière de cette analyse, François-Ferdinand se fixe donc pour priorité de revoir de fond en comble les relations avec la Hongrie. On n'entrera pas ici dans le détail du plan qu'il se proposait d'appliquer, une fois monté sur le trône. Celui-ci a d'ailleurs connu plusieurs modifications au fil des années. On relèvera cependant que ces diverses moutures ont un point commun : l'introduction du suffrage universel en Hongrie dont François-Ferdinand attend qu'il sape le pouvoir exercé par la noblesse hongroise et assure aux nationalités du royaume une représentation à la diète en accord avec leur poids. Des personnalités roumaines de Transylvanie comme Aurel Popovici, Iuliu Maniu ou Alexandru Vaida-Voevod fréquentent d'ailleurs le Belvédère, la résidence viennoise de l'Archiduc. Si celui-ci ne les reçoit que rarement – très épisodiques, ses séjours à Vienne sont généralement

¹ Gerd Holler, *Franz Ferdinand von Österreich-Este*, Vienne, Ueberreuter, 1982, p. 105.

² Cité dans Robert A. Kann, *Erzherzog Franz Ferdinand Studien*, Vienne, 1976, pp. 114–115.

courts – ils sont en revanche en contact régulier avec l'officier responsable de sa Chancellerie militaire : le commandant Brosch Edler von Aarenau d'abord, le colonel Bardolff ensuite.

Dans ce trio, Aurel Popovici mérite une mention particulière. Il est en effet l'auteur d'un vaste plan de réforme de la Double Monarchie développé dans un essai publié en 1906 dont le titre à lui seul a la valeur d'un programme : *Les Etats-Unis de la Grande Autriche*. Motivé par un double refus du dualisme et du fédéralisme historique, il préconise une recomposition de la Monarchie suivant des lignes ethniques. Sur cette base, l'Autriche serait partagée entre 15 Etats (*Gliedstaaten*) dotés d'une large autonomie. Le plan de Popovici prévoit en parallèle un renforcement du pouvoir central puisqu'aux compétences pragmatiques inscrites dans le Compromis de 1867, il ajouterait les attributions reconnues au Reichsrat autrichien par la Constitution de décembre 1867. Toujours dans le même souci, il appelle de ses vœux un parlement central qui couvrirait l'ensemble de la Monarchie, et donc la Hongrie.

Les raisons de l'intérêt porté par François-Ferdinand aux idées de Popovici sont évidentes. Il ne lui échappe pas que le projet d'Etats-Unis de la Grande Autriche répond au dessein de retirer aux Magyars l'influence prépondérante que le Compromis de 1867 leur a assurée. Il ne peut d'autre part que saluer le renforcement du pouvoir central qui entre totalement dans ses vues. Et pourtant François-Ferdinand s'abstient de retenir les propositions de Popovici. Le découpage de la Monarchie suivant des lignes ethniques lui paraît notamment une entreprise trop périlleuse pour que le risque soit pris de la tenter, dès lors que les peuples n'y occupent que rarement des territoires homogènes. Sauf à imposer un régime strict de protection des nationalités, le plan risquerait de multiplier les tensions et les conflits. François-Ferdinand n'entendant pas remettre en question les limites des *Kronländer*, ce refus le condamne à ses yeux, malgré l'intérêt qu'il a commencé par lui porter. En tout cas, cet abandon ne remet pas en cause les priorités de François-Ferdinand. Jusqu'au bout, il aura la volonté de s'attaquer au règlement de la question hongroise et se dira persuadé de l'attachement à la Monarchie des peuples soumis à la domination hongroise, notamment des Roumains. Celle-ci se manifesterait avec éclat dès qu'il aurait pu leur donner leur juste place.

Cette sollicitude de François-Ferdinand ne s'explique pas seulement par des considérations d'ordre intérieur. A la différence des Slovaques ou des Croates, les Roumains ont la particularité de posséder des co-nationaux en dehors des limites de la Monarchie. D'où une raison supplémentaire de veiller avec une attention toute vigilante au traitement qui leur est réservé. Le traité liant depuis 1883 Vienne à Bucarest souligne encore cette nécessité. Or, précisément, parmi les griefs formulés par François-Ferdinand contre les dirigeants hongrois pèse très lourd l'accusation qu'ils mettent en danger cette alliance par leur politique en Transylvanie.

François-Ferdinand s'affirme un partisan résolu de l'alliance roumaine. Mieux, il en fait le pivot du système diplomatique que Vienne doit s'employer à bâtir dans les Balkans, notamment pour contrer les ambitions de la Serbie. Porté par la pente de son esprit à juger les Etats d'après leur souverain, il inscrit d'abord au crédit de la Roumanie qu'il est possible de faire fond sur le roi Carol « un homme d'honneur et une lumière parmi les monarques »³. Il est un autre argument qui doit convaincre la Monarchie de reconnaître à la Roumanie le statut de partenaire privilégié dans cette région. Dans un espace largement peuplé de Slaves, elle possède l'atout de ne pas en compter à l'intérieur de ses frontières, ce qui ne la prédispose pas à céder aux sirènes du panslavisme.

Il est vrai que les guerres balkaniques mettent l'alliance à rude épreuve. Après être restée en dehors de la première, la Roumanie s'engage dans la seconde aux côtés de la Serbie contre la Bulgarie. Qu'elle se soit alliée à Belgrade pour ce conflit, ne peut qu'alarmer la diplomatie austro-hongroise. Or elle s'y est décidée alors même qu'elle venait, l'année précédente, de renouveler le traité qui la lie à l'Autriche-Hongrie. Ne faut-il pas y voir la preuve que la Monarchie ne peut plus s'en remettre à l'alliance roumaine et qu'elle serait mieux inspirée à fonder sa politique dans l'espace balkanique sur une entente avec la Bulgarie ?

Ferdinand, le roi de Bulgarie, n'est certes guère apprécié à la Cour de Vienne. Les deux Etats ont pourtant des intérêts communs. Lors de la Seconde Guerre balkanique, la Bulgarie n'a pas résisté à l'assaut des forces coalisées contre elle. Vaincue, elle a été contrainte d'abandonner la plupart de ses gains du conflit précédent, pertes auxquelles s'est ajoutée la cession de la Dobroudja méridionale à la Roumanie. Ainsi l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie partagent le triste sort d'être les grandes perdantes des guerres balkaniques, la première pour avoir subi un sérieux revers diplomatique et laissé la Serbie s'agrandir, la seconde pour avoir été empêchée de réaliser son programme d'expansion territoriale. Leurs échecs et leur hostilité contre la Serbie créent les conditions d'une alliance entre les deux Etats. Vienne est pourtant retenue d'aller trop loin dans cette voie par le souci de ne pas provoquer la Roumanie qu'un rapprochement trop marqué avec Sofia risquerait de jeter définitivement dans les bras de la Russie et de l'Entente.

François-Ferdinand reste d'abord très réticent à l'endroit d'un rapprochement avec la Bulgarie. Plus que jamais l'en retient son aversion pour le roi de Bulgarie qu'il charge de toutes les tares, sinon de tous les crimes. Comment faire confiance à un pays dont le souverain aurait, à l'en croire, assassiné sa première épouse ? La suite n'arrange pas le tableau puisqu'« il traite la seconde comme une femme de ménage, change de religion comme de chemise et, pour finir, ne cesse de mentir et de tromper »⁴. La conclusion est sans appel : ce roi « est et reste un vrai fumier »⁵.

³ François-Ferdinand au comte Berchtold, Konopischt, 16 janvier 1913, HHStA (Vienne), Nachlass Berchtold, Karton 4.

⁴ *Ibid.*

⁵ François-Ferdinand au comte Berchtold, Blankenberghe, 6 juillet 1913, Nachlass Berchtold,

François-Ferdinand en tire la leçon qu'il n'est pas possible de faire fond sur un tel personnage dont la politique a par ailleurs pour maître mot un balancement perpétuel entre Vienne et Saint-Pétersbourg.

François-Ferdinand ne reste pas, il est vrai, sur cette position entièrement négative. Il en arrive, à la lumière des événements, à admettre la nécessité de travailler à l'amélioration des relations avec Sofia. Il en vient même à souhaiter que la Bulgarie entre dans une alliance où elle rejoindrait l'Autriche-Hongrie et la Roumanie. Pourtant, lorsqu'il consent à l'envisager, ses préjugés de toujours ne sont pas loin. Maintenant que la Bulgarie est à genoux, il n'y a pas de gants à prendre avec elle. Qu'on la contraigne à abandonner son jeu traditionnel de bascule. Pour cela, il n'est de meilleur moyen que de la fixer dans une alliance où elle aurait les pieds et les poings liés. Un scénario pourtant hautement improbable ! Il apparaît en effet très douteux que la Bulgarie et la Roumanie puissent être associées dans une même alliance tant est lourd le contentieux qui les oppose.

Pour François-Ferdinand, la Roumanie reste le partenaire privilégié qu'il importe en conséquence de ménager. Dans la même lettre où il assouplit sa position face à la Bulgarie, il répète avec vigueur que la Roumanie est le principal pilier sur lequel la Monarchie doit s'appuyer dans l'Europe du Sud-Est. Il en donne encore la preuve en obtenant du comte Berchtold, le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, qu'il nomme le comte Ottokar Czernin, un de ses proches, dans le poste d'ambassadeur à Bucarest. Ce n'est pas qu'il ne reconnaisse que la Seconde Guerre balkanique n'ait laissé des traces. Alors qu'il avait pressé en 1912 Berchtold de mettre à profit un voyage en Roumanie pour tenter de convaincre ses interlocuteurs de compléter l'alliance d'une convention militaire, il convient maintenant que cet objectif n'est plus de saison. Par son intervention dans le conflit au côté de la Serbie, la Roumanie a fait un pas en direction de l'Entente. Elle se rangeait jusqu'à présent du côté de la Monarchie par hostilité à la Russie. Le fait nouveau est qu'elle n'est plus fermée à la tentation russe. Ce qui aurait été impensable il y a peu encore, le Tsar ne s'y rend-il pas, en juin 1914, en visite officielle ? Voici donc les Roumains placés désormais devant deux options, mais, alors qu'il n'avait pas de mots assez durs pour fustiger le jeu de bascule du roi de Bulgarie, François-Ferdinand conclut ici que ce balancement n'a rien que de fort compréhensible : « Les Roumains, concède-t-il, sont des Realpolitiker, ils veulent tenir deux fers au feu et se demandent qui de la Bessarabie ou de la Transylvanie leur reviendra à l'avenir⁶ ».

Rien d'irréparable n'a pourtant encore été commis. Encore faut-il savoir négocier ce moment difficile. Il importe donc d'éviter la maladresse qui consisterait à presser la Roumanie de choisir son camp dès maintenant, un acharnement qui ne pourrait avoir qu'un effet contre-productif. Ce faisant,

Karton 4.

⁶ François-Ferdinand au comte Berchtold, Miramare, 12 avril 1914, Nachlass Berchtold, Karton 4.

François-Ferdinand se démarque de Czernin qui, depuis son poste de Bucarest, exhorte à hausser le ton. Il se félicite que, sourd à ces appels, Berchtold ait le souci de ne pas compromettre l'avenir par des initiatives maladroites. « Aussi longtemps qu'un changement complet dans le domaine politique ne sera pas intervenu, ajoutait-il, les Roumains n'afficheront pas leur couleur⁷ ».

L'allusion est claire. La montée de François-Ferdinand sur le trône créera les conditions d'un changement radical. La mise au pas de la Hongrie lui donnera les moyens de régler la question des Roumains de Transylvanie sur les relations avec le Royaume. Dès lors que les dirigeants roumains auront pu voir la bonne volonté du nouvel empereur se traduire dans des actes forts, nul doute que l'actuel dilemme ne sera tranché au bénéfice de la Monarchie. Les coups de pistolet de Sarajevo empêcheront à jamais de savoir s'il s'agissait là d'un calcul fondé ou d'une pure illusion.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

⁷ *Ibid.*

CAROL I^{er} ET LES GUERRES BALKANIQUES

AUDE AIT KACI ALI

(Paris)

Depuis 1908, suite à la crise bosniaque, les membres de la Triple Alliance se sont éloignés les uns des autres, et il a fallu convaincre Carol I^{er} de nouveau que celle-ci était solide. Les relations avec l'Allemagne sont distendues, et la visite du Kronprinz en 1909 ne parvient pas à effacer la déception de Carol vis-à-vis de Guillaume II et le refroidissement des rapports personnels. L'Allemagne cherche alors à tout prix à se rapprocher de Carol en procurant à son armée du matériel militaire, alors que le Roi fait à nouveau comprendre son refus de coopérer s'il y a pression de la part de l'Autriche-Hongrie et maintient sa politique agressive.

Nous avons déjà tous les éléments majeurs pour comprendre les réactions de Carol tout au long des deux guerres balkaniques : toujours fidèle à l'Allemagne par intérêt et par goût, Carol doit maintenir une Alliance déplaisante, voire dangereuse pour le trône, avec l'Autriche-Hongrie. Toujours liée militairement et politiquement à l'Allemagne, la Roumanie a désormais la possibilité de s'émanciper en partie de la contrainte autrichienne et de s'affirmer comme « l'aînée » des Balkans, comme un pays non balkanique mais constituant un relais de choix entre Europe centrale et Europe péninsulaire.

En 1912, le gouvernement roumain est tout à fait favorable à un futur renouvellement des traités. Carol a réuni des ministres germanophiles pour soutenir sa politique extérieure. L'opinion publique est beaucoup moins favorable à la Triple Alliance, car très préoccupée par le sort des Roumains transylvains et de la satisfaction des revendications territoriales. Le traité de Berlin a laissé une situation instable dans la Péninsule balkanique, mais depuis l'Indépendance, la Roumanie a acquis une position particulière au sein de celle-ci, et pour Carol, une modification de l'équilibre serait l'occasion de réaliser en partie les objectifs mineurs de politique extérieure, et d'entrer dans le jeu des Puissances comme un rouage nécessaire en Europe du Sud-Est. Il pourrait ainsi concilier publiquement politique germanophile et expansion nationale. La question concernant les années 1912–1913 est de savoir comment, grâce au soutien de l'Allemagne, Carol peut enfin faire de la Roumanie un leader au Sud-Est de l'Europe tout en s'affirmant face à l'Autriche et en luttant avec diplomatie contre l'influence russe.

Ainsi, si le Roi doit impérativement défendre la neutralité du Royaume lors de la Première Guerre Balkanique malgré une opinion publique contraire, il s'engage avec le concours des Puissances dans un long bras de fer avec la Bulgarie pour obtenir le Quadrilatère (Dobroudja du Sud, au Nord-Est de la Bulgarie). En cette même période, Carol en profite pour affirmer la place et la puissance croissante de la Roumanie sur l'échiquier international et tente de repousser les limites de sa liberté d'action face à l'Autriche-Hongrie et la Russie, tout en testant l'appui discret mais efficace de l'Allemagne. Le Roi déploie alors enfin tous les avantages de la Roumanie jusque là retenus pour ne pas compliquer la situation internationale, et peut, sans combat, utiliser l'armée roumaine pour imposer son nouveau statut dans la Péninsule.

LA ROUMANIE REFUSE D'ENTRER DANS LA LIGUE BALKANIQUE ET DANS LA PREMIÈRE GUERRE BALKANIQUE

Dans un lettre à Berchtold du 12 mai 1912, Fürstenberg, alors représentant autrichien en Roumanie, informe le Ministre des Affaires Etrangères autrichien que c'est Carol qui a prévenu l'Autriche-Hongrie de la conclusion d'une alliance bulgare-serbe, lui-même l'ayant appris par Berlin grâce à Kiderlen¹. Situation paradoxale : Carol, qui reste le Roi d'un petit pays, met au courant l'Autriche-Hongrie, dont il essaye de s'émanciper, de certains événements cruciaux de la Péninsule Balkanique, après en avoir été informé par l'Allemagne, alliée principale de l'Empire des Habsbourgs. Fidèle à l'Allemagne, Carol, grâce à celle-ci, et malgré le refroidissement progressif des relations avec les gouvernants allemands, commence enfin à mettre en place une politique balkanique active. Celle-ci, étant donné le statut privilégié du Royaume dans cette zone, se veut une politique d'arbitrage, de leadership, qui ne pourra être assurée qu'avec le soutien de l'Allemagne, mais en revanche en conflit avec l'Autriche-Hongrie. Il s'agit plus précisément de se focaliser sur trois objectifs :

- rester neutre autant que possible pour pouvoir participer aux conférences de paix en cas de conflit ;
- réaliser les intérêts nationaux d'expansion territoriale quitte à entrer en conflit avec la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie ;
- rester dans le giron de la Triple Alliance malgré l'Autriche-Hongrie et contre la Russie.

D'un point de vue régional, il est important pour Carol de maintenir le statu-quo dans la Péninsule et de ne pas laisser la Bulgarie devenir trop puissante. L'armée bulgare étant bien organisée, le Royaume constitue un pendant de la

¹ Ludwig Bittner, Hans Uebersberger : *Österreich-Ungarns Außenpolitik von der bosnischen Krise 1908 bis zum Kriegsausbruch 1914*. Diplomatische Aktenstücke des österreichisch-ungarischen Ministeriums des Äußeren.

Roumanie dans la sphère austro-hongroise, et il ne faudrait pas perdre l'avance acquise dans les relations internationales depuis l'Indépendance aux dépens d'un état militarisé, peuplé, vaste, et surtout slave. De même l'autonomie acquise au sein de la diplomatie européenne par le Roi est de plus en plus menacée par la politique de l'Empire Russe. L'opinion publique roumaine est vivement anti-autrichienne, étant donné la situation des Roumains de l'Empire, et les relations avec la Triple-Alliance sont distendues. C'est donc pour l'Entente le meilleur moment pour tenter de se rapprocher d'une Roumanie indépendante et forte sur le plan international. Ainsi Sazonov, Ministre russe des Affaires Etrangères depuis 1910, a comme politique d'entretenir des relations d'amitié discrètes avec la Roumanie, dont le Roi se méfie du panslavisme. L'Empire russe tente de se rapprocher du Royaume au travers de tentatives d'alliances matrimoniales, de relations amicales, de propagande et surtout d'agitation de l'opinion publique roumaine au sujet des Roumains d'Autriche-Hongrie. Carol voit la Russie faire de la Péninsule son théâtre des opérations, et refuse donc de rentrer dans la Ligue Balkanique qui selon lui n'est qu'un bloc balkanique sous tutelle russe. De même les autres membres de l'Entente, attirés par les richesses et la position nouvellement acquise de la Roumanie sur le plan international, tentent d'éloigner celle-ci de la Triple Alliance, et la France en profite alors pour envoyer ainsi Deschanel et Roussel faire une visite amicale, tandis que l'Angleterre s'assure le soutien de la future reine de Roumanie, la princesse Marie, déjà acquise à l'Entente.

Mais, il est de toute manière impossible à Carol de s'éloigner de la Triple Alliance dont il continue à dépendre, et en restant une exception politique, il maintient son statut de relais allemand dans les Balkans. De plus les finances roumaines restent largement tributaires de l'Allemagne, avec qui la gestion des investissements peut s'avérer extrêmement difficile et contraignante, ce dont le Roi a déjà fait l'amère expérience lors de l'affaire Strousberg. Il est beaucoup plus utile de continuer une politique de collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères allemand. Ainsi d'après Friedrich Rosen, le représentant allemand à Bucarest, Carol met à disposition de l'Allemagne des rapports concernant la situation en Europe du Sud-Est, tout en la mettant en garde d'un futur changement de cap si celle-ci laissait les rênes de la Triple Alliance à l'Autriche-Hongrie².

Dans cette situation, et étant donné la très mauvaise image de l'Autriche-Hongrie auprès de l'opinion publique roumaine, au point qu'il avait fallu protéger la légation austro-hongroise contre la fureur populaire le 12 juin 1910, quelle est la stratégie de Carol en politique extérieure ?

Celle-ci est simple et prudente : la politique extérieure de la Roumanie changera bien de cap pour aller contre l'Autriche-Hongrie en faveur des Roumains de Transylvanie, mais à un moment où la conjoncture extérieure sera favorable au

² *Aus einem diplomatischen Wanderleben, Friedrich Rosen*, édité par H. Müller-Werth, Wiesbaden.

Royaume. En attendant, la modération dans le soutien aux Roumains de la Double-Monarchie permet d'apaiser les relations, et d'éviter soulèvements, exécutions et représailles. Cela ne signifie pas qu'une action d'émancipation modérée et réfléchie n'a pas déjà été mise en place à la veille des guerres balkaniques. Ainsi, dès les premiers troubles dans la Péninsule, Carol, durant l'été 1911, commence à évoquer la possibilité d'un conflit balkanique et l'attitude nécessaire de la Roumanie dans un tel cas, et ce directement auprès des représentants des Puissances étrangères. Il leur fait alors à plusieurs reprises la déclaration que la Roumanie profitera de la première modification territoriale dans les Balkans pour faire valoir ses droits. Cela ne constitue en aucun cas une rupture ou une rébellion et Carol continue à s'aligner sur Berlin en ce qui concerne les événements internationaux. Inquiète, l'Autriche-Hongrie envoie Berchtold lui-même en Roumanie s'assurer que Carol n'envisage pas de se séparer de la Triple Alliance. Carol répond alors qu'il lui faut s'assurer du soutien de celle-ci en cas de conflit dans le Sud-Est européen. Les intentions et attentes ayant été clarifiées entre les chefs de la diplomatie, Titu Maiorescu peut alors déclarer en 1912 que la politique extérieure de la Roumanie sera celle des Puissances Centrales.

CAROL, INQUIET DU PANSLAVISME, SE PRÉPARE À LA GUERRE

Lorsque la Première Guerre des Balkans débute, Carol suit à la lettre les directives de Berlin : il est absolument nécessaire de rester neutre, aucune participation, aucune ingérence ne seront tolérées. Rester neutre pour le Roi ce n'est pas seulement obéir à l'Allemagne, c'est aussi la garantie d'obtenir une place d'arbitre voire de leader lors d'une future conférence de paix, et ainsi d'obtenir un statut privilégié. Pour éviter que la Roumanie n'envisage une action militaire, l'Autriche-Hongrie informe très rapidement la Bulgarie, et Carol par l'entremise de Beldiman, que les revendications territoriales sur le Quadrilatère seront soutenues par l'Empire. Mais le soutien des Puissances Centrales n'est pas suffisant pour Carol lors de cette première crise, car une autre crise, interne celle-là, est en train d'éclorre en réaction aux conflits des Balkans et au choix de la neutralité par la Roumanie. Le Parti libéral et ceux des conservateurs qui ne sont pas au gouvernement s'opposent de manière très violente à cette politique de neutralité qui est largement de la responsabilité du Roi. Les divergences sont alors très fortes entre l'opinion publique roumaine et la diplomatie royale, ce d'autant plus que la première ignore l'existence des traités secrets, du moins leur contenu véritable. Ceux des ministres à savoir à ce moment précis, et dont la plupart soutiendront la politique de Carol, sont Maiorescu, Sturdza, Carp et Take Ionescu. Il était nécessaire pour le Roi dans le cadre des traités secrets de mettre en place un gouvernement conservateur et germanophile pour continuer l'œuvre déjà commencée d'institution de la Roumanie en tant qu'arbitre des Balkans grâce au soutien de l'Allemagne.

Ainsi Carol persiste dans sa politique de neutralité : deux jours après sa nomination, le nouveau gouvernement est convoqué auprès du Roi pour prendre une décision quant à la Crise Balkanique. Carol maintient son refus de la mobilisation, mais demande à Take Ionescu de mettre en place les termes d'un traité sur les frontières de la Dobrodjea, en consultant les diplomates étrangers concernés et Ferdinand de Bulgarie. Si ce traité venait à être refusé, la mobilisation n'aurait toujours pas lieu, mais il faudrait alors aller demander de l'aide à l'Autriche et à la Russie pour faire pression sur la Bulgarie, et convaincre les Puissances de la nécessité d'appuyer les démarches roumaines. Le 26 octobre 1912, le Roi, Ionescu et Maiorescu se réunissent à Sinaia et décident que ce sera auprès de la Russie qu'il faudra chercher appui. La situation est délicate : Carol se méfie de la Russie, et l'opinion publique ainsi que des hommes politiques comme Bratianu demandent un engagement militaire. Il faut donc réussir à ne pas mobiliser, tout en faisant pression sur la Bulgarie par l'entremise de la Russie qui est un allié dangereux, avec toutefois la certitude que l'Allemagne s'occupera de la Roumanie en tant voulu.

En effet, le 7 novembre 1912, l'Empereur allemand fait informer Carol par Beldiman que la participation de la Roumanie à la future conférence de Londres a été soutenue. La neutralité sera donc peut-être récompensée malgré le mécontentement national causé. Le Roi demande alors à Ionescu de changer d'attitude et de déclarer la neutralité, qui est certes une neutralité conditionnelle. Ce dilemme, Carol l'exprime dans son Message du Trône du 26 novembre, où il exprime la tristesse que lui causent la Crise Balkanique et la crise interne que celle-ci provoque, et accepte de renforcer l'armée par de nouveaux crédits (150 millions de lei, payés grâce aux excédents). Au même moment, l'Autriche s'inquiète de voir la Russie et la France profiter de ce conflit avec son protégé pour se rapprocher de la Roumanie et envoie Franz Conrad von Hoetzendorf en visite officielle à la cour de Roumanie en novembre, pour rassurer le Roi sur son soutien dans les négociations avec la Bulgarie. Il vient aussi avec la proposition d'une convention militaire pour Averescu, dans l'éventualité d'une guerre contre la Russie, qui ne sera jamais signée. Carol assure alors être l'allié fidèle de l'Autriche-Hongrie, et rappelle qu'il est prêt à s'engager contre la Russie.

Pourtant la Russie envoie elle aussi ses émissaires, justement en réponse à la visite d'Hoetzendorf. Il lui faut faire un geste envers la Roumanie et spécifiquement envers Carol qui tient toujours les rênes de la politique extérieure et maintient des relations fidèles avec la Triple Alliance. Petersbourg envoie donc le Grand Duc Mihailović remettre à Carol le baton de Feldmaréchal, et lui conseille d'entretenir des relations amicales avec les Balkans, voire d'entrer dans la Confédération des Balkans, ce qui serait se mettre sous tutelle Russe et renoncer aux prétentions territoriales, ce qui est inacceptable.

Mais pendant ce temps la Bulgarie refuse toujours de céder. Le Roi trouve alors une idée pour accélérer les négociations : il envoie Mișu proposer à Danev un

soutien militaire à la Bulgarie contre la Turquie en échange de la révision des frontières qui apaiserait tant l'opinion roumaine. L'échec de cette démarche prouve à Carol que la Bulgarie restera intransigeante et qu'il faudra donc utiliser d'autres moyens de pression. Les négociations traînent, mais le Roi tient toujours à ne pas mobiliser, et dans sa fermeté il finit même par perdre un peu de son sang-froid face à Filipescu, qui défend corps et âme la mobilisation. Il confie alors à Marghiloman qu'il veut aboutir au plus vite à une entente avec la Bulgarie et qu'il en arrive même à envisager d'entrer dans la Confédération. Vienne doit donc réagir en soutenant les revendications roumaines, et propose ainsi le 6 décembre 1912 que le Royaume, comme l'avait proposé l'Allemagne, participe à la conférence de paix de Londres, et pousse Danev à partir lui-même à Bucarest pour trouver une solution. La visite de Danev est peu convaincante, et le Roi s'interroge sur la valeur des garanties promises s'il gardait la neutralité.

Dépêche de Blondel à Poincaré, 18 décembre 1912 :

« Des critiques ont été adressées au roi et au gouvernement pour n'avoir pas mobilisé dès le début de la guerre et ainsi obtenir des concessions territoriales en échange d'une neutralité bienveillante. Le Roi et le gouvernement sont de plus en plus à l'écoute des pro-mobilisations. Pour éviter une mobilisation de l'armée roumaine : céder aux rectifications territoriales. »³

Il s'avérera que la Roumanie ne pourra en fait pas faire partie de la Conférence des Ambassadeurs de Londres, mais que le Ministre de Roumanie sera informé de toutes les questions qui la touchent directement. Fin décembre 1912, les tensions sont croissantes au Parlement qui veut voter des crédits de guerre, ce contre quoi Carol a de plus en plus de mal à résister. En effet, la Bulgarie refuse une révision des frontières tant qu'un traité de paix n'a pas été signé, ce que refuse catégoriquement la Roumanie qui sait qu'ainsi la révision n'aurait plus lieu d'être. Carol demande alors à Mairescu d'informer la Russie que la Roumanie est prête à mobiliser, ce à quoi la Russie répond, à la demande de la Bulgarie, par un programme en quatre points pour régler le conflit avec la Bulgarie :

- autonomie ecclesiastique et scolaire des koutzo-valaques en Macédoine,
- démantèlement de Silistra,
- rectification de frontière par ligne droite,
- garantie d'obtenir la Dobrogea pour la Roumanie par la Bulgarie.

La Russie s'oppose à une occupation militaire maintenant que la Bulgarie a entamé des négociations, mais fait pression sur celle-ci pour mettre en place un semblant de négociation et demande à la France d'appuyer cette action modératrice.

Ces avancées ont de quoi rassurer le Roi alors que l'opinion publique s'indigne, et qu'on organise de nombreux meetings : on invite le Roi à partir lui-

³ Dépêche N°22, Affaires balkaniques : 1912-1914. De l'armistice de Tchataldja (3 décembre 1912) au traité de Bucarest (10 août 1913) / Ministère des affaires étrangères.

même à Sofia défendre les intérêts roumains. Face aux manifestations agressives de février 1913, les manifestants scandant « A Bas les Bulgares » devant le Palais Royal, Carol accepte la proposition russe de soumettre la question à une médiation par les Puissances. Voilà qui est bénéfique puisque Carol a repris les négociations avec Vienne, et renouvelé ses accords avec l'Autriche-Hongrie le 5 février 1913, ce qui confirme sa politique pro-Alliance. Cela ne signifie pas pour autant que Carol se plie à l'avis de Vienne.

LE BRAS DE FER

Face à une crise ministérielle approchante et menaçante, Carol doit agir auprès de Vienne pour s'assurer qu'aucun traité de paix ne sera signé par la Bulgarie tant que les intérêts de la Roumanie n'auront pas été défendus. Le Roi confie alors à Blondel, le représentant de la France, en février qu'il est très préoccupé par la situation interne en Roumanie, et qu'il craint l'état d'esprit de l'opinion roumaine⁴. Le 17 février Carol est informé que Bucarest doit contacter les Puissance pour mettre en place une médiation avec la Bulgarie. Il accepte tant que le problème n'est pas évoqué à Londres, ce qui signifie qu'il place sur un plan entièrement différent la Guerre et le conflit roumano-bulgare. De plus, quelques jours plus tard, Carol annonce que la Roumanie accepte une conciliation, c'est-à-dire qu'elle accepte la médiation des Puissances, mais refuse de se soumettre à une décision, si celle-ci ne lui convient pas. Cette première « affirmation » d'indépendance vis-à-vis des Puissances, est confirmée par un bras de fer entre Bucarest et Vienne. Le 5 février, Carol et Maiorescu décident de faire pression sur Vienne en refusant de ratifier les traités renouvelés le 5 février. Le Roi ne dénonce pas le traité, et souligne le fait qu'ils sont automatiquement renouvelés pour une durée de trois ans, mais il fait la tentative de pousser l'Autriche-Hongrie dans ses retranchements. Il me semble qu'il s'agit ici d'une tentative presque expérimentale plus que d'une réelle volonté d'engager un bras de fer perdu d'avance. Fürstenberg reçoit l'instruction de se montrer menaçant et de rappeler que l'Autriche-Hongrie pourrait aussi bien ne pas se montrer roumanophile. Quelques heures plus tard le traité est ratifié, mais Carol et son gouvernement ont prouvé qu'ils étaient prêts à braver les Puissances pour obtenir gain de cause, sans pour autant commettre l'erreur d'une rupture diplomatique. Carol finit par accepter la médiation des Puissances tant que celle-ci a lieu à St-Petersburg, et rappelle que dans une monarchie constitutionnelle, ne pas satisfaire l'opinion publique, c'est provoquer une crise ministérielle, et amener avec certitude au pouvoir un parti belliqueux bien moins prompt à écouter le Roi et les Puissances.

⁴ Dépêche N°100, Blondel à Jonnart, 6 février 1913, Affaires balkaniques : 1912-1914. De l'armistice de Tchataldja (3 décembre 1912) au traité de Bucarest (10 août 1913) / Ministère des affaires étrangères.

GAIN DE CAUSE

Face à une situation qui n'avance pas, la Russie décide d'envoyer un avertissement catégorique à la Bulgarie : cette fois il faudra accepter les décisions des Puissances. Le 4 avril 1913, la France, la Russie et l'Angleterre sont d'accord pour accorder Silistra mais pas pour les autres revendications, et demandent une indemnisation pour toute personne désirant quitter la ville de Silistra. Sazonov demande à l'Entente d'appuyer cette décision et d'adresser un avertissement catégorique à la Bulgarie.

L'Accord des six Ambassadeurs du 15 avril 1913 sera finalement le suivant: Silistra revient à la Roumanie, des indemnités seront versés à tous ceux désirant quitter la ville, il n'y aura aucune fortification bulgare sur la ligne allant du Danube à Turtucaia, les koutzo-valaques obtiennent l'autonomie ecclésiastique et scolaire. La signature de cet accord n'a lieu que le 9 mai.

LA DEUXIÈME GUERRE BALKANIQUE

Le traité de Saint-Pétersbourg ne satisfait pas pleinement l'opinion publique roumaine. En effet les élites s'impatientent et demandent qu'enfin une politique servant les « grands intérêts nationaux » soit mise en place. La Bulgarie reste bien trop puissante et menaçante, et l'Autriche-Hongrie garde toujours sous tutelle ses sujets roumains, tandis que la Serbie soutient, elle, la libération des slaves, notamment d'Autriche-Hongrie. Fragiliser la Bulgarie, c'est mettre l'Autriche-Hongrie dans une position difficile dans les Balkans. Et c'est cette politique qu'attendent les Roumains. La Roumanie n'a pas suivi les conseils de l'Autriche et a manifesté ouvertement sa sympathie envers la Serbie, qui s'en est assuré le concours. Le Roi refuse la guerre à moins que la Serbie y entre et ne se rangera pas contre elle.

Il est temps pour Carol de changer d'attitude quant à sa fidélité à l'Autriche, en tout cas dans sa politique balkanique. Vienne précise qu'elle devra intervenir, peut-être par les armes, dans le cas d'un conflit serbo-bulgare, mais le Roi reste sur ses positions. L'Autriche-Hongrie prévient alors qu'une intervention militaire violerait les accords roumano-autrichiens et créerait une opposition ouverte, mais Carol maintient son positionnement et répond qu'il agit bien là dans le cadre d'une politique d'équilibre et non de conflit.

Le Roi est décidé à agir en cas d'attaque de ses alliés par le gouvernement bulgare mais il retient l'appel des réservistes suite à l'intervention du Tsar auprès des belligérants, espérant une amélioration des relations dans la Péninsule qui éviterait à la Roumanie une intervention militaire. Mais les Bulgares, comme lors des négociations précédentes, refusent de changer de politique, et Carol, lui, veut cette fois, et peut cette fois, mener une politique énergique, voire guerrière. On

peut presque parler d'une seconde étape dans la stratégie de conquête du statut d'arbitre en Europe du Sud-Est.

Le Roi décide le 4 juin à la mobilisation. 15 juin, Bratianu propose au roi un mémoire demandant une action énergique en cas de modification de l'équilibre : cette fois il faut montrer aux pays de la Péninsule ainsi qu'aux Puissances que la Roumanie a une armée forte, une politique extérieure volontaire servant les intérêts roumains. Il est temps aussi de montrer que cette politique n'est pas l'œuvre d'un Royaume isolé, mais bien le fruit d'une politique de compromis et de loyauté envers l'Allemagne, de patience récompensée. L'attitude de la Roumanie a en effet été appréciée en Allemagne, et Jagow, désormais Ministre des Affaires Etrangères déclare le 26 juin que le seul point d'appui dans le chaos balkanique est la Roumanie : Berlin soutiendra donc Bucarest.

La proposition de la Bulgarie de redéfinir les frontières contre le retrait de l'armée roumaine est rejetée. En ce juillet 1913, il est temps de réagir enfin et de mettre les Puissances au courant des décisions d'engager l'armée en Bulgarie, si ce n'est à contribution. Le gouvernement roumain demande ainsi à la Russie si elle pourra se ravitailler en munitions auprès de l'Empire. La Russie se déclare à cette occasion prête à soutenir la Roumanie contre la Bulgarie, ce qui aurait permis d'affaiblir la Bulgarie sans trop s'investir, et ainsi de faire un pied de nez à l'Autriche-Hongrie. Une fois encore, et malgré l'inimitié de Carol pour la Russie, et sa méfiance envers le panslavisme, la collaboration s'avère fructueuse à chaque fois que les intérêts de l'Autriche-Hongrie sont touchés, alors qu'elle reste l'alliée obligatoire de la Roumanie. Entre Berlin et Saint-Pétersbourg, la halte obligatoire reste Vienne.

Le 3 juillet est déclarée la mobilisation générale, le 10 juillet déclaration de guerre.

Cela ne signifie pas que Carol accepte entièrement la situation, et soit en parfait accord avec une intervention armée. Le Roi dit ainsi à Blondel, le 6 juillet 1913, que l'armée roumaine pourrait être contenue si les Puissances pouvaient imposer leur volonté aux Etats balkaniques. C'est un appel de détresse, presque une provocation, de la part de Carol qui incite les Puissances à agir et à prendre leurs responsabilités dans ce conflit intra-balkanique ou bien c'est la Roumanie qui devra intervenir et servir seule ses propres intérêts, mais comme elle l'entend.

La Roumanie est alors prête à engager ses troupes sur Sofia, avec la quasi-certitude de pouvoir gagner sans combattre. Or une action militaire contre la Bulgarie impliquerait un engagement des troupes autrichiennes : on est donc très près du déclenchement du système d'alliance qui révèle ainsi sa dangerosité, ce dont le Roi est conscient et qu'il a cherché à tout prix à éviter. Il décide donc, avec le gouvernement roumain d'envoyer l'armée, mais de ne pas profiter de la situation, d'agir comme « régulateur ».

Le 13 juillet 1913, les troupes roumaines enfin engagées passent le Danube. Là encore, malgré l'évidente supériorité roumaine, Carol donne des assurances que

les exigences roumaines ne seront pas augmentées : la Roumanie se pose véritablement comme un pays raisonnable, contrairement à la Bulgarie, le garant d'un ordre bien défini appliquant une politique d'équilibre et non de conquête. Cette politique est un succès, les troupes roumaines pénètrent facilement en Bulgarie jusqu'à Sofia, et le roi Ferdinand envoie un télégramme personnel à Carol pour protester de sa volonté de conclure enfin un accord. Carol prend alors les devants sur les futures négociations de paix en envoyant le 24 juillet 1913, un télégramme aux rois de Grèce, Serbie, Monténégro, prévenant qu'il ne faut pas ébranler l'équilibre européen et rendre la Bulgarie trop exsangue. La Roumanie s'engage alors à soutenir la Bulgarie face aux autres pays.

Le Premier Ministre grec Venizélos alors lui-même à Bucarest et signifie au Roi son intransigeance quant à Cavala : il fait donc appel à lui comme régulateur et comme arbitre potentiel pour la conférence de paix à venir. Or Carol est bien obligé de soutenir la Grèce, car ce sont là les vives recommandations allemandes au gouvernement roumain. Ce rôle d'arbitre est donc encore sous influence allemande. Comme promis par l'Allemagne, le cas de la Roumanie a bien été pris en compte et la récompense à la hauteur des efforts fournis. Le désir de Carol et du gouvernement d'obtenir une place de choix dans la diplomatie balkanique aboutit enfin à une consécration : la Conférence de Paix aura lieu à Bucarest, et sera présidée par le Premier Ministre roumain Titu Maiorescu. Carol est reconnaissant au soutien allemand et fera publier un télégramme de remerciement au Kaiser, le 29 et 30 juillet 1913 dans respectivement « Universul » et « Conservatorul ». L'arrivée des délégations dans la capitale à lieu le 30 Juillet, et la position avantageuse de la Roumanie dans ces négociations, en tant qu'hôte et arbitre, permet au gouvernement d'obtenir rapidement satisfaction sur les territoires convoités sans laisser la Grèce ou la Serbie affaiblir excessivement la Bulgarie, évitant que celle-ci ne cherche ensuite un autre territoire d'expansion. Le 10 août 1913 le Traité est signé sous le nom de traité de Bucarest et conclue la Conférence de Paix, mettant fin à la Deuxième Guerre des Balkans. L'Allemagne garantit alors la non-révision du traité, mais malgré le chemin parcouru par la Roumanie en politique extérieure et en prestige, pour Carol il ne s'agit, en politique régionale, que d'une paix armée.

CONCLUSION

Le roi Carol au milieu d'une crise certe extérieure mais qui a des implications internes graves, joue ici la phase postindépendance de sa politique extérieure. Ayant connaissance de nombreux éléments qui restent secrets, il lui faut manœuvrer entre l'opinion publique roumaine et les objectifs de son gouvernement germanophile. On peut distinguer deux phases correspondant aux deux conflits balkaniques, révélant une grande réactivité du Roi, bien entendu piloté de loin par

l'Allemagne. Première étape : retenir la réaction roumaine, ne pas intervenir mais profiter du conflit balkanique pour obtenir, en douceur, des avantages territoriaux, tout en faisant preuve de bonne foi vis-à-vis de toutes les Puissances. La deuxième étape, alors que les Balkans entrent dans une deuxième guerre interne cette fois, est d'intervenir et de faire une démonstration rapide et efficace de la force militaire de la Roumanie, sans pour autant transformer l'action militaire en invasion. La pari est réussi, l'Allemagne a tenu ses promesses, Carol a tenu bon, et s'est imposé comme l'homme fort des Balkans, un souverain puissant mais modéré, loyal aux Puissance Centrales mais pas soumis.

On peut pour conclure, citer cette phrase de Hanotaux⁵, qui résume bien le processus mis en place par Carol I^{er} et son gouvernement lors de cette période mouvementée : « La Roumanie a commencé cette histoire : étant l'aînée, elle peut bien devenir la tutrice. »

BCU Cluj / Central University Library Cluj

⁵ *Études diplomatiques. 2^e série. La guerre des Balkans et l'Europe, 1912-1913* (1914), p. 370.

LA FRANCE ET LA ROUMANIE DANS LA CRISE DE JUILLET 1914

JEAN-NOËL GRANDHOMME

(Strasbourg)

Le 28 juin 1914 l'organisation serbe bosniaque la Main Noire fait assassiner à Sarajevo l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand de Habsbourg, et son épouse, la duchesse de Hohenberg, amis proches de Carol I^{er} de Hohenzollern-Sigmaringen, roi de Roumanie. « Les terribles nouvelles de la tragédie de Sarajevo ont été reçues ici avec un regret et une indignation profondes », constate dans un câble envoyé à Sir Edward Grey, secrétaire du *Foreign Office*, Aretas Akers-Douglas, 1^{er} secrétaire de la légation de Grande-Bretagne à Bucarest, et « ont causé un choc au roi Carol »¹. Le baron Fasciotti, qui représente l'Italie à Bucarest, abonde dans le même sens : « La mort de l'archiduc François-Ferdinand, câble-t-il à son ministre, Antonio di San Giuliano, doit être considérée comme un événement qui aggrave la position de l'Autriche-Hongrie, qui n'est déjà pas bonne en Roumanie, ce dont M. (Ion I. C.) Brătianu (président du Conseil arrivé au pouvoir en janvier) n'a pas manqué de se montrer, avec moi, très préoccupé. »² Or, Roumanie, Autriche-Hongrie, Italie et Allemagne sont membres de la Triple, théoriquement appelées à combattre côte à côte en cas de guerre. Afin de comprendre la position finale de la Roumanie en août 1914 il est nécessaire de revenir sur la genèse et l'histoire de cette alliance.

LA ROUMANIE DANS LA TRIPLICE

Au lendemain du Congrès de Berlin, en 1878, qui a vu la reconnaissance par les puissances de l'indépendance de la Roumanie, le prince Carol et son président du Conseil, le libéral Ion C. Brătianu, effectuent un rapide tour d'horizon. Après le « rapt » de la Bessarabie, une des conséquences annexes du Congrès, il ne peut plus être question d'aucun accord sincère avec la Russie. Il n'est guère possible non plus d'envisager sérieusement une alliance avec la France, trop lointaine et très isolée depuis la défaite de 1871. D'ailleurs, la forme de gouvernement qu'elle a adoptée, la République, inquiète encore beaucoup de dirigeants européens. Le

¹ G. P. Gooch, *British Documents on the Origins of the War*, Londres, 1927, p. 23.

² *I Documenti diplomatici italiani* (DDI), Quarta serie, vol. 12, p. 119.

poinds des liens affectifs qui unissent les deux pays n'est pas suffisant. Il l'est d'autant moins qu'un fort pôle d'attraction est créé en Europe centrale avec la conclusion de l'alliance austro-allemande, consacrée par un traité secret signé à Vienne le 7 octobre 1879. L'édifice est encore consolidé lorsque, le 28 juin 1881, la Serbie du prince Milan Obrenovitch se lie à l'Empire des Habsbourg (avec pour prix de cet accord le droit de s'ériger en royaume le 6 mars 1882, ce qui ne l'empêche pas pour autant de faire figure de vassal de son puissant voisin). Enfin, le 20 mai de la même année, l'Italie rejoint également, mais cette fois sur un pied d'égalité – au moins théorique –, l'alliance austro-allemande, que l'on désigne désormais sous le nom de Triple Alliance ou Triplice.

Les diplomates roumains aimeraient imiter l'exemple de leur « sœur latine ». La sympathie profonde du prince Carol pour son Allemagne natale, le vif ressentiment de tous à l'égard de la Russie et l'absence de la France les conduisent à tourner leurs regards vers les Empires centraux. Cette option implique le sacrifice de la Transylvanie sous domination hongroise et de la Bucovine autrichienne, mais laisse intactes, et peut même favoriser, les revendications roumaines du côté de la Bessarabie. Pourtant l'Allemagne se montre difficile à convaincre. Bismarck ne cesse de s'emporter contre les « Moldo-Valaques », qui rechignent à accorder des droits civiques aux juifs, et regrette publiquement qu'ils « ne (soient) pas à sa portée pour leur administrer la bonne correction qu'ils mérit(ent) »³. Dans cet esprit, le chancelier allemand s'emploie en juin 1880 à obtenir une rectification des frontières de la Dobroudja roumaine au profit de la Bulgarie, irritant l'opinion à Bucarest. C'est l'intérêt qui finit pourtant par le décider à examiner d'un œil plus favorable les demandes du roi Carol. L'Allemagne envisage en effet une percée économique et politique en direction de l'Empire ottoman. Elle se rend compte qu'une alliance avec la Roumanie, qui vient d'être érigée en royaume (le 14 mars 1881) et de se doter d'institutions stables, ne peut que servir ses desseins. C'est ainsi que Bismarck soutient les prétentions de Carol I^{er} au cours des très longues négociations au sujet de la liberté de navigation sur le Danube, et qu'il est l'artisan de la signature du traité de Londres entre l'Autriche et la Roumanie, le 10 mars 1883.

Un voyage étant prévu à Vienne, le souverain roumain en profite pour y réitérer sa demande de vive voix. Au même moment Bismarck fait savoir à Gustav Kálnoky, ministre des Affaires étrangères de la Double Monarchie, qu'il verrait d'un bon œil une extension de « l'Alliance pour la paix » austro-italo-allemande « à l'Est, pour inclure la Roumanie »⁴. « La diriger dans des voies assurées, tel est le but », ajoute-t-il dans une note du 19 août⁵. Le 8 septembre Brătianu rencontre Bismarck à Gastein. Les deux hommes ne s'apprécient guère et leur horizon culturel semble diamétralement opposé. « Il me déplait (...), écrit le junker

³ R. W. Seton Watson, *Histoire des Roumains*, Paris, 1937, p. 391.

⁴ *Id.*, p. 402.

⁵ H. Hauser, *Histoire diplomatique de l'Europe*, Paris, 1929, vol. 1, p. 203.

prussien, que Brătianu aille d'abord d'Aix à Paris (...) pour y faire éduquer son fils. Ce seul fait est en soi caractéristique. À Vienne, l'on sait peut-être de façon plus précise dans quelle mesure Brătianu se trouve sous l'influence de (Constantin A.) Rosetti, le président de la Chambre, dont les sympathies françaises et l'intimité avec les partis les plus rouges de France ne font aucun doute.»⁶ Brătianu, dont l'éducation est purement française et quarante-huitarde, en effet, ne s'apprête pas non plus à rencontrer de gaieté de cœur le fossoyeur de la grandeur d'une nation amie. Néanmoins le pragmatisme l'emporte. Dans le compte rendu que Bismarck envoie à Carol I^{er}, « l'honnête courtier de l'Europe » passe à l'étape suivante, orientant le roi vers Vienne : « J'ai parlé sans réserves avec (Brătianu), écrit-il, de nos intérêts concernant la paix et la défense, que partage l'Autriche, et je crois qu'il m'a compris... »⁷. Le président du Conseil roumain est obligé d'en passer par les conditions allemandes. Il a bien fait remarquer que l'Alliance a promis à l'Italie la Corse et Nice, voire davantage, en cas d'intervention contre la France, mais il n'a obtenu pour son pays aucune promesse concernant la Bessarabie.

Le 30 octobre 1883 le traité liant la Roumanie à l'Autriche-Hongrie est signé à Vienne par Kálnoky et Dimitrie A. Sturdza, les deux ministres des Affaires étrangères. La garantie allemande satisfait les Roumains, toujours très méfiants à l'égard des Hongrois. À la suite de négociations menées entre Petre P. Carp, membre influent du parti conservateur, ministre des Affaires étrangères, et le président du Conseil francophobe Francesco Crispi, l'Italie accède elle aussi au traité en 1888. Le roi Humbert I^{er} s'engage à fournir 40 000 hommes à la Roumanie en cas de guerre, tant l'éventualité d'une collaboration entre Roumains et Hongrois sur le terrain paraît irréaliste. L'alliance est loin, en effet, d'avoir réglé tous les problèmes. Une âpre guerre douanière oppose la Roumanie à la Hongrie de 1886 à 1893, avant de se conclure par un accord, péniblement renouvelé en 1906. « Singulière situation, dit le baron Beyens, ministre de Belgique à Bucarest de 1898 à 1908, que celle de ces deux voisins, appelés peut-être à mêler leur sang sur les champs de bataille, et qui n'arrivaient pas à vivre en bonne intelligence en pratiquant des échanges réguliers, parce que le plus fort prétendait tenir le plus faible sous sa dépendance et lui interdire de développer son agriculture et son industrie »⁸.

Les diplomates en poste à Bucarest ont bien remarqué les manœuvres de l'automne de 1883, mais sans en soupçonner l'importance. « Selon l'avis formel de mon collègue de Russie », écrit à l'époque le ministre de France, le baron de Ring, « il est fort douteux que l'on soit sorti des généralités et que les pourparlers que M. Brătianu a été chargé d'avoir avec le prince de Bismarck et le comte Kálnoky aient

⁶ O. von Bismarck, *Große Politik*, vol. 3, p. 267–268, cité par G. I. Brătianu, *Bismarck und Ion C. Brătianu*, Iéna, 1939, p. 6.

⁷ L. Cialdea, *La Politica estera della Romania*, Bologne, 1933, p. 170.

⁸ Baron Beyens, *L'Avenir des petits États*, Bruxelles, 1919, p. 73.

abouti à un traité. »⁹ Au cours des années qui suivent, Carol I^{er} fait pourtant construire des fortifications face à la Bessarabie, à Focșani, Galați et Nămolosa, alors que l'Autriche-Hongrie baisse sa garde sur sa frontière et n'y laisse que quelques troupes insignifiantes, destinées simplement à duper les étrangers - avec succès de toute évidence ! Dans son propre pays aussi le roi réussit à maintenir le secret le plus absolu. Comme le note quelques années plus tard un autre ministre de France, Gustave de Coutouly : « Tout le monde a Bucarest est persuadé que le gouvernement roumain n'est lié par un traité politique et militaire ni avec l'Allemagne ni avec l'Autriche-Hongrie »¹⁰.

DE L'UTILITÉ DE LA DIPLOMATIE SECRÈTE

Cependant, si le 9 février 1889 l'alliance austro-serbe est reconduite sans difficulté¹¹, il n'en va pas aussi facilement avec la Roumanie. En 1888 le pays a connu une grave crise politique, qui a entraîné la chute de Brătianu. L'arrivée au pouvoir du nouveau personnel politique conservateur en janvier 1889 met dans l'embarras un souverain habitué à travailler avec les libéraux et la politique extérieure s'en ressent quelque peu. À la Chambre des orateurs demandent une déclaration de neutralité absolue de la part de la Roumanie, car la politique germanophile du roi inquiète. Le roi hésite à faire des révélations, malgré l'urgence du renouvellement, car il éprouve des difficultés à avouer à ses ministres subalternes qu'il les a bernés durant des années. En 1888 la légation de France n'a-t-elle pas encore résonné des protestations de bonne foi de Brătianu ? « Je vous déclare de nouveau sur l'honneur que nous sommes libres de tout engagement politique avec l'Allemagne et que, du jour au lendemain, nous pouvons, si notre intérêt l'exige, nous rallier à toute autre puissance sans encourir le reproche d'avoir violé aucun pacte quelconque »¹².

De fait, seules cinq personnes connaissent l'existence du traité : Carol I^{er}, Dimitrie A. Sturdza, le diplomate Alexandru Beldiman, Ion C. Brătianu et plus tard son frère Dimitrie C. (éphémère président du Conseil en 1891). Le roi désire par-dessus tout éviter des fuites, qui conduiraient à des manifestations. L'opinion est en effet très remontée contre les Hongrois, dont la politique de magyarisation en Transylvanie s'accroît. La tentative de médiation allemande fait long feu. Le chancelier Caprivi ne peut obtenir que Kálnoky condamne la politique menée par Budapest – l'équilibre austro-hongrois est trop fragile. Le chef de la diplomatie habsbourgeoise se contente de bonnes paroles qui n'engagent à rien : « Les Magyars sont souvent plus influencés par une passion à courte vue que par des

⁹ C. Durandin, *La Politique française et les Roumains*, Thèse, Paris III, 1980, p. 960.

¹⁰ *Id.*

¹¹ A. F. Pšibram, *Die politischen Geheimverträge Österreichs-Ungarns*, Vienne, 1920, p. 57.

¹² Durandin, *op. cit.*, p. 960.

considérations à longue échéance. Heureusement, comme ils sont quelque peu asiatiques, ils tombent dans une activité léthargique aussi vite qu'ils bouillonnent. » Et Kálnoky rejette la faute sur la partie alliée, invoquant les prétextes les plus invraisemblables pour expliquer le peu d'empressement du roi de Roumanie, notamment l'influence de la reine, Élisabeth de Wied, qui « n'est pas bien disposée envers sa patrie allemande »¹³.

Ces déclarations ne sont que le symptôme d'un malaise ressenti à Vienne comme à Bucarest. Il ne s'agit pas de forcer la main à Carol I^{er}, de peur de le voir se rapprocher de la Russie, au moment où la France, mettant à profit la chute de Bismarck l'année précédente, conclut une alliance politique avec le tsar (août 1891). Les chancelleries concernées croient respirer au mois d'octobre suivant, lorsque le roi de Roumanie donne verbalement son accord à la reconduction de l'alliance. Mais la confirmation officielle tarde à venir. La dernière difficulté est technique : il est impossible, selon la constitution roumaine, de prolonger automatiquement le traité de trois ans sans la contre-signature d'un ministre. Aussi, le 18 mars 1892, Carol I^{er} se décide-t-il enfin à mettre dans la confiance Alexandru Lahovari, nouveau titulaire du portefeuille des Affaires étrangères, puis en mai le chef du gouvernement, le vieux Lăscar Catargiu. La décision de principe qui doit conduire à la reconduction de l'accord n'empêche pas le roi de manifester son mécontentement. En juin, lors d'une entrevue avec Berhardt von Bülow, ministre d'Allemagne à Bucarest, il critique vertement la politique magyare en Transylvanie, déclarant que « s'il s'agissait d'un traité purement austro-roumain (...), il n'y aurait pas un Roumain pour le signer ». « C'est l'accession future de l'Allemagne qui rend le traité possible, précise-t-il, et qui, lui donne, à mes yeux, comme aux yeux de mes ministres, sa vraie valeur »¹⁴.

Le traité austro-roumain est finalement renouvelé le 25 juillet 1892 par Agenor Maria Gołuchowski, ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest, et Lahovari. L'Allemagne y accède le 23 novembre et l'Italie le 28¹⁵. Deux autres hommes politiques roumains, Carp et Ion L. Calinderu, sont mis dans le secret. Ainsi le roi peut-il se prévaloir de l'agrément des chefs des principaux partis. Mais l'alliance ne peut subsister, il faut le noter, que cachée à l'opinion publique, comme honteuse. Elle est donc, à coup sûr, fragile, et en quelque sorte viciée dès le principe, à la merci des circonstances.

Les observateurs étrangers ont toujours, à cette époque, beaucoup de mal à voir clair dans le jeu de Carol I^{er}. Le gouvernement roumain, constate en 1894 le capitaine de Sailly, attaché militaire français à Vienne, Belgrade et Bucarest, s'abstient de toute condamnation formelle de la politique hongroise dans l'affaire du *Memorandum*, qui implique des Roumains de Transylvanie, tout en tolérant sur

¹³ Seton Watson, *op. cit.*, p. 416.

¹⁴ Hauser, *op. cit.*, vol. 2, p. 297.

¹⁵ U. Haupt, *Die rumänischen Politik Deutschlands und Österreichs-Ungarns*, Würzburg, 1976, p. 34-37.

son sol toutes les démonstrations anti-magyares. L'officier français en tire, en accord avec la plupart de ses collègues, la conclusion qu'aucun engagement n'a encore été pris vis-à-vis de la Triplice, affirmant que « la Roumanie entend réserver, jusqu'à un certain point, sa liberté d'action ». De Saily croit même savoir que deux plans défensifs opposés seraient à l'étude : « Si elle est violée par la Russie, éventualité qu'elle redoute par-dessus tout, l'armée roumaine essaiera de résister sur la ligne fortifiée du Siret. Si l'Autriche prétend lui forcer la main, le camp retranché de Bucarest devra jouer le même rôle »¹⁶.

Dans les faits, la deuxième éventualité n'est absolument pas envisagée par le gouvernement roumain. Le 30 septembre 1896 le second prolongement du traité par Gołuchowski, devenu ministre des Affaires étrangères, et Sturdza prend plutôt l'allure d'une formalité. L'Allemagne y accède le 7 mai 1899 et l'Italie le 5 juin¹⁷. Une troisième reconduction du traité avec l'Autriche-Hongrie (le 17 avril 1902), avec l'Allemagne (le 25 avril) et avec l'Italie (le 12 décembre)¹⁸ ne suscite pas davantage de difficultés. Pourtant la Roumanie n'a reçu qu'un soutien mitigé de la part de ses alliés lors de la crise qui l'a opposée à la Bulgarie à propos des Macédo-Roumains au cours des années 1897 à 1900, ce qui a, une fois de plus, remonté l'opinion contre les Habsbourg. Le décalage entre les positions autrichienne et roumaine éclate à nouveau lors du coup de froid entre la Sublime Porte et Bucarest, entre 1905 et 1907, et surtout lors de la crise bosniaque de 1908. À la suite de ces incidents « le courant d'opinion roumain contre la Double Monarchie gagnera en ampleur constamment », constate un historien¹⁹. Or, les observateurs, comme le ministre de France Camille Blondel²⁰ en 1912, constatent le poids croissant qu'exerce l'opinion publique sur la conduite de la politique roumaine²¹.

Aiguisée par la politique intransigeante de la Hongrie, la question de Transylvanie, véritable socle du ressentiment roumain, ne cesse donc de gagner en importance, jusqu'à exaspérer les esprits à Bucarest, à mesure que la question de la Bessarabie s'estompe avec le temps. Et c'est dans ce contexte qu'un premier orage éclate dans le ciel des Balkans.

LES GUERRES BALKANIQUES ET LEURS CONSÉQUENCES

En octobre 1912, profitant de la guerre italo-turque et inspirés par la Russie,

¹⁶ Service historique de la Défense (SHD) (Terre), Vincennes, 7 N 1452, Attaché militaire en Roumanie au Ministère de la Guerre, 18/ 30 avril 1894.

¹⁷ Příbram, *op. cit.*, p. 72-77.

¹⁸ *Id.*, pp. 85-89.

¹⁹ V. Vesa, *Les Relations politiques roumano-françaises*, Bucarest, 1986, p. 32.

²⁰ En poste à Bucarest du 7 mai 1907 au 13 mai 1916, Blondel est l'un des principaux acteurs du rapprochement franco-roumain à la veille de la Grande Guerre, puis de l'intervention de la Roumanie aux côtés de l'Entente.

²¹ Durandin, *op. cit.*, p. 62.

les États chrétiens des Balkans – Grèce, Monténégro, Serbie et Bulgarie – décident de donner l'estocade à la Turquie d'Europe. Le gouvernement roumain, dirigé par Titu Maiorescu, conserve une neutralité absolue dans ce conflit, avertissant néanmoins Sofia que si « des changements territoriaux devaient se produire dans les Balkans, la Roumanie aurait son mot à dire »²². Dans les faits, il autorise des centaines de volontaires à rejoindre Plevna, où ils s'engagent dans l'armée bulgare²³. Les combats tournent très rapidement à l'avantage de la Ligue balkanique et les troupes ottomanes sont partout écrasées. La guerre, comme toujours, permet de tester de nouveaux armements et de nouvelles tactiques de combat. La faillite de la méthode allemande est patente. « Nous autres Allemands, peut-on lire dans les *Leipziger Neueste Nachrichten*, ne songeons pas sans amertume que c'est nous qui avons formé l'armée turque et que sa défaite n'est pas destinée à accroître notre réputation militaire »²⁴. Effectivement, l'armée du sultan, imbue de principes germaniques et équipée de canons *Krupp*, a été surclassée par l'artillerie de fabrication française des Serbes, des Bulgares et des Grecs. Le roi Carol ne manque d'ailleurs pas de tirer les enseignements de cet état de fait, orientant le ministre de la Guerre, le général Ion Argetoianu, en direction du Creusot et de Saint-Chamond²⁵.

Le traité de Londres, signé le 30 mai 1913, ne laisse à l'Empire ottoman qu'une parcelle symbolique de territoire en Europe, en Thrace. Les Roumains, absents de la chasse au janissaire, entendent tout de même profiter de la curée. Ils réclament la région de Silistra au sud de la Dobroudja – le Quadrilatère –, ce qui embarrasse fort la diplomatie viennoise. Le choix s'avère difficile en effet. Le général Conrad von Hötzendorf, chef d'état-major général des armées austro-hongroises, voit difficilement « comment la Monarchie sortirait de ce dilemme : l'Autriche ne peut pas marcher contre la Bulgarie (...) avec la Serbie ; mais elle ne peut pas marcher contre la Roumanie (...) avec la Bulgarie ». Et l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, Heinrich von Tschirschky und Bögendorf, met le chef de la diplomatie austro-hongroise en garde contre les dangers d'une politique qui consisterait à vouloir « chasser deux lièvres » à la fois. À ce jeu là, on risque fort de n'en rapporter aucun²⁶. Au cours des discussions internationales qui se tiennent à Saint-Pétersbourg du 30 mars au 3 mai 1913, la Roumanie n'obtient qu'une « aumône », selon le mot de Carp : la ville de Silistra, avec une périphérie de trois kilomètres. L'opinion, en Roumanie, mais aussi en Bulgarie – pour des raisons inverses, bien entendu – se montre fort mécontente de la décision. Une partie de la presse, à Sofia, réclame l'annexion de toute la Dobroudja.

²² C. Kirîtescu, *La Roumanie dans la Guerre mondiale*, Paris, 1934, p. 39.

²³ «L'Est Républicain», 4 octobre 1912.

²⁴ *Id.*, 31 octobre 1912.

²⁵ SHD (Marine), SS Xj 1, Capitaine de frégate de Belloy, *Relation pour servir à l'histoire de la mission navale française en Roumanie 1916–1919*, s.d., p. 4–5.

²⁶ Hauser, *op. cit.*, vol. 2, p. 257.

Si l'alliance avec l'Autriche a bien été reconduite, une fois encore, le 5 février 1913, le diplomate hongrois Ladislas de Hoyos, de passage à Bucarest après l'affaire du Quadrilatère, ne peut que constater combien « les militaires désirent la guerre avec l'Autriche-Hongrie »²⁷. Dès cette époque, le général Conrad von Hötzendorf considère que la Roumanie est irrémédiablement perdue pour la Triplice²⁸.

Lorsque, le roi Ferdinand de Bulgarie, qui convoite la Macédoine dans son intégralité, entre en guerre contre la Grèce et la Serbie le 29 juin, une foule surexcitée hurle à Bucarest des slogans hostiles à l'Autriche, considérée comme l'inspiratrice de la « trahison bulgare » et acclame Carol I^{er}, dont elle attend une intervention armée. Le 2 juillet des activistes manifestent devant les légations de Serbie et de France leur sympathie à la cause des pays agressés. Le lendemain, au soir, Titu Maiorescu quitte le Palais royal porteur du décret de mobilisation, sous les acclamations du peuple qui crie : « Vive le roi ! Vive la Russie ! Vive la France ! »²⁹ Les réservistes se rendent à l'appel des armes avec enthousiasme, constate l'attaché militaire près la légation de France³⁰.

L'armée roumaine, qui pénètre en Bulgarie après avoir reçu l'assurance de la neutralité russe, ne rencontre que des éléments totalement démoralisés. Un seul accrochage, à Ferdinandowo, tourne à l'avantage des troupes de Carol I^{er}, « ouvrier de la onzième heure »³¹. « La campagne de Bulgarie avait été, en fait, commente l'historien et homme politique Nicolae Iorga, avec l'emphase qui le caractérise, le premier chapitre de la guerre contre l'Autriche-Hongrie. (...) Le sentiment national était si fort sur ce point que, sur les wagons qui emmenaient les soldats vers ce qui aurait pu être une guerre sérieuse (car personne n'était en état de prévoir qu'une armée aussi énergique, allant jusqu'à l'héroïsme le plus sauvage, comme l'était l'armée bulgare, se dissoudrait d'elle même), on voyait écrit à la craie, par des mains gauches de paysans, le nom sacré de cette Transylvanie désirée, qui était donc entrée dans la conscience populaire elle-même. »³² Le 10 juillet, le roi Ferdinand demande la paix.

Par le traité de Bucarest, signé le 10 août, la Roumanie obtient le Quadrilatère. Ce territoire de 8 340 km² situé au sud du Danube, compte alors 302 000 habitants, en très grande majorité bulgares, ce qui n'empêche pas les Roumains de considérer cette région comme faisant partie de leur Dobroudja. La France, la Russie, et même l'Allemagne, ont soutenu les prétentions de Titu Maiorescu. Carol I^{er} félicite d'ailleurs Guillaume II à l'issue de la crise : « Grâce à

²⁷ Kirițescu, *op. cit.*, p. 43.

²⁸ J. Nouzille, *La Question des nationalités dans l'Empire des Habsbourg. Les Roumains*, in « Études danubiennes », 1^{er} semestre 1996, vol. 12, 1, p. 105.

²⁹ Colonel de Dreyer, *La Dérâcle bulgare*, Paris, 1916, p. 140-141.

³⁰ SHD (T), 7 N 1456, Attaché militaire au Ministère de la Guerre, 26/ 9 juillet 1913.

³¹ SHD (M), Belloy, *op. cit.*, p. 4.

³² N. Iorga, *Histoire des Roumains*, Bucarest, 1945, vol. 10, p. 391-392.

toi, la paix restera définitive » – un avis loin d’être partagé par les Bulgares. En 1915 un journal de Sofia, *L’Opinion libre*, se fit l’écho du sentiment général : si « le partage de la Macédoine entre Grecs et Serbes créa une Pologne balkanique, l’annexion de la Dobroudja par la Roumanie (donna le jour à) une Alsace balkanique »³³. Quelques mois plus tard, le général Berthelot, chef de la mission militaire française envoyée en Roumanie en octobre 1916, constata lui aussi les effets pervers de la victoire de 1913 : « Je crains fort que cette guerre, contre un ennemi déjà vaincu, n’ait été une mauvaise école pour l’armée roumaine, en laissant méconnaître la nécessité de la bataille et affaiblir l’idée de sacrifice. »³⁴

Si l’attitude de la Russie est de nature à atténuer les ressentiments passés, l’Autriche-Hongrie, plutôt favorable à la Bulgarie, s’est définitivement attirée la haine de l’opinion roumaine. Le roi Carol préfère d’ailleurs avertir le ministre de l’empereur François-Joseph à Bucarest que « dans l’état actuel des choses, la Roumanie ne pourrait, dans l’éventualité d’une guerre, marcher avec la Monarchie ». Et il déclare à l’ambassadeur d’Allemagne qu’il « ne suffit pas qu’il y ait des traités », mais qu’il « faut encore qu’ils soient populaires »³⁵.

Pour tenter de renouer les liens rompus, Vienne désigne en novembre comme nouveau ministre à Bucarest Ottókar Czernin, un proche de l’archiduc héritier François-Ferdinand, connu comme magyarophile. Venu présenter ses lettres de créances à Carol I^{er}, le diplomate doit subir un véritable réquisitoire contre la politique du gouvernement hongrois à l’égard de la minorité roumaine. Lors d’une seconde entrevue, le roi réaffirme qu’il ne peut imaginer une participation de l’armée roumaine à une guerre au côté de la Hongrie, tout en excluant formellement l’hypothèse d’un retournement d’alliance. « Le traité n’est qu’un simple bout de papier, écrit au début de l’année 1914 un Czernin désabusé. La Roumanie ne se joindrait pas à la Monarchie en cas de guerre. La relation actuelle est la pire concevable, car elle nous lie, mais ne nous est d’aucun secours »³⁶. « Nous sommes ici sur le point de glisser, à une vitesse effrayante, sur un plan incliné... », télégraphie-t-il au ministre des Affaires étrangères de la Double Monarchie, le comte Berchtold, le 11 mars, avant de prédire, déjà, « un désastre incalculable à la douzième heure »³⁷.

Preuve de l’extrême préoccupation du gouvernement de Vienne : le marquis Pallavicini, ambassadeur à Constantinople, est dépêché peu après à Bucarest « pour voir si la liaison avec la Roumanie (tient) encore ». Cet aristocrate hongrois fait la tournée des personnalités et lance l’idée d’une guerre préventive contre la Serbie. Mais le roi lui fait savoir sans ambages « que la Roumanie (tient) profondément à

³³ Colonel Bujac, *La Roumanie*, Paris, 1916, p. 27–29.

³⁴ G. E. Torrey, *General Henri Berthelot and Romania*, New-York, 1987, p. 18 (*Journal de Berthelot, 11 novembre 1916*).

³⁵ B. E. Schmitt, *Comment vint la Guerre*, Paris, 1932, vol. 2, p. 135.

³⁶ Gooch, *op. cit.*, vol. 2, p. 430.

³⁷ Schmitt, *op. cit.*, vol. 2, p. 135.

la paix, et qu'elle (sera) contre tous ceux qui provoquer(ont) (la guerre) »³⁸. Dans un entretien avec Take Ionescu, une des figures francophiles du parti conservateur, l'envoyé extraordinaire laisse alors planer la menace d'une alliance en bonne et due forme avec la Bulgarie. Son interlocuteur, excédé, lui réplique : « Rien n'est plus insupportable que de s'entendre demander à chaque instant : "M'aimes-tu ?" et la presse autrichienne ne fait que cela », avant de préciser : « Cette faute de goût a fini par nous embêter »³⁹.

LE RAPPROCHEMENT AVEC LA RUSSIE

Alors que Blondel orchestre un retour en force des intellectuels et artistes français à Bucarest, le « Petit Paris », et que la princesse Marie de Kent, épouse du prince héritier Ferdinand, s'efforce d'accroître l'influence britannique en Roumanie, une spectaculaire réconciliation avec la Russie intervient quelques jours avant l'attentat de Sarajevo.

Depuis 1910 on observe des signes de dégel. Au printemps de cette année-là une mission militaire roumaine reçoit en Russie « un accueil des plus chaleureux », « objet d'attentions de toutes sortes ». Le colonel Ilescu, qui en fait partie, en retire alors l'impression très nette que la Russie cherche à se rapprocher de la Roumanie⁴⁰. Cette politique tombe à point nommé pour le petit royaume, où la question de Transylvanie est en passe de devenir le pivot de tout programme politique, ainsi que le confie Ion I. C. Brătianu, le fils du « Père de l'indépendance », chef du parti libéral, à Blondel en 1912 : « Le jour viendra où l'édifice austro-hongrois s'écroulera et où les éléments disparates dont il est composé se dirigeront vers leurs aspirations ; nous devons être préparés pour ce jour pour recevoir nos frères de Transylvanie, sans que personne ne puisse s'y opposer, et dans ce sens, l'appui de la Russie peut nous servir »⁴¹. Les événements qui suivent accentuent ce rapprochement. « Depuis la seconde guerre balkanique, constate le 2 novembre 1913 Maurice Paléologue, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, le gouvernement roumain tend de plus en plus à s'émanciper de l'Autriche pour évoluer vers la Russie »⁴².

Sergueï D. Sazonov, ministre des Affaires étrangères, décrit par Georges Louis, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg comme un « parfait honnête homme, tout d'une pièce (...) très anglais », mène à son terme le processus entamé lors de l'affaire de Silistra⁴³. Le chef de la diplomatie russe se fixe pour objectif de

³⁸ T. Ionescu, *Les Origines de la guerre*, Paris, 1915, p. 28.

³⁹ T. Ionescu, *Souvenirs*, Paris, 1919, p. 31.

⁴⁰ SHD (T), 7 N 1453, Attaché militaire au Ministère de la Guerre, 3/16 juin 1910.

⁴¹ E. Uribes, *La Rencontre de Constantza du 14 juin 1914*, in « Revue roumaine d'histoire », 1968, n° 2, p. 234.

⁴² Durandin, *op. cit.*, p. 117.

⁴³ G. Louis, *Carnets, 1908-1917*, Paris, 1926, vol. 1, p. 32.

« dissiper les préjugés de l'opinion publique et du gouvernement roumains contre sa voisine de l'Est ». « Nous devons, raconte-t-il dans ses Souvenirs, essayer d'amener la Roumanie à comprendre combien avait été erronée l'orientation qu'elle avait donnée, sous l'influence allemande, à sa politique extérieure. » Le tsar consent sans aucune difficulté à seconder personnellement les efforts de son ministre⁴⁴. Les conversations se multiplient. Sazonov rencontre de manière régulière le ministre de Roumanie à Saint-Pétersbourg, Constantin Diamandi. En dehors même des cabinets, le climat semble évoluer favorablement. Le ministre de Roumanie à Sofia confie ainsi au chargé d'affaires russe que l'amitié de la Roumanie et de l'Autriche n'est plus « qu'une ombre » car l'opinion publique roumaine s'intéresse désormais de manière exclusive à la Transylvanie et appelle de ses vœux un accord avec la Russie⁴⁵. Mais le représentant roumain à Paris, Alexandru E. Lahovari, qui confirme le rapprochement à Gabriel Hanotaux, ancien ministre des Affaires étrangères, précise bien cependant qu'il n'implique nullement une rupture avec l'Allemagne et que le vieux roi veille sur ce point⁴⁶.

Il ne manque plus qu'un geste à l'égard des Roumains de Bessarabie de la part du gouvernement russe. C'est chose faite au mois de janvier 1914, avec l'octroi officiel de deux concessions importantes : l'usage de la langue roumaine dans la liturgie et l'ouverture d'écoles privées.

Les familles régnantes de Russie et de Roumanie rivalisent alors d'amabilités. Le couple princier roumain se rend à Saint-Pétersbourg en mars, ce qui alimente la rumeur d'un mariage possible entre le prince Carol, leur fils aîné, et la grande-duchesse Olga, fille du tsar⁴⁷. Cette perspective ne semble pourtant pas réjouir la jeune fille, puisqu'elle déclare à son précepteur, le Suisse Pierre Gilliard : « Eh bien, si je ne le veux pas, cela ne sera pas »⁴⁸. Ne murmure-t-on pas, d'ailleurs, que les goûts du prince héritier de la Couronne roumaine le porteraient plutôt vers l'une des filles cadettes de l'empereur et que, surtout, la princesse Marie de Roumanie, redoutant par-dessus tout « la terrible hémophilie », chercherait un autre parti pour son fils ?⁴⁹

Le 1^{er} juin 1914 le tsar et la famille impériale, en croisière sur la mer Noire, passent la journée à Constantza⁵⁰. Les brouilles d'antan semblent bien lointaines. « Les roses étaient en fleur, écrit la princesse Marie de Roumanie, la mer bleue, la petite ville blanche toute pavoisée. Les rues, d'habitude si calmes, fourmillaient de monde. Au sommet de chaque maison, de chaque mat de bateau, partout, des drapeaux neufs et gais dont les vives couleurs ondulèrent sous le ciel d'azur. On eût

⁴⁴ S. D. Sazonov, *Les Années fatales*, Paris, 1927, p. 113.

⁴⁵ M. Paléologue, *Au quai d'Orsay à la veille de la tourmente*, Paris, 1947, p. 255.

⁴⁶ G. Hanotaux, *Carnets*, Paris, 1982, p. 96.

⁴⁷ Paléologue, *op. cit.*, p. 225.

⁴⁸ P. Gauthier, *Missy, Reine de Roumanie*, Paris, 1994, p. 167.

⁴⁹ Marie de Roumanie, *Histoire de ma vie*, Paris, 1937, vol. 2, p. 355.

⁵⁰ I. G. Duca, *Memorii*, Bucarest, 1992, vol. 1, pp. 29–34.

dit que ce ciel si bleu avait été peint spécialement pour cette occasion, un ciel de jours heureux »⁵¹. En cas d'agression autrichienne contre la Serbie, déclare notamment le roi Carol à Sazonov, « la Roumanie n'aurait plus aucune obligation ». Le chef de la diplomatie russe prend ensuite le chemin de la capitale, en compagnie de Stanislas Poklevski, le représentant du tsar à Bucarest. Il y rencontre le président du Conseil, Brătianu, qu'il trouve « entièrement libéré des préjugés qui, longtemps, empêchèrent beaucoup de ses compatriotes de comprendre l'utilité qu'il y avait pour eux à se rapprocher de la Russie en prévision d'événements politiques qui paraissaient devenir imminents »⁵².

Les deux ministres se rendent ensuite à Sinaia, dans les Carpates, et vont même jusqu'à effectuer une incursion de quelques minutes en auto en Transylvanie, au grand étonnement des douaniers hongrois⁵³. À Vienne et à Budapest on s'inquiète : « Le mot d'ordre semble avoir été donné de qualifier la visite du tsar de simple manifestation de politesse, écrit le comte Csáky, dépêché d'Autriche, et de la présenter comme un simple écho de la visite rendue voici quelques années par le roi Carol à Tsarkoïé-Selo, et aussi du récent voyage en Russie du prince héritier et de son épouse. Une affirmation qui s'inscrit manifestement en contradiction avec le comportement extraordinairement affairé des hommes politiques roumains et russes et de leurs satellites »⁵⁴.

Au cours de sa visite, Sazonov a bien compris qu'en cas de guerre entre la Russie et l'Autriche-Hongrie « la Roumanie se rallierait au plus fort ou à celui qui pourrait lui proposer les plus grands avantages »⁵⁵. Aussi l'espoir d'obtenir une déclaration de neutralité de la part de la Roumanie en cas de guerre devient un objectif parfaitement réaliste pour la diplomatie russe.

C'est dans ce contexte qu'éclate la crise de l'été 1914.

LE DERNIER ÉTÉ DU XIX^e SIÈCLE

Le 30 juin Carol I^{er} reçoit Czernin à Sinaia. Étant donné le ressentiment de l'opinion contre l'Autriche, annonce le diplomate à Berchtold à l'issue de l'entretien, le roi ne pourra pas remplir ses devoirs d'allié. L'Autriche a tout fait pour une entente avec la Serbie, reconnaît le vieux souverain, mais il ne croit pas que le gouvernement serbe soit impliqué dans l'attentat. « La situation ne lui paraît que grave, non désespérée. À Vienne on a perdu la tête. Ce serait bien qu'on agît à Berlin pour relever l'opinion qui s'abandonne à Vienne. » Le mécontentement

⁵¹ Marie de Roumanie, *op. cit.*, vol. 2, p. 369.

⁵² Sazonov, *op. cit.*, pp. 122-123.

⁵³ *Id.*, p. 173.

⁵⁴ *Österreichs-Ungarns Außenpolitik von der Bosnischen Krise 1908 bis zum Kriegsausbruch 1914. Diplomatische Aktenstücke des österreichisch-ungarischen Ministerium des Außern*, Vienne, 1930, vol. 8, n° 9874.

⁵⁵ L. Eisenmann *et al.*, *Constantinople et les Détroits*, Paris, 1930, vol. 1, p. 322.

contre l'Autriche, qui se manifeste « comme une vague, et une agitation très sérieuse », provient surtout de la faiblesse supposée de l'Autriche et de la confiance de la Roumanie dans ses propres forces. « On s'imagine qu'on aura la Transylvanie. À tort. C'est l'avis du roi qui dit à son neveu : "Nous ne verrons pas cela, ton fils peut-être." »⁵⁶ De son côté Brătianu se montre, quant à lui, très pessimiste au sujet de la situation générale. Le responsable de la Croix-Rouge italienne à Bucarest, Cesare Fantoli, qui lui rend visite à Predeal le 1^{er} juillet, l'entend dire : « Nous allons vers la guerre »⁵⁷.

Le 6 juillet Guillaume II assure François-Joseph du soutien inconditionnel de l'Allemagne, quels que soient les projets de la Double Monarchie à l'encontre de la Serbie. Ces derniers sont clairement explicités par Czernin, de passage à Sinaia. « Leur point de vue, explique Alexandru Marghiloman, un des chefs germanophile du parti conservateur, c'est qu'il est vital pour eux d'extirper le pan-serbisme pour enlever aux gens l'idée que leur pays est entré en liquidation »⁵⁸. L'ultimatum que le gouvernement de Vienne se sent autorisé à lancer à celui de Belgrade le 23 juillet produit une très fâcheuse impression à Bucarest. L'opinion, pourtant sincèrement peinée de l'assassinat de l'archiduc, se retourne contre l'Autriche en l'espace de quelques heures. « Voilà qui annonce une guerre générale », note alors à son tour le roi Carol I^{er}⁵⁹.

Alexandru Beldiman, ministre de Roumanie à Berlin, donne le surlendemain, 24 juillet, l'assurance à l'ambassadeur d'Italie, Riccardo Bollatti, au nom du roi Carol, que la Roumanie restera neutre dans le conflit austro-serbe et qu'il est absolument exclu qu'elle prenne le parti de l'Autriche-Hongrie⁶⁰. Poklevski effectue la même constatation : « En aucun cas la Russie n'a à craindre une action hostile de la part de la Roumanie »⁶¹. Fort de cette image de temporisateur, Brătianu tente de proposer ses bons offices et s'efforce d'infléchir la position intransigeante de l'Autriche, tout en conseillant à Belgrade d'accepter les conditions de l'ultimatum, afin d'éviter la guerre à tout prix⁶². Il engage également les Bulgares à ne pas départir de leur neutralité en cas de conflit, menaçant à demi mot leur roi, et lui signifiant notamment « la solidarité gréco-roumaine dans le maintien de l'équilibre balkanique tel que le traité de Bucarest l'(a) établi »⁶³. Cette apparente sérénité masque difficilement l'inquiétude qui étreint tous les cœurs. Les élites roumaines ont été surprises, comme les autres, par l'aggravation soudaine de

⁵⁶ É. Bourgeois, G. Pages, *Les Origines et les responsabilités de la Grande Guerre*, Paris, 1921, p. 407.

⁵⁷ C. Fantoli, *Romania, Russia e Italia*, Milan, 1918, p. 151.

⁵⁸ A. Marghiloman, *Note politique*, Bucarest, 1927, vol. 1, p. 226.

⁵⁹ Schmitt, *op. cit.*, vol. 2, p. 365.

⁶⁰ DDI, Quarta serie, vol. 12, p. 347.

⁶¹ A. A. Rieber, *Russian diplomacy and Rumania*, in *Russian diplomacy and Eastern Europe*, New-York, 1963, p. 241.

⁶² DDI, Quarta serie, vol. 12, p. 359.

⁶³ G. B. Leon, *Greece and the Great Powers*, Thessalonique, 1974, p. 19.

la crise. Le 9 juillet encore, révèle Take Ionescu, Carol I^{er} lui donna toutes les assurances qu'il pouvait profiter tranquillement de ses vacances, que la paix était assurée pour encore au moins trois ou quatre ans. « Il est donc certain que, ou bien l'empereur Guillaume a caché son secret à tout le monde, ou bien il hésitait encore »⁶⁴.

Le 25 juillet la Serbie accepte toutes les demandes autrichiennes, sauf l'intervention directe de la Double Monarchie dans ses affaires internes. Carol se réjouit de cette réponse, qui, dans son esprit – comme dans celui de tous les autres dirigeants européens – doit désamorcer la crise. Mais, le ministre d'Autriche à Belgrade l'estime quant à lui insuffisante et quitte la capitale du royaume de Serbie, provoquant la consternation à Bucarest. Le 26 la Russie annonce la pré-mobilisation de son armée et avertit l'Autriche que tout empiètement des troupes de la Double Monarchie à la frontière serbe provoquerait son intervention immédiate. Le 27 le baron Beyens, qui représente alors la Belgique à Berlin, rapporte à son ministre, le vicomte Davignon, les propos rien moins que rassurants que vient de lui tenir Arthur Zimmermann, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères : « Si la Russie mobilise son armée, nous mobiliserons immédiatement la nôtre, et alors ce sera la guerre générale, une guerre qui embrasera toute l'Europe centrale et même la péninsule balkanique, car les Roumains, les Bulgares, les Grecs et les Turcs ne pourront pas résister à la tentation d'y prendre part les uns contre les autres. »⁶⁵

Le 28 juillet l'Autriche déclare la guerre à la Serbie. À Budapest, raconte le prince Windisch-Grätz, « au milieu des cris de joie, la foule pouss(e) toujours de nouveaux hourras pour le roi, pour l'empereur Guillaume, pour Victor-Emmanuel, pour Carol de Roumanie, pour le Mikado⁶⁶. (C'est) la vengeance, la fierté, la puissance, la gloire, l'amour du bruit, l'ivresse de l'heure, la flamme de l'instinct national, le miracle d'une idée. Dans ce tourbillon de sentiments déchaînés, la Hongrie entr(e) en guerre »⁶⁷. Mais les nations latines de la Triple, Roumanie et Italie, se déclarent immédiatement neutres. Or, la veille, Brătianu a sondé les intentions du gouvernement italien, prévenant Fasciotti qu'en cas de conflagration générale seule la participation des troupes italiennes pourrait permettre au gouvernement roumain de faire accepter à l'opinion publique son intervention dans la guerre pour appuyer l'Autriche⁶⁸. Carol I^{er} exprime une ligne de conduite claire à Czernin : « Pas de secours à l'Autriche en cas d'attaque russe, mais réaffirmation de la promesse que “jamais la Roumanie ne prendra les armes contre la

⁶⁴ Ionescu, *Les Origines...* *op. cit.*, p. 17.

⁶⁵ *Die belgischen Dokumente*, Légation de Belgique en Allemagne au Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, 27 juillet 1914, vol. 2, p. 123–124.

⁶⁶ Les Hongrois semblent croire, on ne sait pas trop pourquoi, que le Japon – pourtant allié de la Grande-Bretagne – va entrer en guerre à leurs côtés.

⁶⁷ Prince Windisch-Grätz, *Mémoires*, Paris, 1923, p. 54.

⁶⁸ DDI, Quarta serie, vol. 12, p. 361.

Monarchie” ». En Autriche-Hongrie la déception du général Conrad von Hötzendorf, qui avait curieusement recommencé à croire à l'intervention roumaine, est tempérée par la satisfaction d'István Tisza, président du Conseil du royaume de Hongrie, et d'István Burián, ministre à la résidence princière hongroise de Vienne, qui redoutaient par-dessus tout de devoir faire des concessions aux Transylvains⁶⁹.

Du côté de la Triple Entente l'attitude du vieux roi fait naître des espoirs prématurés. Le 29 juillet Sazonov s'enhardit jusqu'à demander à Poklevski une intervention de la Roumanie au côté de l'armée russe contre l'Autriche. Le chef de la diplomatie du tsar tente même de précipiter les événements en exigeant soudain « une réponse catégorique » et en précisant « qu'il n'exclut pas la possibilité de gains pour la Roumanie » si elle se joint à la Russie. La surenchère se poursuit le lendemain puisque Sazonov affirme sans ambages que la Russie se montrera « prête à soutenir l'annexion de la Transylvanie par la Roumanie en échange d'une déclaration de guerre de cette dernière à l'Autriche-Hongrie »⁷⁰. Mais le roi Carol ne veut pas renier les promesses faites à Czernin.

En ce même 29 juillet Bucarest et Constantinople répondent défavorablement à la proposition du ministre des Affaires étrangères grec, Georgios Streit, qui envisageait de former avec la Roumanie et la Turquie un « Bloc des neutres », capable de s'opposer efficacement à toute velléité de la Bulgarie de se mêler du différend austro-serbe, et éventuellement à l'attirer elle-même dans cette entente⁷¹.

Le 30 juillet la Russie et l'Autriche décrètent la mobilisation générale. Fasciotti signale un télégramme de François-Joseph qui se termine par un appel à l'amitié roumaine et un autre dans le même sens de l'empereur d'Allemagne⁷². Czernin, qui, selon N. Iorga, « représentait ce qu'il y avait de plus antipathique dans l'alliance des Centraux »⁷³, continue son œuvre de harcèlement, demandant au souverain la révélation publique de l'alliance. Ayant constaté que l'Autriche n'avait plus l'oreille de Carol I^{er}, Guillaume II se fait plus insistant le lendemain. Il en appelle aux sentiments les plus intimes de son lointain cousin : « Dans cette heure grave, lui câble-t-il, mes pensées vont à toi qui as créé à la marche Est de l'Europe un État civilisé et érigé ainsi une digue contre la marée slave. J'ai confiance que comme roi et comme Hohenzollern tu resteras fidèle à tes amis et que tu te conformeras sans réserve à tes obligations d'allié »⁷⁴. Et le Kaiser propose à la Roumanie le gain de la Bessarabie ou d'une parcelle du territoire serbe pour prix de son entrée dans la guerre⁷⁵.

L'autre partie n'est pas en reste : le 1^{er} août, alors que l'Allemagne déclare la guerre à la Russie, Paris, en accord avec Saint-Petersbourg, estime qu'il « faudrait,

⁶⁹ Schmitt, *op. cit.*, vol. 2, p. 367-369.

⁷⁰ Rieber, *op. cit.*, p. 305.

⁷¹ C. A. Theodoulou, *Greece and the Entente*, Thessalonique, 1971, p. 24.

⁷² DDI – Quarta serie, vol. 12, p. 445.

⁷³ Iorga, *op. cit.*, vol. 10, p. 403.

⁷⁴ P. Renouvin, *Les Origines immédiates de la Guerre*, Paris, 1934, p. 284.

⁷⁵ Schmitt, *op. cit.*, vol. 2, p. 369.

sans perdre de temps, agir sur la Roumanie en lui promettant la Transylvanie »⁷⁶. Le même jour, et le lendemain, alors que la France décrète la mobilisation générale, Carol I^{er} reçoit encore un télégramme de chacun des souverains des Empires centraux, qui lui enjoignent, d'un ton devenu plus ferme, de tenir ses engagements. Le chancelier d'Allemagne Theobald von Bethmann-Hollweg exige même la « mobilisation immédiate de l'armée roumaine, et son avance contre la Russie »⁷⁷.

Le 3 août l'Allemagne déclare la guerre à la France et envahit la Belgique neutre, ce qui, toutes les chancelleries le savent, va entraîner la Grande-Bretagne dans le conflit.

LE CONSEIL DE COURONNE DU CHÂTEAU PELEȘ

Au moment où le canon tonne aux frontières du royaume, le gouvernement de Bucarest, pressé de toutes parts à l'intérieur comme à l'extérieur, se doit de prendre une décision rapide. « On se sentait arrivé à un moment historique, écrit Constantin Kirițescu, comme il y en a eu peu au cours des siècles. (...) Grave question pour un petit pays, situé entre de grandes puissances qui lui sont hostiles : toute décision, toute attitude allait mettre en jeu, non seulement les aspirations de la nation, mais l'existence même de l'État. »⁷⁸. Le roi Carol convoque le Conseil de Couronne dans sa résidence d'été, le château Peleș à Sinaia.

La séance, qui débute à 17 heures, rassemble autour du souverain le prince Ferdinand, le cabinet Brătianu au grand complet, mais aussi les ténors de l'opposition conservatrice, à l'exception de Nicolae Filipescu, alors en cure à Baden-Baden. Le Conseil a été retardé d'un jour pour permettre à Take Ionescu, qui arrive de Londres, d'y participer⁷⁹. Le roi demande que la discussion se déroule en français, « par excellence la langue de la précision et de la clarté »⁸⁰.

Carol I^{er} commence par évoquer la traditionnelle amitié qui unit la Roumanie à l'Autriche, puis révèle l'existence du traité secret. « Depuis trente ans, dit-il, la politique de la Roumanie est liée à la Triplice ; depuis cette époque un engagement formel nous attache à elle ; il a été contresigné par nos hommes d'État les plus importants, et accepté par tous les partis. C'est une question d'honneur pour tout le pays que de tenir la parole donnée. » Le souverain balaie d'avance les objections, annonçant avec confiance un revirement de l'opinion publique. Il ne faut pas se laisser impressionner par les courants violents qui agitent cette dernière : « J'ai la ferme conviction que le jour viendra où le pays approuvera la politique qu'il nous

⁷⁶ G. Filiti, « La Bessarabie » in *Aspects des relations russo-roumaines*, Paris, 1967, p. 52.

⁷⁷ Iorga, *op. cit.*, vol. 10, p. 404.

⁷⁸ Kirițescu, *op. cit.*, pp. 45-46.

⁷⁹ Ionescu, *Souvenirs, op. cit.*, p. 40.

⁸⁰ R. Recouly, *De Bismarck à Poincaré*, Paris, 1932, p. 430.

paraît nécessaire de suivre »⁸¹. Et il conclut son préambule en affirmant sa certitude absolue dans la victoire de l'Allemagne⁸².

Petre Carp, qui prend la parole en premier après le roi, l'approuve en tous points. Le vieux chef conservateur germanophile semble avoir bien oublié qu'il avait affirmé en 1870 : « Là où flotte le drapeau français se trouveront notre intérêt et notre sympathie »⁸³. La haine aveugle qu'il voue à l'Empire russe fausse de plus en plus son jugement. N'a-t-il pas déclaré le 27 janvier 1913 que la guerre était inévitable entre la Russie et l'Autriche, ajoutant qu'elle était nécessaire et assurerait à l'Europe la tranquillité pour de longues années, avant de proclamer : « Si j'étais au pouvoir, non seulement je ne m'opposerais pas à la guerre, mais encore je ferais tout au monde pour la provoquer » ?⁸⁴ Un discours qui fit dire à Toma Ionescu, le frère de Take, que Carp n'était qu'une « âme de Boche dans une peau de Roumain, ou, plus exactement, un fou »⁸⁵.

Carp se retrouve d'ailleurs bien isolé. Les autres participants expriment en effet des avis très opposés. Pour un autre ancien président du Conseil, Teodor I. Rosetti, l'armée roumaine n'est absolument pas préparée à la guerre. Le traité ne prévoit l'intervention de la Roumanie qu'en cas d'agression contre l'Autriche, ce qui ne correspond manifestement pas au cas présent, souligne Marghiloman. Emil Costinescu, ministre des Finances, développe des arguments russophobes, tout en se disant persuadé que l'intervention de son pays au côté des Habsbourg provoquerait une guerre civile. Take Ionescu se montre attaché par-dessus tout au traité de Bucarest de 1913, ce qui écarte toute possibilité d'entrée en guerre ; il a rappelé la veille au roi qu'une victoire de l'Allemagne, qui serait également une victoire de la Hongrie, était incompatible avec le maintien de l'indépendance de la Roumanie⁸⁶. Enfin, Brătianu se prononce lui aussi dans le sens de la neutralité.

Tous les participants, à l'exception de Carp, contestent en fait la validité du traité de 1883. En effet, constate le juriste Nicolae Basilescu, ce traité avait été conclu par le roi Carol, presque en autocrate. « Il était, il est vrai, contresigné par le président du Conseil, mais en vertu de la constitution roumaine toutes les conventions internationales, même les conventions commerciales, postales, de transport et autres, n'ont aucune force obligatoire si elles ne sont pas renforcées par les Chambres », un point précisé par l'article 93. « D'autre part, le roi de Roumanie est inviolable et irresponsable ; ses actes n'ont aucune autorité légale s'ils ne sont pas contresignés par un ministre, qui, par ce fait même, endosse l'acte, en devient

⁸¹ Renouvin, *op. cit.*, p. 286.

⁸² Général Chambe, *Route sans horizon*, Paris, 1981, p. 124.

⁸³ Comte de Saint-Aulaire, *Nouvelles paroles franco-roumaines*, Paris, 1931, p. 8.

⁸⁴ Durandin, *op. cit.*, p. 65.

⁸⁵ SHD (T), 6 N 218, 2^e Bureau – Compte-rendu des renseignements généraux, 28/13 mars 1918. « Éduqué en Allemagne et admirateur infatué de la Germanie, écrit Cesare Fantoli, (... il) n'avait plus reconnu d'autre salut pour son pays que l'adoption pédantesque, la copie conforme, de l'organisation allemande » (Fantoli, *op. cit.*, p. 71).

⁸⁶ Ionescu, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 42.

responsable et ce, bien entendu, dans les limites des attributions que les lois lui confèrent. Or les ministres ne peuvent faire que des actes rentrant dans l'exécutif et non point des actes que la constitution a réservés expressément aux Chambres, comme les traités »⁸⁷. Le roi se trouve donc ouvertement contredit. On s'indigne du fait que la dernière prolongation du traité, en 1913, n'ait même pas été soumise aux chefs des partis. À Carp qui s'emporte et accuse : « Vous forcez le roi à rompre sa parole ! », Marghiloman rétorque : « La parole du roi n'est pas en question : au contraire, en agissant ainsi, nous couvrons le roi. Aujourd'hui le peuple dirait : "C'est la guerre du roi" »⁸⁸.

Sur ces entrefaites arrive la confirmation officielle de la déclaration de la neutralité italienne, que vient de recevoir le baron Fasciotti. Cette nouvelle emporte la décision roumaine, ce dont le ministre d'Italie se félicite le soir même dans un télégramme envoyé à San Giuliano⁸⁹. Selon Iorga, ce message providentiel tombe à un moment arrangé d'avance par le roi lui-même. Carol I^{er} aurait déjà été au courant de la décision de Victor-Emmanuel III avant d'entrer dans la bibliothèque : le Hohenzollern entendait ainsi préserver son honneur en semblant ne concéder la neutralité que sous la pression d'événements imparables⁹⁰.

L'inaction, fait remarquer Brătianu au souverain, constitue sans doute la plus sage des décisions : rien ne peut indiquer en effet de quel côté la balance penchera dans les semaines qui suivront. « Tout ce que vous voudrez, Monsieur, mais pas cet argument, répond avec commisération le roi, en reprenant le thème déjà décliné en début de séance. Pour qui connaît la supériorité militaire de l'Empire allemand, il ne saurait y avoir de question... »⁹¹. Selon la princesse Marie, Carol « n'a jamais eu grande confiance dans les Français, il croyait que les Allemands poursuivraient leur avance et culbuteraient toutes les résistances ; ce ne devait être qu'une répétition de la guerre de 1870 ». L'abstention de son pays lui apparaît alors non seulement un parjure, mais surtout comme une faute politique majeure, dont les vainqueurs germaniques ne pourraient que lui tenir rigueur. Au contraire, il voyait déjà la Roumanie associée au triomphe des Puissances centrales. Et Marie d'ajouter : « Mon mari était, je crois, du même avis, mais il n'en soufflait mot »⁹².

La répartition du roi ne convainc pas du tout Take Ionescu, qui aurait lancé du tac au tac : « Nous pouvons faire la guerre aux côtés de la France sans que le roi soit de la partie ! »⁹³ Cette proposition tombe à plat, l'auditoire demeure silencieux. Carol I^{er} se serait alors levé et aurait constaté avec gravité : « Ainsi vous en êtes là !

⁸⁷ N. Basilescu, *La Roumanie dans la Guerre*, Paris, 1919, p. 57.

⁸⁸ Renouvin, *op. cit.*, p. 286.

⁸⁹ DDI, Quinta serie, vol. 1, p. 16.

⁹⁰ Iorga, *op. cit.*, vol. 10, p. 406, se fonde sur le témoignage de Constantin Angelescu, ministre des Travaux publics.

⁹¹ L. Cadars, *La Guerre en Orient*, «Les Cahiers de l'Histoire», avril 1965, n° 45, p. 82.

⁹² Marie de Roumanie, *op. cit.*, vol. 2, p. 379.

⁹³ Cadars, *op. cit.*, p. 82. Une phrase que beaucoup jugent apocryphe.

Je vous remercie ! Mais avant que je ne tire l'épée contre mes alliés de toujours, j'aimerais mieux faire ma malle et retourner d'où je suis venu. Messieurs, adieu. » Et sans plus de commentaires, il se serait retiré⁹⁴. En tout cas, la princesse Marie le voit sortir de la bibliothèque, « triste et abattu ». La reine Élisabeth souligne avec véhémence le tragique de la situation : « Un vieux roi renié par son peuple, après une longue vie de labeur, entièrement vouée au bien de son pays »⁹⁵. « Que, pendant quarante ans, le gouvernement roumain ait pu vivre sur une doctrine politique qui, à la première occasion, s'est révélée inexécutable, commente à l'opposé Toma Ionescu, c'est une grande étrangeté, et il faut voir là un bel exemple de la raison des peuples, qui n'est pas toujours celle des rois. »⁹⁶ Le Conseil décide finalement de s'engager dans la voie d'une neutralité qui n'ose dire son nom et qu'il qualifie d'« expectative armée ». C'est une attitude somme toute logique, puisque « les patriotes roumains avaient des griefs à la fois contre deux des adversaires en présence »⁹⁷.

Pendant que l'on délibère à Sinaia, une grande agitation s'empare de Bucarest. Une foule considérable se répand dans les rues, avide de nouvelles, et attend encore vers minuit le résultat de la journée historique. La propagande allemande en profite pour se surpasser. L'agence allemande *Wolff* annonce que les uhlands sont sortis vainqueurs des premiers engagements avec les dragons français, que la révolution est maîtresse de Paris, que le président Poincaré a été assassiné⁹⁸ et que la grève générale paralyse la défense du pays. Mais les manifestants ne se laissent pas gagner par la panique, ni l'abattement. « Au milieu du bruit de la foule, de la confusion des hommes et des idées, raconte le polémiste Ș. Șerbescu – une des personnalités en vue dans les milieux favorables aux Alliés – chacun apercevait deux images qui semblaient lui dicter un ordre : d'abord, ses frères ; – un peu plus loin la France (...). Un immense cri de joie et de soulagement salua donc la décision du Conseil de Couronne »⁹⁹. Du côté des partisans de l'Entente en tout cas. Paradoxalement, les dirigeants hongrois ne sont pas loin de se trouver dans le même état d'esprit. Le comte Tisza, qui redoutait par-dessus tout de devoir faire des concessions aux Transylvains, fait part de sa satisfaction à Czernin le 24 août¹⁰⁰. Il en va tout différemment à Berlin, où Guillaume II constate amèrement que les alliés se détachent de la Triplice « comme des poires pourries » et que la défection de la Roumanie, venant après celle de l'Italie, consacre « la faillite totale de la diplomatie allemande et aussi de la diplomatie autrichienne »¹⁰¹.

⁹⁴ Renouvin, *op. cit.*, pp. 286–287.

⁹⁵ Marie de Roumanie, *op. cit.*, vol. 2, p. 380–382.

⁹⁶ SHD (T), 6 N 218, 2^e Bureau – Compte-rendu des RG, 28/13 mars 1918.

⁹⁷ A. Pingaud, *L'Intervention roumaine dans la Guerre européenne*, in « Revue d'histoire de la Guerre mondiale », 1935, n° 13, pp. 117–118.

⁹⁸ Voir aussi Marghiloman, *op. cit.*, vol. 1, p. 236.

⁹⁹ Ș. Șerbescu, *La Roumanie et la Guerre*, Paris, 1918, pp. 184–186.

¹⁰⁰ Comte Tisza, *Lettres de guerre*, Paris, 1931, pp. 16–17.

¹⁰¹ Bourgeois, Pages, *op. cit.*, p. 485.

CONCLUSION

Le 3 août 1914 marque surtout la victoire de Brătianu sur le vieux roi, désormais dépossédé de la conduite des affaires extérieures. L'histoire du royaume semble avoir exercé une influence quasi-déterminante sur la marche du pays. Entre les deux Alsace-Lorraine créées successivement sur les flancs opposés de la Roumanie, le roi et les hommes politiques mis dans le secret ont opté, en s'alliant avec les Puissances centrales en 1883, pour la Bessarabie. Et pourtant, la décision du 3 août 1914 ne constitue pas le prolongement de la politique menée durant plusieurs décennies. L'opinion publique, largement francophile et exaspérée par le comportement des Austro-Hongrois, en privilégiant la Transylvanie, a rendu les choix gouvernementaux de plus en plus difficiles à expliquer, jusqu'à conduire même, en dernier lieu, à leur abandon.

Comme l'a bien expliqué Sir Grey, le Conseil de Couronne constitue le véritable point de départ du processus d'alliance entre la Roumanie et l'Entente. En refusant d'honorer les engagements souscrits auprès de la Triple-Alliance, la Roumanie dissocie dès ce moment ses intérêts de ceux de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Avec lui nous ne pouvons que constater qu'elle s'engage alors, tout comme l'Italie, dans une logique interventionniste qui trouve son point d'aboutissement naturel, malgré de nombreuses péripéties et attermoissements, le 17 août 1916¹⁰².

BCU Cluj / Central University Library Cluj

¹⁰² E. Grey, *25 Jahre Politik*, Munich, 1926, vol. 2, p. 149.

BERTHELOT ET LES LIEUX DE MEMOIRE DES VICTIMES ROUMAINES DE LA GRANDE GUERRE EN ALSACE

ANNE-MARIE CASSOLY

(Strasbourg)

Nombre de cimetières et monuments aux morts ont été édifiés dans les années d'après guerre, un peu partout dans le monde, en hommage aux victimes de la Grande Guerre. Plusieurs sites polonais, russes, serbes mais aussi roumains se trouvent ainsi en Alsace, région française annexée par l'Allemagne le 10 mai 1871 et devenue zone de combats entre 1914 et 1918.

Qui sont les victimes roumaines ? Ce sont de jeunes soldats morts en terre étrangère, loin de chez eux. Ils n'étaient pas des combattants pour la défense de leur sol national, mais des prisonniers de guerre entre les mains des Allemands. Ces hommes étaient répartis en groupes de travail dans des zones militaires : les uns étaient employés à travailler dans des usines (usine textile à Soultzmatt), dans des mines ou à extraire des pierres dans des carrières, d'autres à construire des installations militaires (fort de Mutzig), à aménager des camps allemands sommairement établis au début de la guerre (camp du Schaefferthal), d'autres enfin étaient assignés à des tâches agricoles, etc...

Un camp militaire allemand, affecté début 1917 à des prisonniers roumains, celui du Schaefferthal, mérite qu'on s'y attarde pour l'histoire de ces hommes morts dans d'atroces conditions, travaillant dur, mal nourris et cherchant partout de quoi apaiser leur faim. On y entretient, depuis près d'un siècle, sur ce bout de terre roumaine, la mémoire de la Roumanie et cela grâce au général Berthelot.

I. LE CAMP DE TRAVAIL ROUMAIN DU *SCHAEFFERTHAL*¹

Ce camp érigé dans les montagnes des Vosges, au sud de l'Alsace, près de Guebwiller, est à quelques kilomètres de la ville de Soultzmatt, célèbre pour ses vins, mais aussi ses eaux minérales, ses amandiers en fleurs et son textile.

En 1915 les Allemands aménagent une clairière, au lieu dit de la *Gauchmatt* (*matt* signifiant prairie), dans une zone stratégique militaire, pour y installer un camp militaire de repos appelé le « *Kronprinzlager* ».

¹ Ou « *Schaeferthal* » ou aussi la traduction française « Val du Pâtre ».

«Il est utilisé par les troupes allemandes qui y viennent au repos toutes les trois semaines par roulement, après avoir été engagées sur le front franco-allemand des Vosges.»²

Ce front est en effet stabilisé à une dizaine de kilomètres à l'ouest depuis les combats de juin et juillet 1915 (le Linge) et il le restera jusqu'en 1918, non sans que soient livrées quelques sanglantes batailles (Vieil Armand). L'endroit, bien camouflé pour ne pas être repéré par l'aviation française, en particulier par les ballons captifs (sondes), épargné par les combats, accueille près de 500 soldats.

Au début de l'hiver 1917, les Allemands y conduisent à pied de Rouffach quelques 70 prisonniers roumains, rapidement suivis par d'autres. L'acte de décès du soldat Marin Bobosilă mentionne son appartenance au « *Rumänienkommando XI* » subordonné au camp de Tichel en Prusse occidentale. L'historien militaire Jean Nouzille, fidèle participant des rencontres entre historiens franco-roumains sous l'égide de l'Académie roumaine, s'est particulièrement intéressé au problème, et a pu interroger il y a une vingtaine d'années quelques témoins, habitants du village. Son ouvrage, *Le Calvaire des prisonniers de guerre roumains en Alsace-Lorraine (1917–1918)*, publié à Bucarest en 1991 relate différents épisodes, d'où sont tirées nos citations.

Les prisonniers sont logés à l'extérieur du camp dans deux baraques en bois : *« ils sont surveillés par un détachement spécial d'une quinzaine de gardiens et encadrés pour le travail par des chefs d'équipe civils et un garde forestier... Les prisonniers roumains sont astreints à de durs travaux de coupe de bois sur les pentes du massif du Schimberg, au sud du camp. »*

Le villageois Nicollet, chef d'équipe parmi les 30 membres du personnel civil alsacien du camp, déclare avoir *«encadré une quinzaine de ces prisonniers pour entretenir les chemins, couper du bois et nettoyer le camp. Les prisonniers sont surveillés pendant leurs travaux par des soldats allemands armés d'un fusil avec la baïonnette au canon. »*

Les soldats portent des uniformes roumains gris-bleus : *«Mais ils sont le plus souvent en loques. Certains sont sans souliers et ont les pieds entourés de chiffons. Les vêtements sont en lambeaux et les prisonniers doivent récupérer ceux des morts. Les Roumains sont très faibles et les gardiens, qui estiment qu'ils ne sont pas en mesure de s'évader à cause de leur faiblesse physique, les surveillent plus ou moins bien.»*

La nourriture est insuffisante, aussi faut-il souligner le courage d'un de ces gardiens, un alsacien qui *«apporte à manger dans sa musette pour donner aux prisonniers quelques aliments en cachette des gardiens, mais ce n'est pas suffisant pour les aider à survivre. Les prisonniers sont parfois frappés sans raison par leurs gardiens. »*

² Voir Jean Nouzille, *Le calvaire des prisonniers de guerre roumains en Alsace-Lorraine 1917–1918*, Bucarest, Editions militaires 1991, 200 p.

La population tente de les aider, ce qui n'est pas aisé, car tous risquent sévices et arrestations. Quelques enfants interviennent également : «*Les gosses, parfois, jettent un croûton, une pomme de terre dans les ouvertures béantes des poches de capote. L'ordre vient, inexorable, et les gosses sont chassés. L'un d'eux, qui s'obstine, giflé par un sous-officier, se sauve en hurlant. Alors ces croûtons, ces pommes de terre, les gosses les cachent dans les trous des murs. Les plus épuisés des Roumains, ceux qui traînent derrière la colonne, comme pour se soutenir, tâtent les pierres disjointes et sondent les fissures. L'un d'eux, que je verrai jusqu'au fond de l'éternité, ramène d'une cachette une pomme de terre crue qu'il mord gloutonnement*³».

C'est ainsi que le journaliste Benjamin Valloton relate à sa façon le sort de ces prisonniers. L'Alsace aussi se sentait meurtrie et compatissante : en 1918, près de 8 000 Alsaciens vont être arrêtés et jugés pour des actes hostiles à l'Allemagne; 250 000 Alsaciens, un cinquième de la population, ont revêtu l'uniforme allemand et seront envoyés sur le front russe, loin, pensait-on, des tentations de la désertion. 30 000 furent tués, 20 000 faits prisonniers!

Les Roumains décédés en tant que prisonniers seront plus nombreux. Pourquoi chez eux cette hécatombe, spécialement en 1917? Un peu partout ces prisonniers, sont sous-alimentés comme le constatent des médecins suisses de la Croix Rouge Internationale qui découvrent bon nombre d'œdèmes de famine sur ceux qu'ils peuvent approcher. D'autres vont périr de froid tels 71 d'entre eux qui meurent dans la nuit du 27 janvier 1917 à Steinbrunn-le-Haut (Haut-Rhin)⁴.

Au camp du Schaefferthal, les conditions de travail sont dures, le froid intense, la neige, la fatigue, le manque voulu de nourriture, les mauvais traitements au point que la mortalité est terrible. Les premiers morts sont ensevelis le dimanche, par 4 de leurs camarades chargés de porter le cercueil, jusqu'à un terrain près du cimetière du village. Mais rapidement on n'arrive plus à transporter tous ces cadavres avec plus de 310 décès entre février et mai 1917⁵. Certains sont enterrés au camp même, près de la chapelle, selon les archives de la ville: 19 entre le 21 février et le 11 mars 1917, 4 au mois de mai 1917. Or très curieusement ces 23 soldats, inhumés près de soldats allemands, sont déclarés morts de crise cardiaque⁶.

Pourquoi cet acharnement contre ces prisonniers roumains?

On ne peut rester insensible à ce qu'écrivit le spécialiste : «*la population alsacienne est persuadée que l'extermination des soldats roumains est délibérée.*»

Et de citer Benjamin Valloton qui évoque lui aussi les réflexions des gardiens allemands au sujet de ces prisonniers:

³ Benjamin Valloton, *Les prisonniers roumains en Alsace*, in « Alsace française », Strasbourg, 5-12 octobre 1930, p. 304.

⁴ *Le calvaire des soldats roumains dans les camps allemands de la France occupée*, in « Les Nouvelles de Roumanie », *op.cit.*, p. 33.

⁵ J. Nouzille, *op.cit.*, p. 112.

⁶ Archive des Sultzsmatt.

« – *Qui les obligeait à faire la guerre ? Nous, on fait ce qu'on nous dit.*

– *Que ces faibles aient osé nous frapper dans le dos, vous ne trouvez pas ça abominable, vous ne sentez pas l'insulte ?⁷».*

Les Allemands se montrent plus que féroces à leur égard. Un des bourreaux à Mulhouse, le général Hauff, sera désigné comme criminel de guerre⁸.

Et pourquoi mourir ici? Le roi Ferdinand I^{er}, quoique d'origine allemande, était entré en guerre le 27 août 1916, contre l'Autriche-Hongrie, alors que le roi Carol I^{er}, son prédécesseur, était resté neutre. Il s'est rangé du côté des forces de la Triple Entente (France, Angleterre, Russie) contre les Puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie) afin de répondre aux vœux de la Transylvanie, du Banat, de la Bucovine, d'être rattachés au Royaume de Roumanie.

L'armée roumaine qui a pris l'offensive en Transylvanie, après des succès comme celui de Marasesti, se trouve vite isolée et laminée par les attaques des alliés centraux. Le 6 décembre 1916, les Allemands sont dans Bucarest et occupent la capitale pendant 2 ans. La révolution russe coupe alors le pays de ses alliés, aussi la Roumanie doit-elle signer l'armistice le 9 décembre 1917. Un traité, non ratifié par le roi et le parlement, sera signé le 7 mai 1918. L'Allemagne saigne le pays comme la France en 1870⁹.

Le pays a payé cher sa participation à la guerre, avec plus de 300 000 morts au cours de durs combats et des milliers de prisonniers. Un grand nombre de ceux-ci ont été répartis à Mannheim, Saarbrücken, Bayreuth, Oberhoffen et de là transportés en Alsace dans des wagons à bestiaux où beaucoup vont mourir durant leur transfert¹⁰.

II. BERTHELOT ET LA NECROPOLE ROUMAINE DU VAL DU PÂTRE

Devant l'hécatombe de la Grande Guerre, une loi française crée en 1920 le *Service National des Sépultures*. Dès lors si l'État prend à sa charge les grandes nécropoles et cimetières militaires, les carrés communaux sont confiés aux municipalités. Dans nombre de cas, c'est le *SOUVENIR FRANÇAIS*, association privée¹¹, qui se substitue à elles et qui est actuellement chargée de l'entretien du plus grand cimetière militaire roumain du *Val du Pâtre*.

⁷ B. Vallotton, *op.cit.*, p. 303–305.

⁸ *Le calvaire...*, in *Les Nouvelles...* p. 33 et J. Nouzzille, *op.cit.* p. 63.

⁹ L'Allemagne s'empare du pétrole roumain pour 30 ans et se réserve l'exclusivité des exportations de céréales, des viandes et fourrages jusqu'en 1926, in « *Les Nouvelles de Roumanie* », n° 8, novembre 2001, p. 32.

¹⁰ 25 morts à Ensisheim selon Forum guerre.

¹¹ www.souvenir-francais.fr

Le *SOUVENIR FRANÇAIS*, créé en Alsace Lorraine en 1887 et reconnu d'utilité publique en 1906, est présent dans presque tous les départements et 62 pays étrangers. Son but est triple :

– conserver le souvenir de celles et ceux qui sont morts pour la France,

Il faut noter que si, dès le 23 septembre 1919, le gouvernement roumain¹² tente de recenser les prisonniers décédés, il se préoccupe aussi de dénombrer les rescapés, vivants sur le territoire de l'Alsace et de la Lorraine et considérés comme déserteurs avec la fin des combats s'ils ne reviennent.

En ce qui concerne les morts, on peut facilement localiser les tombes ouvertes entre 1917 et 1918¹³ dans une quarantaine de communes. Elles vont être rassemblées sous l'égide d'une association locale – le *Comité d'Alsace des tombes roumaines* – présidée par Max Dolfus¹⁴, industriel mulhousien, membre du Bureau international de la Croix Rouge à Genève. Par sa fonction il savait que les Allemands violaient les conventions de La Haye de 1907 sur le sort des prisonniers de guerre, tout particulièrement à l'égard des Roumains qui enregistrent 40% de morts et, sur 80 000 prisonniers, n'en auront plus que 28 000 en vie à la fin de la guerre¹⁵. L'accord de Berne de mars 1918, visant à améliorer le sort des prisonniers n'a pas été appliqué pour les Roumains détenus par les Allemands.

Ce comité regroupe l'élite locale du monde des dirigeants économiques, de grands patriotes, tous favorables à la Roumanie; aussi le général Henri Berthelot deviendra-t-il leur président d'honneur, dès sa nomination à Strasbourg. Il va s'occuper de réunir plus de 2 344 tombes de soldats sur 2 784, dans les cimetières militaires à Strasbourg (Bas-Rhin), Soultzmatt (Haut Rhin) et Dieuze (Moselle).

La nécropole de Soultzmatt, aménagée en 1921, regroupe des tombes rapportées de Colmar (271) de Mulhouse (35) et de l'endroit même. Elle compte plus de 556 tombes individuelles et deux fosses communes avec les restes de 131 victimes non identifiées, sur un terrain offert par la municipalité¹⁶.

– veiller sur les monuments et entretenir 120 000 tombes,
– transmettre le flambeau aux générations successives, pour le maintien du souvenir, le sens du devoir, le respect des valeurs.

A noter qu'il existe l'équivalent allemand la VOLKSBUND DEUTSCHER KRIEGSGRÄBERFÜRSORGE, créé en 1919.

¹² A.M. Cassoly, *Le roi Ferdinand de Roumanie et la reine Marie en Alsace*, in «Etudes Danubiennes», tome XI, n° 1, 1995, p. 45.

¹³ Une plaque commémorative dans le cimetière à Soultzmatt, parle de 2 344 prisonniers. Témoin deux plaques :

Ici repose
CIOBAN Vasile
prisonnier roumain
n° 32 ... 34 M-J
décédé le 6 mars 1917

Ici repose
CHRISTACHE Ion
prisonnier roumain
n°9726 – 76 B.I
décédé le 1^{er} avril 1917

¹⁴ A.M. Cassoly, *art.cit.*, p. 46.

¹⁵ Les Roumains ont été faits prisonniers par les Puissances centrales (Allemagne et Autriche-Hongrie) mais aussi de leurs alliés (Bulgarie et Turquie) au cours des campagnes de 1916 et 1917 qui envahissent leur pays, les obligeant à quitter la capitale.

¹⁶ Voir Archives de Soultzmatt (A.M.), Registre des délibérations 1919–1925, folio 21, Séance du 30 août 1919.

Une belle croix orthodoxe blanche, de l'architecte Schuhe¹⁷ ainsi qu'une statue de la mère pleurant ses enfants tombés au champ d'honneur, œuvre d'un sculpteur roumain, érigée en 1931, dominant ce cimetière inauguré royalement le 9 avril 1924, par le roi Ferdinand et la reine Marie de Roumanie, grâce au général Berthelot. A cette occasion la reine Marie a fleuri la croix d'une couronne d'arums et de roses ainsi que chaque tombe d'un bouquet d'œillets symboliquement rouges et blancs. Une plaque en marbre commémore cette visite royale :

Soldats roumains !

Loin de votre patrie pour laquelle vous vous êtes sacrifiés, reposez en paix, auréolés de gloire dans cette terre qui ne vous est pas étrangère.

Marie, reine de Roumanie

Le général Berthelot¹⁸, chef de la mission militaire française, avait réorganisé en 1916–1917 l'armée roumaine repliée à Iasi. Puis, devenu responsable de l'armée française du Danube, il était rentré dans Bucarest le 1^{er} décembre 1918, accueilli en héros. De retour en France, après la guerre, il devient membre du *Conseil supérieur de la guerre* en 1920, et termine sa carrière comme gouverneur militaire de Metz, puis de Strasbourg, ville symbole réintégrée à la France en 1918.

Pour la visite des souverains roumains en Alsace les 9 et 10 avril 1924, il réussit à mobiliser en très peu de temps tous les principaux acteurs politiques, universitaires et militaires de la région¹⁹. De nombreux officiers supérieurs sont rassemblés, tous en grande tenue, dont les généraux de toute la région et de la France, Metz, Strasbourg, Mulhouse, Besançon. Les troupes des régiments de Colmar, de Strasbourg, sont là pour rendre les honneurs militaires, face à une population alsacienne nombreuse elle aussi, venue à sa manière témoigner sa fidélité.

Le roi Ferdinand monté sur le trône le 14 octobre 1914, en tant que successeur de son oncle Carol I^{er}, avait été officiellement intronisé le 15 octobre 1922, en Transylvanie qui venait d'être rattachée au Grand Royaume de Roumanie. La reine Marie, petite fille de souverains européens, de la reine Victoria d'Angleterre par son père et du tsar Alexandre II par sa mère, jouissait d'une grande popularité grâce à son action sur le terrain durant les combats de 1917 et 1918.

¹⁷ *Ibidem*, folio 22, doc. du 27 septembre 1919 où la municipalité vote une subvention de 500 francs pour un monument.

¹⁸ J. Nouzille, *Le général Berthelot et la mission militaire française en Roumanie 1916–1918*, in «Etudes Danubiennes», tome XI, 1995, p. 25. et Jean-Noël Grandhomme, *La mémoire roumaine de la mission Berthelot (1918–2007)*, in «Guerres mondiales et conflits contemporains», 2007/4 (n° 228).

¹⁹ A.M. Cassoly, *art.cit.*, p. 51

Le général Berthelot, invité à la cérémonie du couronnement²⁰, pouvait à son tour recevoir les souverains, avant leur programme officiel parisien du 10 au 12 avril 1924. Avait-il imaginé qu'il remporterait un tel succès ? En tous cas, il a utilisé tous les moyens possibles pour informer l'opinion publique.

III. LES CÉRÉMONIES MARQUANTES

Ce cimetière roumain, appelé plus communément «cimetière de la reine Marie», reste un lieu de cérémonies nationales, relatées dans la presse et plus récemment dans des émissions télévisées. Les témoignages qui les accompagnent doivent aider à prendre conscience de certaines valeurs à défendre. En particulier chaque année, d'une part le 11 novembre (cérémonie du souvenir des guerres en France) et le 1^{er} décembre (fête nationale roumaine) les autorités locales y déposent une gerbe, d'autre part le dimanche qui suit l'Ascension (jour des morts pour les orthodoxes) on y célèbre une liturgie orthodoxe traditionnelle.

Quelques dates-clefs.

1) *De l'inauguration à la chute du communisme*

A la suite de la venue des souverains et de l'action du *Comité alsacien*, l'ambassade de Roumanie à Paris, l'église orthodoxe de Paris, le consulat honoraire de Roumanie à Strasbourg créé en 1923, ont organisé des pèlerinages à cette nécropole, et cela jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Durant la seconde guerre mondiale et après l'installation du communisme en 1948 en Roumanie, l'endroit a été déserté par les autorités officielles roumaines et presque oublié jusqu'à l'invitation des « *Roumains de Paris* » de renouer avec la tradition. Depuis, il est devenu le lieu de rassemblement de la diaspora roumaine installée dans les trois pays frontaliers proches, Suisse, Allemagne et France, et surtout opposée au régime communiste.

Occasion d'une grande rencontre de réfugiés, autour certes d'une cérémonie liturgique, mais aussi de discours officiels, suivis d'un pique-nique géant sur les prés aux alentours.

Cette manifestation est toujours riche en animation, avec de la musique, des danses folkloriques, des spécialités roumaines et la diffusion de toute une littérature d'opposition au régime en place à Bucarest, souvent même de droite avec des nostalgiques de la monarchie ou même des anciens de la Garde de fer. Et la cérémonie de 1986 a vu la présence du roi Michel de Roumanie, de son épouse la reine Anne de Bourbon et de leur fille aînée, la princesse Margarita, venus de Suisse où ils résident depuis de nombreuses années. Présence discrète, sans annonce dans la presse, mais qui rassembla plus de 300 Roumains venus parfois de très loin. Les souverains signèrent à cette occasion le livre d'or de la commune de

²⁰ A.M. Cassoly, *art.cit*, p. 42.

Soultzmatt²¹. Le 18 mai 1991, le roi Michel envoie par l'intermédiaire de sa fille, la princesse Sofia, un message poignant : « *un pays qui ne garde pas le culte de ses héros, n'a pas d'avenir.* » Il demandait de prêter serment : « le sacrifice de ces héros n'a pas été vain. »²²

2) *La reprise des cérémonies officielles*

– Les cérémonies franco-roumaines à la nécropole reprennent après la chute du président Ceaușescu. Ainsi le président Ion Iliescu y est allé le 5 octobre 1994, le président Constantinescu le 11 octobre 1997. Le président Basescu est lui venu deux fois déjà au Conseil de l'Europe à Strasbourg.

– Le 11 novembre 1998, 80^e anniversaire de la fin de la guerre, est marqué par une grande rencontre franco-roumaine avec les autorités locales et l'ambassadeur roumain : un détachement de militaires roumains, le président du *Souvenir français*, le sous-préfet et le maire de Soultzmatt.

– En octobre 2005²³ : cérémonie militaire spéciale avec la présence d'un important détachement de militaires roumains en stage à la Base Aérienne 132 de Colmar, dirigée par le colonel Renard, d'une délégation de porte-drapeaux de Guebwiller, de Jean Hoefflerlin, délégué général du Souvenir Français pour le Haut Rhin. Le représentant permanent de Roumanie auprès du Conseil de l'Europe, Sabin Pop, ainsi que le consul général de Roumanie à Strasbourg, Frasinca, ont déposé une gerbe. Il en a été de même pour Madame Josette Michel, sous-préfet de Guebwiller, Jean-Paul Diringer, maire de Soultzmatt, et vice-président du Conseil général, ainsi que les colonels Panes de l'armée roumaine et Renard de l'armée française.

– Il faut mentionner, la visite pastorale du patriarche Daniel de Bucarest et celle de l'archevêque Casian de Galați, fondateur de la première paroisse roumaine à Strasbourg, en Alsace du 9 au 12 avril 2011.

Au cours d'une cérémonie religieuse, ils ont posé deux grandes croix orthodoxes en bois (*troițe*) sculptées en Roumanie, à l'entrée du carré roumain du cimetière militaire St Georges à Haguenau, où ont été déplacées en 1972 400 tombes à l'origine à Strasbourg. Etaient présents du côté roumain Adrien Lemeni, secrétaire d'Etat pour les Cultes, l'ambassadeur Stelian Stoian, le consul Marcel Alexandru. Cette cérémonie est un acte pastoral certes mais aussi de dialogue interculturel, européen, significatif pour la diaspora roumaine de l'étranger et la population alsacienne amie.

– Le dimanche 5 juin 2011, jour des héros, la cérémonie du pèlerinage à Soultzmatt, a rassemblé des communautés de Roumains d'Allemagne (Freiburg, Karlsruhe, Mannheim, Offenbach/Main), de Suisse (Zurich) et de France (Strasbourg et Mulhouse). Y étaient aussi l'ambassadeur Stelian Stoian, le

²¹ Voir le journal local, « Les Dernières Nouvelles d'Alsace », du 16 juin 1986.

²² Forum Romania war prisoners in Strabourg, <http://www.worldwar2.ro/forum>, p. 7.

²³ <http://pages14-18.mesdiscussions.net/page1418/>

consul général Marcel Alexandru, le consul adjoint Mariana Stoian, le maire Jean-Paul Diringer. La liturgie a été célébrée par l'évêque Marc Alric, vicaire de la métropole orthodoxe roumaine de l'Europe occidentale et méridionale à Paris.

A cette rencontre, le consul Alexandru a remis la médaille du mérite du Ministère des Affaires nationales de Roumanie au sergent et trompettiste Patrick Kautzmann, pour sa fidèle présence aux différentes cérémonies.

A cette occasion aussi, le maire de Lörrach (Allemagne) a inauguré la route qui relie des sites historiques de part et d'autre du Rhin dont fait partie la chapelle sacrée, lieu de pèlerinage du Val-au-Pâtre, qui a servi pour les défunts roumains en 1917. Un symbole de la part du pays voisin.

CONCLUSION

La proportion des Roumains décédés en captivité est considérable. En 4 mois, leur nombre est équivalent à celui des Belges en 4 ans. D'août 1916 à février 1917, 80 000 soldats sont capturés²⁴. Environ 43 000 d'entre eux sont entassés dans des camps en Allemagne, dont l'Alsace, pour effectuer de durs travaux en violation des conventions internationales.

Sans mémoire, pas de racines. Chaque année à différents moments évoqués ici, ces soldats reçoivent l'hommage de leurs compatriotes vivant en France. Le drapeau roumain flotte en Picardie (ossuaires d'Effry, 281 soldats, et de Hirson, 257 soldats), dans l'Aisne, en Lorraine à Dieuze (947 soldats), en Alsace à Haguenau (472 soldats) et à Soultzmatt (687 soldats).

Tous les officiels, présidents de la République roumaine, rois, princes, ministres, hauts dignitaires, généraux, anciens combattants, ambassadeurs et diplomates, autorités ecclésiastiques passent par cette nécropole d'Alsace, bout de terre roumaine en France, devenue un haut symbole pour la Roumanie.

En quelques heures, la vie de ces jeunes captifs a basculé sur un champ de bataille avec l'intolérance, la violence et la bêtise humaine des vainqueurs du moment. Tant pis pour celui qu'on écrase alors !

Berthelot a voulu rendre l'hommage d'un général à une armée qu'il réorganisa à ce moment-là. En Alsace, symbole géographique et politique, son dernier poste officiel, il reçoit les souverains et rappelle la mémoire des personnes persécutées sur ce sol. Berthelot invite les autorités françaises et roumaines à une rencontre avec l'histoire et interroge notre mémoire.

Cet endroit témoigne aujourd'hui encore que les liens perdurent depuis près d'un siècle et se renouvellent périodiquement, comme tout récemment ce dimanche 5 juin 2011. Combien de jeunes Roumains, étudiants et autres, viennent en bus et en voiture, grâce à l'action de l'association *cultuelle et culturelle de l'église*

²⁴ Voir «Les Nouvelles de Roumanie », *op.cit.* p. 33.

roumaine de Strasbourg avec le père Vasile Iorgulescu, du consulat de Strasbourg, avec le consul général actuel, Marcel Alexandru, et du représentant permanent auprès du Conseil de l'Europe, l'ambassadeur Stelian Stoian pour se recueillir en ce lieu.

Cet endroit favorise actuellement les échanges et la coopération dans des domaines comme l'économie, l'enseignement, l'environnement ou la culture, des rencontres qui visent à satisfaire autant que possible les besoins et aspirations profondes de leurs participants. A travers le souvenir de ce passé qui reste présent, il s'agit d'accompagner les jeunes dans leur installation sur cette terre alsacienne, comme la population alsacienne en son temps a essayé d'aider quelque peu leurs compatriotes.

Je termine en rappelant que c'est en septembre 1923, six mois avant la venue des souverains, que le général Berthelot a pris son titre de «*citoyen roumain*» et a reçu à cette occasion la propriété située près de Hateg où nous sommes réunis aujourd'hui. Il avait, lui aussi, rendu hommage aux soldats français tombés en Roumanie en déposant des gerbes au cimetière militaire français de Bucarest et au monument des soldats français dans le parc de Cismigiu. Il avait également apposé une plaque sur la tombe du soldat inconnu, portant cette inscription en roumain²⁵:

*« Aux héros connus et inconnus de la guerre
pour l'union de la Nation.
A tous ceux qui ont combattu et ont
sacrifié leur vie pour que la Patrie roumaine
vive plus grande et plus libre »*

Général Berthelot

²⁵ Archives militaires (SHAT), Vincennes, Série 7N, carton 3044, doc. N° 6536/S qui retrace le voyage du général Berthelot en Roumanie.

NICOLAE MIHAI

**REVOLUȚIE ȘI MENTALITATE ÎN ȚARA ROMÂNEASCĂ (1821–1848).
O ISTORIE CULTURALĂ A EVENIMENTULUI POLITIC
(RÉVOLUTION ET MENTALITÉ EN VALACHIE, 1821–1848. UNE
HISTOIRE CULTURELLE DE L'ÉVÈNEMENT POLITIQUE)**

Craiova, Éditions Aius, 2010, 358 p.

Dès la révolution de 1821 l'histoire des Pays Roumains a pris un nouveau cours. Les Roumains se sont intégrés aussi au courant de renouveau général européen. La modernisation, un nouveau statut international des deux principautés soumises à la suzeraineté du sultan, la réalisation de leur unité, comme une première étape d'un processus qui sera parachevé vers la fin de la première guerre mondiale quant aux provinces à majorité roumaine assujettis aux empires voisins, évidemment l'indépendance allaient être réalisées successivement au cours d'un siècle. Ce processus complexe eut en tant qu'étape initiale celle des années 1821–1848. La révolution de 1848 fut présente sur l'ensemble du territoire des Roumains, sauf la Bessarabie annexée par l'Empire du tsar en 1812.

Cette étape très importante d'un processus décisif pour l'histoire des Roumains est soumise à un examen et à une analyse par M. Nicolae Mihai. Il le fait dans un cadre et une perspective d'histoire universelle. Il le fait aussi en reprochant aux historiens roumains de ne pas aborder les problèmes au niveau de leurs collègues de l'historiographie occidentale et américaine. A ce propos il a raison partiellement, car il ne tient pas compte de l'effort immense qui a été fait depuis plus de cent ans pour que la base d'information soit réalisée au niveau de celle des pays des zones mentionnées et également des réalisations indiscutables d'interprétation des générations successives d'historiens.

Le livre a le mérite d'aborder d'une manière moderne l'étape historique envisagée et de fournir une série de considérations d'un évident intérêt. Début de la modernité, l'espace public, la contestation, solidarités traditionnelles et solidarités modernes, la révolution comme «événement fondateur», patrie et révolution, les nouvelles valeurs, le populisme révolutionnaire, le messianisme, voilà certains problèmes abordés dans les premiers chapitres. La vision de l'auteur par rapport à la révolution me semble au moins réservée ou même surtout critique. Évidemment, sa vision critique est justifiée quant à certains problèmes ou aux situations soumises à l'examen, mais on reste surtout avec une impression négative du phénomène, ce qui ne peut pas se justifier, car la révolution fut un phénomène historique dominant et exerçant une influence importante dans le sens du progrès non seulement alors, mais pour tout le cours initial et le sens de l'évolution de la Roumanie moderne. Il est vrai que certaines fois il s'est agi de formes sans fond, mais c'est ainsi aussi que par ces formes le fond allait être créé ! Les considérations de M. Mihai sur la garde nationale, le clergé, les commissaires révolutionnaires, le chapitre consacré à la dimension «festive» des processus révolutionnaires en 1821 comme en 1848 et surtout celles par lesquelles il fait le bilan de la révolution et analyse la mémoire la concernant sont en bonne partie d'un évident intérêt, même si on ne peut être tout à fait d'accord avec certaines d'entre elles. Il s'agit certainement d'un historien novateur et intéressant et le livre mérite toute l'attention, surtout que les problèmes sont envisagés dans un cadre d'histoire universelle.

Dan Berindei

IOAN-AUREL POP et ION CÂRJA

UN ITALIAN LA BUCUREȘTI: LUIGI CAZZAVILLAN (1852–1903)
 (UN ITALIEN A BUCAREST: LUIGI CAZZAVILLAN, 1852–1903)

Cluj-Napoca, Centrul de Studii Transilvane și Vicenza,
 Istituto per la ricerche di storia sociale e religiosa, 2011, 216 p.+illustrations.

Luigi Cazzavillan a été l'un des Italiens qui a trouvé en Roumanie une seconde patrie. Il s'agissait d'un garibaldien ardent, d'un homme d'action. Né à Arzignano, dans la province de Vicenza, au nord de l'Italie, il avait participé aux campagnes garibaldiennes de 1866 et 1867, ainsi qu'à la guerre franco-allemande de 1870–1871. En 1876 il s'est engagé volontaire dans l'armée serbe. Après la défaite de celle-ci, Cazzavillan passa en Roumanie, où il aurait désiré s'engager dans l'armée roumaine et participer à la guerre d'indépendance, ce qui ne fut pas possible vu les règlements militaires roumains. Par contre, il exerça sa profession de journaliste et de correspondant de guerre, pour s'établir à la fin des hostilités en Roumanie. Il fonda l'un des journaux les plus populaires, l'« Universul ». Sa vie prit fin prématurément en 1903. Aujourd'hui encore, une rue du centre de Bucarest porte son nom.

Le livre est intéressant, par le fait qu'il évoque aussi les rapports historiques italo-roumains, en insistant sur le XIX^e siècle. Des riches annexes et des illustrations complètent le volume.

D.B.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

PAGINI DIN DIPLOMAȚIA ROMÂNIEI
 (PAGES DE LA DIPLOMATIE DE ROUMANIE)

Parus par les soins de Ion M. Anghel, Lucian Petrescu și Valeriu Tudor,
 Iași, Junimea, 2011, 581 p.

C'est le troisième volume de la série publiée par l'Association des ambassadeurs et des diplomates de carrière de Roumanie. Ce sont des études réalisées par les diplomates retraités qui évoquent à cette occasion les souvenirs personnels de leurs missions. Le volume est divisé en quatre parties: Concepts et réflexions, Diplomatie bilatérale, Diplomatie multilatérale et Visions et enseignements.

Les 34 études comprises dans le volume sont d'un grand intérêt. Les sujets sont divers, mais surtout les souvenirs des diplomates ayant trait à leur activité et aux missions qu'ils ont remplies représentent un véritable dépôt d'informations. Un de ces études nous renseigne sur une mission temporaire, mais certains d'entre eux nous offrent les résultats de missions «de longue durée». On y retrouve dans le volume des études sur les relations bilatérales avec la Suède, l'Espagne, la Hongrie, l'ancienne Yougoslavie et la Serbie, l'Union Soviétique et Chypre, la Chine, l'Extrême Orient et les Pays Arabes, l'Afghanistan et les pays du Sud et du Sud-Est de l'Asie. A ces études concernant certains pays ou régions du monde, s'ajoutent ceux ayant trait à la diplomatie multilatérale. Les Nations Unies, le droit maritime, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, la fin de la guerre froide, le transfert de technologie offrent à certains diplomates l'occasion d'analyse mais aussi celle de nous offrir en maints cas des informations nouvelles. Très importante, tenant compte de sa valeur personnelle et des contributions qu'il a donné au déroulement de la politique extérieure roumaine est

l'ample étude de l'ambassadeur Constantin Ene sur la profession de diplomate pendant les années de domination communiste.

Ce volume, également comme ceux antérieurs de la série, représente une source d'informations indispensables pour tous ceux qui voudraient comprendre l'activité de politique extérieure de la Roumanie pendant la seconde moitié du XX^e siècle.

D. B.

NICOLAE IORGA

DISCURSURI PARLAMENTARE (1907–1917) (DISCOURS PARLEMENTAIRES, 1907–1917)

Chişinău, Mesagerul, 2011, 846 p.

Madame Georgeta Filitti a pris l'initiative d'une nouvelle édition des *Discours parlementaires* de Nicolae Iorga. Le volume maintenant réédité a paru en 1939, mais on constate que certaines des activités du grand savant au sein du Parlement n'y avaient pas été comprises. Dans cette nouvelle édition on bénéficie de l'activité parlementaire intégrale de Iorga pendant une décennie très mouvementée pour l'historien et l'homme politique, mais aussi pour la Roumanie et le monde entier. Les discours sont précédés d'une étude introductive bien nourrie de l'éditeur. On ne peut que saluer l'initiative, féliciter la maison d'édition de Chişinău qui s'est impliqué dans le projet et exprimer un vif intérêt pour le contenu du volume, avec l'espoir qu'on va également publier les volumes suivants.

D. B.

CORNEL SIGMIREAN et CORNELIU CEZAR SIGMIREAN

ROMÂNIA ŞI UNGARIA ÎN FAȚA CONFERINȚEI DE PACE DE LA PARIS

(LA ROUMANIE ET LA HONGRIE DEVANT LA CONFÉRENCE DE LA PAIX DE PARIS)

Târgu Mureş, Editura Universităţii « Petru Maior », 2010, 295 p.

Dans ce volume les auteurs ont rassemblé 90 pièces qui représentent des documents du Ministère des Affaires étrangères de Bucarest, certains documents diplomatiques étrangers, mais aussi des articles et des informations des journaux roumains, ainsi que des articles et des informations concernant la Conférence retrouvés dans des sources d'autres pays. Dans son ensemble, le volume, précédé d'une utile étude introductive offre une perspective intéressante de ce moment important quand par la décisions des puissances les frontières de 1940 ont été reconstituées et on est revenu aux décisions de la Conférence de la paix de 1919–1920.

D.B.

VIRGINIA MIRCEA

**NOUA DIMENSIUNE A TERORISMULUI INTERNAȚIONAL
(LA NOUVELLE DIMENSION DU TERRORISME INTERNATIONAL)**

Bucarest, Editura Cadran Politic, 2010, 328 p.

Le monde actuel vit sous l'impact et on doit le dire aussi sous la terreur du terrorisme. Madame Mircea a abordé ce phénomène dans toutes ses dimensions, en organisant les sources et en donnant des explications. Ce que c'est le terrorisme, son évolution, le rôle de la violence, les traits caractéristiques du terrorisme, ses motivations et ses objectifs, sa typologie et ses tactiques sont des problèmes que Madame Virginia Mircea présente d'une manière compétente. Très intéressantes et utiles sont les données statistiques concernant le terrorisme, ainsi que les actes de terrorisme en différents pays. L'inventaire des groupements terroristes est aussi de tout intérêt. Un riche bibliographie démontre elle aussi les dimensions de la démarche de l'auteur.

D. B.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE publie des articles d'un niveau scientifique supérieur dans les domaines de l'archéologie, de l'histoire médiévale, de l'histoire moderne et contemporaine, de l'histoire de la culture, etc. Les rubriques «Notes et discussions», «Comptes rendus», «Vie scientifique» contiennent des commentaires sur les publications de l'étranger traitant de l'histoire roumaine, de brèves mentions par lesquelles sont portées à la connaissance des lecteurs certaines manifestations scientifiques du domaine de l'histoire (symposiums, colloques, commémorations et anniversaires) aussi bien que l'activité scientifique de la Section des Sciences Historiques et d'Archéologie de l'Académie Roumaine, de ses Instituts d'histoire, etc.